

UNIVERSITÉ DE PARIS

ESSAI

SUR

L'Histoire de la Réforme

A

CLAIRAC

DES ORIGINES A L'ÉDIT DE TOLÉRANCE

(1530-1787)

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS

POUR OBTENIR LE GRADE DE BACHELIER EN THÉOLOGIE

et soutenue publiquement le 27 Décembre 1900, à 4 heures

PAR

Camille CABROL

BACHELIER ÈS-LETTRES



CAHORS

IMPRIMERIE A. COUESLANT, 1, RUE DES CAPUCINS

1900

UNIVERSITÉ DE PARIS

ESSAI

SUR

L'Histoire de la Réforme

A

CLAIRAC

DES ORIGINES A L'ÉDIT DE TOLÉRANCE
(1530-1787)

THÈSE

PRÉSENTÉE A LA FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE DE PARIS
POUR OBTENIR LE GRADE DE BACHELIER EN THÉOLOGIE
et soutenue publiquement en Décembre 1900

PAR

Camille CABROL

BACHELIER ÈS-LETTRES



CAHORS

IMPRIMERIE A. COUESLANT, 1, RUE DES CAPUCINS

1900

UNIVERSITÉ DE PARIS

FACULTÉ DE THÉOLOGIE PROTESTANTE

Examineurs de la soutenance :

M. ED. VAUCHER président de la soutenance.
MM. ED. VAUCHER, }
 BONET MAURY, } Examineurs.
 VIÉNOT, }

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions
particulières du candidat.

N° 305

A LA MÉMOIRE DE MON FRÈRE BIEN-AIMÉ.

A MON PÈRE ET A MA MÈRE.

A MA TANTE
MADAME GARRIC LANDRY.

Témoignage d'affection et de reconnaissance.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

A. — SOURCES IMPRIMÉES

- ANDRIEU (J.). — Histoire de l'Agenais (Paris-Agen, 1893).
- ANQUEZ. — Hist. des Assemblées politiques des Réformés de France.
- AYMON. — Synodes nationaux des Egl. Réf. de France (1770).
- BARRÈRES (Abbé). — Hist. relig. et monumentale du diocèse d'Agen (Agen, 1856).
- BELLECOMBE (M^{lle} H. de). — *Les Denis* (Paris, 1894).
- BELLECOMBE (A. de) et G. THOLIN. — Aide-mémoire pour servir à l'hist. de l'Agenais (1893).
- BENOÎT (Elie). — Hist. de l'Edit de Nantes (1693).
- BÈZE (Théodore de). — Hist. des Eglises Réformées de France (*Ed. Baum et Cunitz*).
- BOUDON DE ST-AMANS. — Hist. ancienne et moderne du département de Lot-et-Garonne (Agen, 1836).
- BOURGEON (G.). — La Réforme à Nérac (1530-1560), Toulouse, 1880.
- BULLETIN de la Société de l'Hist. du Protestantisme français.
- CASSANY DE MAZET. — Hist. de Villeneuve-sur-Lot (1879).
- COUYBA (D^r L.). — Etudes sur la Fronde en Agenais et ses Origines (Villeneuve-sur-Lot, 1899).

- CRESPIN. — Hist. des martyrs (1570).
- DOUMERGUE. — Jean Calvin. Les hommes et les choses de son temps (Lausanne, 1899, t. I).
- DU COURNEAU (A.). — La Guienne historique et monumentale (Bordeaux, 1842).
- Ibid.* — Hist. de l'abbaye de Clairac (1845).
- DURENGUES (Abbé). — Pouillé. Historique du diocèse d'Agen pour l'année 1789 (Agen, 1894).
- FAUGÈRE-DUBOURG. — Nos Pères sous Louis XIV. Extraits des mémoires sur la Généralité de Bordeaux concernant l'Agenais (Agen, 1885).
- GABEREL. — Livre du Recteur (Genève, 1846).
- GALLIA CHRISTIANA (nova).
- GAULIEUR. — Hist. de la Réformation à Bordeaux et dans le ressort du Parlement de Guyenne (Bordeaux, 1881).
- HAAG. — La France protestante.
- HERMINJARD. — Correspondance des réformateurs dans les pays de langue française (Paris, 1866 et suiv.).
- HUGUES (Edmond). — Les Synodes du Désert (Paris, 1891).
- LABÉNAZIE (B.). — Histoire de la ville d'Agen et pays d'Agenois, imprimée récemment (Montauban, 1888).
- J. LABRUNIE (abbé). — Abrégé chronologique des antiquités d'Agen, publié récemment à Agen, 1892.
- LACOSTE. — L'abbaye de Clairac au xiv^e siècle dans Revue de l'Agenais, II (1875), p. 181 et sq.
- LAGARDE (Alphonse). — Chronique des Eglises réformées de l'Agenais (Toulouse, 1870).
- LA POPELINIÈRE. — La vraie et entière histoire des troubles (Cologne, 1571).
- Mémoires* de Jacques de CHASTENET, seigneur de

- Puységur (Paris, 1690), du duc de LAFORCE (Paris, 1843), de BOUILLON, d'ARNAUD D'ANDILLY.
- MERCURE FRANÇAIS, t. VII et VIII.
- MÉZERAY (François de). — Histoire de France (Paris, 1651).
- MONLEZUN. — Hist. de Gascogne (1863).
- MONLUC. — Commentaires. *Edit. de Ruble* (Paris, 1864-1872).
- PLAQUETTES citées dans le cours du récit.
- RECUEIL des Edits et déclarations du Roy... rendues en faveur du clergé pendant l'agence de M. l'abbé de la Huguette.
- RECUEIL de la Société d'Agriculture, sciences et arts d'Agen.
- RELATION succincte de l'estat des Egl. Réf. de France (1666).
- RÉMOND (Fl. de). — Hist. de la naissance, progrès et décadence de l'hérésie de ce siècle (Paris, 1618).
- SAMAZEUILH. — Hist. de l'Agenais, du Condomois et du Bazadais, t. II (Auch, 1847).
- SCHMIDT. — Gérard Roussel (Genève, 1845).
- SPONDANUS (Henri de Sponde). — *Continuatio Annalium Baronii* (Paris, 1639).
- TAMIZEY DE LARROQUE (Ph.). — Documents inédits pour servir à l'hist. de l'Agenais (Paris, 1875).
- THOLIN (G.). — Cahier des doléances du Tiers-Etat du pays d'Agenais aux Etats généraux de 1588, 1614, 1649 et 1789 (Paris-Agen, 1885).
- VIGNOLLES (Bertrand). — Mémoire des choses passées en Guyenne (1621-1623).
- VILLARS (marquis de). — Lettres *cf. Bulletin* de l'Hist. du Prot., t. XXII.
- VIVANT (Geoffroy de). — Faits d'armes. Edit. Magen. (Agen, 1887).

B. — SOURCES MANUSCRITES

ARCHIVES du Consistoire ¹.

ARCHIVES municipales de Clairac.

MINUTES des notaires de Clairac (en majeure partie aux Archives).

ARCHIVES départementales du Lot-et-Garonne.

ARCHIVES communales d'Agen.

GREFFE du Tribunal civil d'Agen.

ARCHIVES NATIONALES (principalement la série TT) et
Dépôt de la guerre.

ARCHIVES départementales de la Gironde : 1^o Série B.
Enregistrement des Edits ; 2^o Archives hospitalières ; 3^o Intendance (c).

MSS. COURT et RABAUT (Biblioth. du Prot., Paris).

¹ Il ne reste malheureusement rien de ces Archives, pour la période antérieure à 1752. Avec les matériaux du temple, elle durent être données à l'hôpital de Clairac lors de la Révocation : depuis elles ont disparu.



PLAN DU SIÈGE DE CLAIRAC PAR LOUIS XIII EN 1621

D'après la planche publiée dans le Tome VII du MERCURE FRANÇOIS

CHAPITRE PREMIER

Clairac et son abbaye au XVI^e siècle

La ville de Clairac ¹ doit fort probablement son existence à la fondation d'une abbaye surplombant le Lot sur sa rive droite.

D'après une tradition rapportée dans le Gallia Christiana, ² Pépin le Bref, en 766, au cours d'une victorieuse expédition dirigée contre Waïfre, duc d'Aquitaine, s'arrêta à Agen : il profita de son séjour dans cette ville pour accorder à cette abbaye, alors en voie de construction, quelques privilèges renfermés dans ce qu'on appelait alors un *præceptum*. ³ D'après ce do-

¹ On n'est pas d'accord sur l'origine de ce nom. Sa désinence en *ac* lui donne une apparence celtique : mais quelle indication peut-on en tirer ? D'après MÉZERAY (*Hist. de France*, Paris, 1651 p. 14). « Cette ville située sur les bords de la rivière d'Olt, se vante d'avoir été jadis consacrée au soleil et qu'elle tient son nom de la clairté de ce bel astre. » Les uns le font dériver de « clara aqua » à cause de la limpidité des eaux qui baignent le pied de ses murailles : c'est possible. Les autres de « Lux clareat », sa devise : ceci n'est point acceptable la ville existant bien avant la devise puisque ce n'est qu'en 1703 qu'on fit des démarches pour l'enregistrement de ses armoiries (*Archives de Clairac* 2082 BB, 4). — De même, plusieurs orthographes : Clayrac et Cleyrac sont les formes les plus anciennes : Clérac, c'est l'orthographe du XVII^e siècle.

² GALLIA CHRISTIANA t. II. *Diœcesis Aginnensæ* p. 941. « Non nulli tradunt a Caroli Magni patre Pipino hoc cænobium initium habuisse : verum id prorsus incertum. »

³ Ce diplôme a été conservé, dit-on, dans les archives de l'abbaye, cependant la pièce originale n'a jamais été produite ; on n'en a montré qu'un *vidime* fort suspect de l'an 1538, établi sur un autre de 1328 (cf. Notice publiée dans le *Recueil des Mémoires de la Société d'agriculture, sciences et Arts d'Agen* — 25 Janvier 1862.)

cument Clairac était primitivement un bénéfice, c'est-à-dire une terre du domaine royal, un fisc, *fiscus*, comme il est dit dans ce diplôme. Le bénéficiaire investi sous le règne de Pépin se nommait Centullus Maurellius. Ce Centulle Maurelle, riche seigneur, pris sans doute d'un grand accès de dévotion, est autorisé, à sa demande, par le roi Pepin, à aliéner sa terre en y fondant une abbaye. Mais Labrunie et beaucoup d'autres n'accordent aucune valeur à cette tradition. ¹

D'après Argenton, secrétaire de l'évêque d'Agen, mort en 1780, et suivant les auteurs de *Gallia Christiana*, cette abbaye de Clairac ne remonte pas d'une manière certaine au delà du XI^e siècle. De nouveaux documents n'étant pas venus éclaircir ce point d'histoire, une grande incertitude continue à planer sur l'origine de cette abbaye. ²

Au commencement du XVI^e siècle, elle abritait 150 religieux, rattachés à l'ordre de St-Benoît ; 120 y résidaient, 30 étaient disséminés dans les prieurés et les cures qu'ils desservaient eux-mêmes. A leur tête un abbé, seigneur temporel de 3 Juridictions : Clairac, Laparade et Nicole, et maître de 5 prieurés : Marmande, Tombebœuf, Marsac, Clermont Dessous et Puyguiraud comprenant une cinquantaine de paroisses

¹ LABRUNIE, *Abrégé chronologique des Antiquités d'Agen* (Agen 1892) p. 46.

² Cf. J. LACOSTE : *L'abbaye de Clairac au XIV^e siècle* (Revue de l'Agenais, 1875. p. 181 et sq.) — De la primitive abbaye (qui, paraît-il, fut détruite en 1569 et rebâtie plus tard (cf. ABBÉ DURENGUES. *Pouillé* p. 624) il ne subsiste maintenant qu'un bon cellier et un bon cachot : ils furent bien solidement édifiés car ils restent intacts ; on préférerait qu'à leur place se fut perpétué le souvenir d'une salle d'études. — Voir sur l'abbaye d'autres détails et quatre vues dans l'œuvre magistrale de M. DOUMERGUE, *Jean Calvin, les Hommes et les choses de son temps*, Lanesanne 1899. p. 415-423.

dont 34 cures qu'il serait trop long d'énumérer. Les desservants recevaient fort peu de chose et cependant l'abbé, riche et puissant seigneur, percevait soigneusement la dime de tous ces revenus ; il avait droit de justice basse et moyenne, la haute Justice appartenant à la sénéchaussée l'Aiguillon.¹

Clairac se divisait alors en deux paroisses et avait deux Eglises : St-Pierre, contiguë à l'abbaye et comprenant le quartier sud de la ville, plus le faubourg de Longueville, situé de l'autre côté de l'eau, et St-Martin, dans le quartier Nord, à 150 pas de l'Eglise abbatiale.

Le Clairac du xvi^e siècle était beaucoup moins étendu que celui d'aujourd'hui. Il se groupait autour de quatre rues principales qui existent encore mais qu'on a mises à l'alignement : la rue Puzoque — habitée surtout par la noblesse et la bonne bourgeoisie ; la rue Porte-Grande — aujourd'hui rue des Couteliers ; la rue Broustet et la rue Porte-Pinte. Les fortifications partant de la place de la Roque suivaient la rue des Fossés, la rue Maubec et le Chemin Neuf ou Chemin du moulin.

Quant à la situation économique et morale de la ville elle était vraisemblablement identique à celle qui pouvait s'observer à cette époque dans le pays environnant. Or, sur ce point, nous avons des renseignements de premier ordre dans le « Cahier des doléances du Tiers-Etat du pays d'Agenais aux Etats-généraux de 1588 ». Voici, d'abord, quelques lignes de la préface. Au xvi^e siècle, « la situation de l'Agenais était, à peu de choses près, la même que dans les

¹ Cf. L'ABBÉ DURENGUES. *Pouillé-Historique du diocèse d'Agen pour l'année 1789*. Agen 1894 p. 620 et sq.

siècles précédents. Villes, seigneurs, simples particuliers vivaient encore sous le régime des privilèges octroyés depuis le commencement du xiii^e siècle jusques au milieu du xiv^e, et dont un bien petit nombre avaient été abolis. Les seigneurs avaient assez bien maintenu leurs droits et leurs situations acquises et, d'autre part, les villes libres, de plus en plus fortes, n'étaient pas moins jalouses de sauvegarder leurs franchises municipales ¹ ». Mais chacun agissant pour soi, isolément, il en résultait une défiance continuelle les uns à l'égard des autres : on se confinait étroitement dans sa ville ou dans son château ; et quant au progrès, à peine si on en connaissait le mot en ignorant la chose.

Consultons maintenant le cahier lui-même. En voici quelques extraits : ² « Premièrement, le dict tiers-etat se plaint... des abus commis en l'Eglise, du mauvais traitement et rudesse de la noblesse du tort provenant de la Justice et de la tyrannye et exaction procédant des trésoriers et recepveurs des finances et deniers, reçus pour sa Magesté au dict pays d'Agennois...

« Quant à l'Eglise, qui est le cheffz de l'estat au dict pays d'Agennois, il y a deux abus remarcables, dignes de correction et esmandement : le premier est la non résidance et cessation du service que les curas et recteurs des paroisses doivent faire en personne. Le deuxième qu'on arante les fruiets de tous bénéfices, indiférament aux gentilshommes et aux gens de guerre...

« Du deuxième chief et arantement des fruiets pro-

¹ G. THOLIN. *Cahier des doléances du Tiers-Etat du pays d'Agenais aux Etats-généraux (1588, 1614, 1649, 1789)* Paris-Agen 1885 p. 1.

² G. THOLIN. *op. cit.* p. 3-10 *passim*.

cedent deux maulx. Le premier, la cessation du service divin, très bien payé par le tiers estat, voir en plusieurs endroits payé de six ou sept gerbes une. Le second, la cessation de payer les descimes au Roy... d'où procède la séquestration des fruicts... par les fermiers quy ont la main forte...

« Du premier chief et non résidence, procèdent plusieurs maulx... Le premier est l'ignorance de cognoistre ce qu'est de Dieu et de sa religion ; le second, le mespris et contennement de ses saintes loix ; le troisième, les blasphèmes et impiétés que le peuple commet par ignorance et pour faulte d'en estre repris et esmandés par ceulx qui ont le régisme et gouvernement de leurs consiances... Le quatrième, que plusieurs petits enfants meurent sans batesmes, les grands sans confession ny administration des saints sacrements : et tout cella a servy comme sertencores de fondement et prétexte à l'érézeye, par le moyen de laquelle l'estat du Royaulme est troublé et l'esplendeur dicelluy obscurseye... »

Suivent les plaintes concernant la noblesse, « ne faisant aulcune difficulté de battre leurs pauvres paysans, voire par leurs vallets : chassent en tout temps, foullant aux pieds les fruicts cultivés par le pauvre tiers-estat, avec leurs chevaulx. Lhorsque les consuls ou leurs collecteurs vont demander la tailhe aux gentishommes, au lieu de payment ils sont battus ou maltractés... »

Viennent ensuite de longues doléances concernant la Justice ; un mot la caractérise : « les espices et rapports que tous les Juges indifféremment ont acoustumé de prendre sont sy grandes qu'il n'y a marchandize plus chère en France que la Justice. »

Quant à la levée des impôts, « le tiers-estat est plus

mollesté par les commis des trésoriers et recepveurs pour leur payer ce qu'ilz exigent ¹, que non pas de payer le principal des tailhes, ores bien qu'elles soient sy excessives audict pays d'Agenois que a peyne le pouvre peuple les puisse pourter. » Lorsque les receveurs ne trouvaient pas d'argent ils faisaient « descouvrir les maisons et empourter les portes » !

Tous ces faits se passent de commentaires et parlent d'eux-mêmes. On le voit, la situation de l'Agenais et de Clairac, par suite, était bien triste à cette époque. Et qu'on lise Florimond de Rœmond, l'adversaire décidé de la Réforme, et l'honnête Lestoile, tous deux catholiques convaincus, et de leurs écrits même se dégagera cette triste constatation, l'état moral de cette époque est effrayant !. . licence effrénée à la cour, égoïsme et dépravation dans le clergé et la noblesse, ignorance et préjugés chez le peuple, tels étaient les caractères distinctifs de la France catholique. ²

La Réforme était donc devenue en France, comme en Allemagne, comme en Suisse, une nécessité ; et ce n'étaient pas les mœurs seulement mais les croyances avant tout qui réclamaient une réforme urgente ; aussi, tandis que les apologistes ultramontains, frivoles et enthousiastes, adoptant sans difficulté le langage et les mœurs du paganisme, essayaient de justifier la dogmatique et la puissance de Rome, tandis qu'en Allemagne Luther, dans le couvent d'Erfurt, cherchait encore sa voie, en France quelques esprits élevés, après s'être nourris des

¹ Comme indemnité de perception.

² Cf. Encore J. C. SCALIGER. *Adversus Desiderium Erasmus Roterodanum oratio* (Paris, 1531) et FRANÇOIS DE BELLEFOREST, *Histoires tragiques...* Ed. de Lyon de 1683. VI p. 475.

ouvrages mystiques de Denis de l'Aréopage, des chanoines de Saint Victor et du chancelier Gerson. revenaient à la Bible pour y puiser ce que les formes extérieures de leur culte ne leur offraient plus.

Quand d'Allemagne se précisa peu à peu le bruit inquiétant d'une réforme dans la religion déjà établie, d'une révolte de la conscience opprimée voulant obéir non plus à une autorité humaine, l'Eglise, mais à un pouvoir divin, la Bible, cherchant la vie et le salut, non plus dans les œuvres légales, dans les manifestations extérieures et rituelles, mais dans la foi et le don du cœur à Dieu, alors ces hommes pieux et éclairés adhérèrent avec enthousiasme à ces idées nouvelles.

Mais à mesure que la Réforme, se dessinant d'une façon plus nette, prenait pleinement conscience de sa mission, ces savants, qui n'étaient pas des hommes d'action, se prirent à hésiter dans le témoignage de leur sympathie. C'est que les réformateurs ne parlaient de rien moins que de se séparer de Rome. C'était briser l'unité de l'Eglise, objet de la vénération des siècles ! Cette révolution dans les choses établies, avant-coureur des luttes qu'ils prévoyaient sanglantes, les trouva incertains et craintifs. Malgré leurs désirs de réforme, ils reculèrent devant des affirmations décidées et crurent donner satisfaction à leur conscience et à leurs besoins religieux en se réfugiant dans ce mysticisme contemplatif qui les avait amenés à l'Evangile.

Extérieurement ils restaient fidèles à l'ancien culte et, conservant l'étiquette, gardaient aussi leur position. Hypocrisie de leur part ? Ils ne le pensaient pas. Le mysticisme leur avait appris à ne voir dans les formes extérieures que les enveloppes fortuites et

passagères des idées éternelles, formes indispensables pour des ignorants mais de quantité négligeable pour des gens plus instruits dans la vérité religieuse. Les rites extérieurs, les signes matériels leur paraissant donc indifférents, ils continuaient à s'y soumettre, simplement pour ne pas scandaliser les faibles.

Telles étaient les idées de Lefèvre d'Etaples, de Marguerite d'Angoulême et de Gérard Roussel.

CHAPITRE II

Gérard Roussel

En peu de mots traçons la biographie de Gérard Roussel (Girard Ruffi ou Jean Tolninus).

Il naquit à Vacquerie, près d'Amiens. L'année de sa naissance nous est inconnue. Il s'attacha à Lefèvre d'Etaples par les liens les plus intimes et pendant de longues années devint son collaborateur assidu. Leur liberté étant menacée à Paris ils se retirèrent à Meaux, en 1521¹, auprès de l'Evêque Guillaume Briçonnet, ancien élève et ami de Lefèvre d'Etaples, et se mirent à y prêcher l'Evangile.

Roussel séjourna à Meaux jusqu'en 1525. De temps à autre il allait à Paris, dans le but de conférer avec les amis de la Réforme.

Puis, la persécution le chassa à Strasbourg, la ville libre protestante. Là, il est frappé du zèle que montrent à l'envi le peuple, les savants, les théologiens, les magistrats, mais écrit à Briçonnet : « Quant à moi, je ne puis qu'admirer l'exemple de ce pieux dévouement : il m'est impossible de l'imiter, quelque désir que j'en aie². » Il dit encore : « Il en est qui tout

¹ Pour une étude plus complète cf. SCHMIDT, *Gérard Roussel*, (Genève, 1845).

² Admirari quidem istud specimen religionis possum sed interim assequi non datur quanquam plurimum mihi cupiam. Cf. SCHMIDT, p. 190.

en se laissant emporter par la foi vers des régions invisibles croient devoir ne pas scandaliser le prochain et s'accommoder par charité à sa mesure¹. » On le voit : dès cette époque Roussel était bien de ceux qui, tout en se laissant emporter par leur foi mystique vers le monde surnaturel, n'osaient rompre décidément avec l'état de choses déjà établi et qui, pour justifier cette hésitation, se persuadaient à eux-mêmes que la charité, respectueuse des croyances d'autrui, et ennemie du scandale, devait être la principale règle de leur conduite.

De Strasbourg, Roussel va à Blois. En août 1526 il est nommé prédicateur habituel de Marguerite d'Orléans². Après le mariage de la duchesse avec le roi de Navarre, qui eut lieu le 24 janvier 1527, Roussel devient son confesseur et, désormais, il suit dans tous ses voyages son illustre pénitente. En 1530, la reine lui fait donner, par l'entremise du grand-maitre Anne de Montmorency, la riche et célèbre abbaye de Clairac. Roussel, abbé commendataire, ne va pas s'y installer, mais suit toujours le roi et la reine de Navarre qui séjournèrent surtout à la cour de Nérac. Ainsi, en 1532, 1533, nous le trouvons à Paris où il prêche avec grand succès sur un thème mystique³. Mais la Sorbonne et le clergé s'élèvent contre lui; alors, en 1534, après un voyage en Normandie, il retourne avec Marguerite dans le Béarn et là, tantôt à

¹ Sic in invisibilia tota rapitur, ut proximum non negligat, sed per charitatem ad mensuram illius se summittat atque attemperet. *Ibid.*

² HAAG. — *La France protestante* (IX p. 53. — Marguerite d'Orléans, sœur de François I^{er}, appelée aussi Marguerite d'Angoulême.

³ Cf. HERMINJARD. — *Correspondance des réformateurs dans les pays de langue française*, Paris, 1866, VI, 449. — *BULLETIN de l'Histoire du Protestantisme français* t. XVII, p. 80.

Clairac, tantôt à Nérac, il vécut en sécurité à la cour des rois de Navarre.

Cette cour, malgré la tendance particulière de l'esprit qui y régnait, « ne cessait d'être considérée par les réformateurs comme le foyer d'où devait s'élever la lumière destinée à éclairer la France » : c'est qu'elle était, grâce à la reine Marguerite, particulièrement hospitalière pour les protestants persécutés ; c'était une noble femme, douce, d'une imagination un peu exaltée ; avec cela sincèrement pieuse, mais d'une piété essentiellement intérieure : âme mystique, contemplative, se nourrissant d'idées neuves spiritualisées et dans son élection et la peur de la lutte ouverte ne se résignant pas, à l'exemple de son confesseur, à briser ouvertement les vieux cadres du catholicisme. « Cette princesse, nous dit Th. de Bèze¹, a été une perle très précieuse au monde et l'une des plus accomplies roynes et princesses en bon esprit, piété et toutes rares vertus qui aient jamais été. » Les poètes de sa cour l'appelaient la Marguerite des marguerites, et l'une de ses femmes, Valentine d'Assinois, écrivit pour elle cette touchante épitaphe :

« Musarum decima et charitum quarta
Inclita regum et soror et conjux
Margaris illa Jacet². »

Lors de son arrivée à la Cour de Nérac, Marguerite était déjà gagnée aux idées nouvelles. « D'une activité inépuisable, elle envoyait des colporteurs qui

¹ TH. DE BÈZE. — *Histoire des Eglises réformées de France* (Ed. Baum et Cunitz) II, 949.

² « Dixième parmi les muses, quatrième parmi les grâces
Noble sœur et épouse de rois
Ici Marguerite repose. »

s'insinuaient dans les maisons et, sous prétexte de vendre des bijoux aux demoiselles, leur présentaient de Nouveaux Testaments imprimés en beaux caractères, réglés en rouge, reliés en vélin et dorés sur tranches; « la vue seule de ces livres, dit un historien, inspirait le désir de les lire. » Autour de la reine tout s'agitait, travaillait, bourdonnait comme une ruche d'abeilles ¹. »

Gérard Roussel, de son côté, multipliait ses prédications évangéliques. En 1530, un nouveau champ de travail s'ouvrit devant lui. C'est à cette époque, en effet, qu'il fut mis en possession de l'abbaye de Clairac.

Quelques années après, en 1536, la reine de Navarre lui donna l'évêché d'Oloron, en Béarn. Là, comme à Clairac, il introduisit peu à peu mais pacifiquement de nombreuses réformes, la diffusion de bons livres, la messe en langue vulgaire, la communion sous les deux espèces du pain et du vin. D'une très grande activité, il prêchait jusqu'à deux et trois fois par jour, presque toujours sur un thème mystique, ayant peur de la controverse et de ses violences.

Si nous en croyons Florimond de Rœmond, il reçut à Clairac même, en août 1534, la visite de notre grand réformateur, Calvin. La tradition appuie ce témoignage: aujourd'hui encore, derrière le chœur de l'église, on montre une chaire qu'on appelle la chaire de Calvin. Très probablement il ne dut pas y prêcher, mais la chaire est le symbole même de son œuvre: Calvin, c'était la voix qui prêche l'Évangile ².

¹ MERLE D'AUBIGNÉ. — *Histoire de la Réforme au temps de Calvin*, t. III, p. 27.

² D'après la tradition encore, Calvin occupa la chambre située dans la tour de l'Abbaye: c'était le logement habituel de l'abbé.

Que dut-être l'entrevue entre ces deux hommes? Fl. de Rœmond nous en dit quelques mots : « Calvin lui communique ses escrits et le projet de son Institution, tiré dans Angoulesme, luy découvre le dessein qu'il avoit de restablir l'Eglise en sa première pureté, disant qu'il falloit raser tout rès pied, rès terre, pour bastir un nouvel édifice. Roussel, comme il a dit souvent, tout estonné qu'une si vieille malice eut pu tomber en un si jeune, tascha de le ramener à la raison, disant qu'à la vérité il estoit nécessaire de nettoyer la maison de Dieu, l'appuyer mais non pas la destruire, qu'en fin et luy et les autres s'enseveliroient sous la cheute et abatis de celle qu'ils pensoient ruiner¹. »

Voilà, pris sur le vif, le caractère de Gérard Roussel. Calvin eut beau s'emporter contre les Nicolaïtes, c'est-à-dire contre ceux qui pensaient pouvoir croire et pratiquer l'Evangile dans l'Eglise romaine, Roussel malgré tout resta dans l'Eglise. En réalité, il fut effrayé du radicalisme théologique de Calvin et, comme nous le dit Florimond de Rœmond avec toute l'apparence de la vérité, il essaya de le ramener à des opinions plus modérées. Mais ces deux hommes n'étaient point faits pour s'entendre : l'un voulait faire table rase du catholicisme, l'autre n'avait d'autre ambition que d'y infuser un sang nouveau ; le premier était un radical, le second un conservateur.

On le voit, Gérard Roussel fut moins qu'un vrai réformateur : c'est simplement un précurseur qui se donna comme but de supprimer peu à peu et sans éclat les abus les plus criants du catholicisme, de malsaines traditions, et d'y substituer l'Evangile.

¹ FL. DE RŒMOND. *Hist. de la naissance, progrès et décadence de l'hérésie de ce siècle* (Paris, 1618, p. 922).

Certes, il était tout à fait gagné aux idées de Luther : c'était un apôtre décidé de la justification par la foi et de la substitution de la Bible aux traditions romaines, mais il ne se sentit pas la force de sortir des rangs et de combattre ouvertement le catholicisme. Il préféra essayer d'une réforme dans son sein ; officiellement il échoua, mais ses efforts ne furent pas perdus ; c'est à lui indirectement, c'est à ses disciples que nous devons le protestantisme dans l'Agenais. Un second point qui doit nous rendre chère sa mémoire, c'est qu'il remplit son ministère bien plutôt comme un vrai disciple de Jésus-Christ que comme les prélats romains de son époque.

Florimond de Rœmond nous dit de lui : « Sa meute de chiens et lévriers était un grand nombre de pauvres, ses chevaux et son train, une troupe de jeunes enfans élevés aux lettres¹. »

A la tête d'un évêché et seigneur temporel d'une très riche abbaye, c'était un grand personnage que Gérard Roussel. Comment usa-t-il de son influence sur les Clairacais ?

Le premier document qui puisse nous répondre à ce sujet date du 17 juin 1551². C'est un « Accord passé entre messire Gérard Roussel, abbé de Clairac, et François Salomon, Pierre Jory et Arnaud Lanabras dit Blanchon, consuls de Clairac. »

« A esté accordé : 1° qu'au lieu de trois consuls il y en aurait à l'avenir quatre et douze prudhommes appelés jurats : les quatre premiers de la ville et huit de la juridiction pour assister aux assemblées de ju-

¹ FL. DE RŒMOND, *op. cit.* p. 851.

² Cette pièce a disparu des Archives de Clairac ; elle est mentionnée dans l'*Inventaire des Archives rédigé en 1744* sous la rubrique 2° registre, p. 12. Nous en transcrivons le compte-rendu.

rade et pour estimer les dommages qui seront faicts dans les paroisses et autres lieux, et que le premier jurat de la ville sera exempté de toute taille et tenu de servir la fabrique de l'église durant son année. — 2° Que chaque consul portera un chaperon rouge et noir, livrée de la ville d'Agen, avec lequel ils seront tenus d'assister à toutes les processions et marcheront des premiers après le seigneur ; et à cause de ce, ne pourront prendre cognoissance de la justice du dit seigneur. »

Dans sa « Chronique des Eglises réformées de l'Agenais » (p. 49-51), M. Lagarde, qui a lu cette pièce, la cite avec de plus longs développements. Le motif de cet accord est que « beaucoup de choses, au lieu de s'avancer de bien en mieux, vont de pis en pis et tombent à vue d'œil, en décadence. » Les consuls proposent alors de « déterminer quelque bon ordre par le moyen duquel icelle politique soit entretenue, les bons maintenus et les mauvais châtiés... »

A côté des dispositions précédentes, M. Lagarde nous en fait connaître d'autres. Ainsi, des quatre consuls trois doivent être « de dedans la ville ou barris, et un de la juridiction. » — « Chaque année les consuls éliront d'autres consuls et douze jurats : si les consuls ne sont pas d'accord, ils appelleront leurs prédécesseurs. » — « Tout ce qui regarde les tailles, cotisations et faits de la république sera réglé par les quatre consuls de l'année, les quatre précédents et douze jurats. Les comptes des consuls seront réglés devant les jurats.

« Ce traité s'occupe aussi des détails de l'administration, du nombre des sergents sous les ordres des consuls, de leur costume. Le sergent qui devait toucher la trompette devait avoir une livrée rouge.

« C'est dans l'église de Saint-Martin que la population assemblée accepte ce traité. Le 17 juin 1551, les consuls portent le traité au seigneur et ainsi tout promis et juré, sçavoir le dit seigneur abbé en sa manière de prélat, mettant la main à sa poitrine, et les dits consuls sur les saints Evangiles de notre Seigneur, de leurs mains dextres corporellement touchés. »

On le voit, c'est une véritable organisation politique que Gérard Roussel donna en ce jour aux habitants de Clairac. Mais l'homme n'est jamais content ! Une année à peine se passe et voici une seconde pièce qui nous présente les amères revendications des Clairacais.

C'est une « Transaction passée en 1552 entre les manans et habitans de la ville et juridiction de Clairac et le révérend père en Dieu, Messire Gérard Roussel, docteur en théologie, évêque d'Oloron, seigneur abbé du dit Clairac. »

Voici les griefs :

« Comme ainsi soit et a été icy dit que soit question et divorce entre les manans et habitans de la ville et juridiction de Clairac d'une part et Révérend père en Dieu, messire Gérard Roussel... d'autre part, sur ce que lesd. manans et habitans disoient que de tout temps et ancienneté, tant led. seigneur abbé que autres ses prédécesseurs ont accoutumé bailler et donner à chacune des quatre fettes annuelles de l'an, trois fois collation avecque réfection de pain, du meilleur vin des selliers et caves dud. seigneur après l'avoir gousté par les consuls de lad. ville et tous ceux desd. manans et habitans qui en vouloient recevoir et prendre et se faisant lesd. collations dans le cloître de l'abbaye dud. Clairac après diné des grandes fettes par les religieux et tous ceux qui y étoient et trou-

voient et continué à faire lesd. collations tant par led. seigneur que autres ses prédécesseurs par tout temps immémorial et jusque à cinq et six ans que led. seigneur aurait cessé faire lesd. collations soubz ombre et couleur de certaines promesses qu'il fit dès lors aux dits habitans et a fait toujours depuis en vertu desquelles et moyennant la somme de vingt livres tournoyes que led. seigneur abbé auroit promis bailler et payer aux consuls et habitans dud. Clairac chacune en chacune fette de cap d'an et premier jour de l'an pour employer aux affaires et négoce communs dud. Clairac ; ce que auroit depuis refusé faire au moyen de quoy eussent lesd. habitans délibéré ne lui pourter la vendange du dixmaire, ains icelle lui délaissier aux vignes tous ainsi qu'on fait la dixme du bled aux champs, disans n'être tenu lui apporter lad. vendange si ce n'est à cause desd. collations... »

L'abbaye percevait donc la dîme du blé et celle des vendanges ; mais, pour reconnaître la complaisance des contribuables qui leur apportaient à domicile ces denrées, elle avait l'habitude de leur offrir des collations. Gérard Roussel trouva plus utile et plus sage de donner une compensation en argent à la place de ces agapes qui ne conservaient peut-être pas toujours la retenue nécessaire à la dignité de l'abbaye.

Pourquoi, à un moment donné, se refusa-t-il à toute espèce de gratification ? Nous le verrons dans la suite.

Roussel, soucieux du bien public et remarquant qu'il n'y avait « aucun lieu exprès de boucherie, auroit dict et déclaré aux habitans qu'il prétendoit faire batir et ediffier dans lad. yllé des boutiques pour y faire une boucherie ordinaire moyennant que lesd. habitans lui laissassent batir et ediffier icelles sur la place au devant l'église de St-Pierre, à quoy lesd. ha-

bitans auroient consenti moyennant que les offruitz (usufruits) et revenus d'icelle boucherie fussent à eux ce que fut dict et accordé entre lesd. seigneur et habitants... » Mais s'apercevant bientôt que l'endroit était mal choisi, « à cause des entrées de lad. église et maison abbatiale pour raison de la puantise » Roussel la fit fermer ; de plus, il garda la propriété de la boucherie ce que les habitants lui contestent, on ne sait pourquoi, puisqu'ils avaient accepté d'en percevoir simplement l'usufruit.

Roussel, préoccupé non seulement du bien-être matériel des Clairacais mais aussi de leur développement intellectuel, construisit, avec l'aide des habitants, un collège. C'était le principe de nos réformateurs soucieux, avant tout, de l'instruction de la jeunesse. Roussel se chargeait de bâtir ce collège en fournissant les matériaux pourvu que les habitants l'aidassent à charroyer les pierres et les bois nécessaires, et voulussent bien lui donner, en plus, un emplacement ; « ce que lesd. habitants auroient trouvé bon et de fait auroient délivré et baillé aud. Seigneur une place commune où on avoit accoutumé tenir les foires de pourceaux et autres betailz les jours de foire et icelle place marquée tant pour faire led. collège que pour faire un jardin au tenant d'icelluy. » Roussel, en effet, fait bâtir le collège ; par malheur, « en faisant icelluy auroit prins grand nombre de pierre et sable appartenant aud. habitants et qu'ils avoient au dedans les fossés de lad. ville, thumbés des murs d'icelle. »

D'où troisième cause de dispute. Une quatrième, enfin, jointe aux trois autres, poussait les Clairacais à intenter un procès à leur abbé « aux fins d'être restituez en leur état de conjuges comme on dit et disent que de toute ancienneté leurs prédécesseurs

ont été conjuges en tous faits et états de justice, tant civiles que criminelles, dont ils en prenoient toutes esmandes provenant du fait de la république et politique comme de droit à eux appartenantes d'autant qu'ils ont sur eux et ont eu de tout temps la charge et fraix de la république. »

La seconde partie de notre document est réservée à la réponse de Roussel et aux conclusions : « dye le dit Seigneur que au fait desd. collations il n'entend avoir nullement dessaisy et dépossédé lesd. habitans et que depuis qu'il a cessé bailler lesd. collations il a employé lesd. vingt livres chacun an en réparations et édifices aud. collège, du vouloir et consentement desd. habitants faisant leur profit et bien ; et par ainsy, quand à ce, n'avoient les habitans cause se plaindre desd. collations, et dye aussi que quand aux fruits qu'il prend desd. halle et collège ne sont été encore grands à lui, d'autant que ce qu'il en a prins jusqu'icy, il l'a employé au bien commung et public aux fins de soulager le pauvre menu peuple et qu'il lui seroit aussy permis en prendre pour être remboursé des fraix par lui faits en faisant lesd. édifices... »

Bref, on convint de s'arranger à l'amiable. On prit, d'abord, la résolution de vivre dans une paix fraternelle. Les Clairacais renoncent à leurs collations, mais sous la condition expresse qu'ils recevront les vingt livres tournois promises annuellement.

On reconnaît à Roussel la possession de la boucherie, sise devant l'Eglise Saint-Pierre ; par contre, la halle et le collège appartiendront aux habitants. Quant à leur désir d'être conjuges avec l'abbé et surtout de percevoir les amendes, ils reconnaissent que leur prétention est exagérée, et se contenteront de percevoir la moitié des dites amendes. Pour donner à

cette transaction une autorité légale on la fait enregistrer par le sénéchal d'Agen.

A cette même date de 1552 et le 11 octobre, il existe un autre document, signé aussi par Gérard Roussel, Gr. E. Oloren. (Gerard, episcopus Olorensis). C'est un acte par lequel il se démet de l'abbaye de Clairac en faveur de Godefroy de Caumont, qui lui succède; celui-ci, de son côté, donne l'abbaye de Vigois et le prieuré de Laurenque à Jean Roussel, neveu de Gérard, et l'abbaye d'Huzerche à Rodolphe Dubert, autre neveu; mais il reste entendu que Gérard, pendant sa vie, jouira des revenus de ces trois bénéfices, plus de la partie des domaines de l'abbaye de Clairac situés entre la cité d'Agen, le Lot et la Garonne¹.

C'est peu d'années après cet arrangement que mourut Gérard Roussel. Il s'était rendu à Mauléon et prêchait contre l'exagération du culte des saints, lorsque un fanatique, un gentilhomme, s'élança vers la chaire et la brisa à coups de hache. Roussel tombe « à demi-mort, pas blessé cependant », nous dit Sponde; mais l'émotion qu'il éprouva fut si forte qu'il mourut peu de temps après (non multo post tempore²). Les pauvres, ses amis, qu'il avait durant toute sa vie entourés d'une fraternelle affection, en reçurent encore un dernier témoignage: par son testament, daté du 8 juillet 1555, il les instituait ses « héritiers généraux et universels »³.

¹ DOUMERGUE, *op. cit.*, p. 420.

² SPONDANUS, *Continuatio Annalium Baronii*, année 1554.

³ *Arch. de Clairac*, 2227, (II, 13). — Nous maintenons cette date, malgré MM. Haag dont l'opinion — nous le reconnaissons bien volontiers — est presque souveraine en la matière. Dans leur « *France Protestante* », art. *G. Roussel*, ils font mourir l'abbé de Clairac en 1550. Mais pourquoi tenir en suspicion cette date de 1555, indiquée par le testament? De plus, les trois documents que nous produisons aux années 1551 et 1552 établissent nettement qu'au moins à cette date Roussel était encore en vie.

CHAPITRE III

Les guerres de religion Le Synode de 1560. — Le siège de 1574

L'œuvre religieuse de Gérard Roussel ne fut pas vaine à Clairac ; le terrain restait merveilleusement préparé pour recevoir les germes puissants de la Réforme intégrale : le semeur ne se fit pas attendre : ce fut un des siens, le vicaire général, Aymerici. Lui aussi, au début, voulait simplement la réforme dans l'Eglise établie, mais l'expérience lui démontra bientôt qu'un tel rêve était pure utopie. Aussi en 1555, dès que l'évêque d'Oloron eut rendu le dernier soupir, il prit décidément parti pour les idées nouvelles, quitta la robe et se mit à prêcher ouvertement l'Evangile. Aymerici eut un plein succès, fut nommé pasteur et, l'année suivante, se maria. Ce fut le premier ministre de Clairac¹.

Pendant ce temps, la Réforme faisait de rapides progrès en Agenais. Ni le zèle de la Sorbonne, ni même les efforts de l'Inquisition ne parvinrent à arrêter la marche des idées nouvelles. En 1559 Henri II promulgue l'édit d'Ecouen : c'est pour les réformés la « mort sans rémission ». La même année François II lui succède ; il meurt au bout de quelques mois, juste au moment où le cardinal de Lorraine venait d'obtenir

¹ FL. DE RIEMOND, *op. cit.*, p. 960.

de lui l'extermination complète des huguenots. L'exaspération, dès lors, arriva à son comble. Le roi de Navarre et son frère le prince de Condé (aïeul du Grand Condé), ayant à se plaindre de la cour, cherchant une revanche et entraînent les protestants à leur suite. Le schisme religieux se transformait en révolution politique et sociale.

A ce moment se tint à Clairac un Synode qui prit d'importantes dispositions. Le 19 novembre 1560 s'y réunirent, en effet, une trentaine de ministres protestants¹.

On s'occupa, tout d'abord, des « procurations faites par les Eglizes de la province de Guyenne à deux syndics esleus par icelles pour aller aux Estats présenter à nostre roy la confession de foy faite d'un commun accord par les Eglizes qui sont dispersées en France. »

« Les futurs ministres de l'Evangile devront être désignés par un Synode qui fera une sérieuse enquête préalable.

« La province de Guyenne a esté divisée en sept colloques nommés Condomois, Landes, Béarn, Agenois dessa Garonne, Agenois vers Sainte-Foy, Bourdelais et Bazadois, Quercy et Rouergue...

... « Les Eglizes du Colloque d'Agenois² dessa Garonne sont « Agen, le Port, Thonens, Marmande, Gontaud, Grateloup, Saint-Barthélémy, Verteuilh, Laparade, Montclar, Montflanquin, Villeneuve, Penne *Castelsegen*, Casseneuil, Montaud, Sainte-Livrade, Castelmoron, Laffitte, Clairac, *Lemousin sur Landes*³.

¹ *Arch. nat.* TT, 241.

² Nous lisons dans une lettre de Beaulieu à Farel, à la date du 3 octobre 1560 (*OPERA CALV.* XIX, 9 et sq.) En Agenais, il y a plus de 300 paroisses qui ont mis bas la messe et n'ont pas encore de pasteurs. »

³ Les deux villes en italique ont disparu.

« Pour chacun colloque a esté esleu un juré... pource qu'à toutes affaires qui se présentent il seroit ou trop grande peyne ou quasy impossibilité d'assembler le Synode, le juré aura la charge de s'enquérir des choses qui surviendront en son colloque et y donner ordre, par l'advis et conseil des autres ministres de son colloque sy besoing est, auquelz quand la nécessité le requerra il pourra assigner jour et lieu le plus comode qu'il pourra pour traiter les dites affaires et si les affaires sont d'importance qui requéront d'assembler le Synode pour l'advis et consentement des autres jurés, mandera à l'advertisseur du sinode qui les convoque au jour et lieu par eux advisé..

« Les jurés et advértisseurs seront gagés au sinode. Les jurés establiront les ministres nouvellement ordonnés au ministère.

« Les receveurs seront deux ans en l'estat... ils seront obligés et comptables des deniers qu'ils recevront et rendront compte tous les ans ou à chacun sinode si ils sont requis. Ils obéiront aux jurés...

« Esté proposé s'il est licite aux femmes qui font profession de la crainte de Dieu... porter verdugal et fausse perruque et autres choses lascives ou superflues malséantes aux femmes chrestiennes.

« Esté dit que les ministres, suivant l'exemple du prophète Ezaye au 3^e chapitre, écriront contre de tels abus... Si les dites femmes persistent seront apellées au Consistoire pour illoc, plus amplement istuc admonestées. » — Suivent de rigoureuses prescriptions au sujet du mariage, du baptême et de la Cène ¹.

¹ On a souvent reproché à nos réformateurs d'avoir eu pour but principal de créer une religion facile, à l'usage des gens du monde, une religion qui pût s'accommoder aux goûts et aux passions de chacun. On voit ce qu'il faut penser de telles insinuations.

On le voit, ce synode fut d'une extrême importance car il donna à la Guyenne réformée une véritable constitution politique et administrative.

A ce propos, Monluc écrit : « A ce synode a esté créé vingt nouveault ministres, lesquels ne font jour et nuit que courir pour prêcher et séduyre le peuple. » De ces vingt ministres fut Bertrand Ricotier qui devint, dès ce jour, second pasteur de Clairac : il y exerça un fidèle ministère de soixante années.

Godefroy de Caumont, successeur de Gérard Roussel, assistait au synode. « Il soutient toute la sédition d'Agenois et de Périgord, et semble au sieur de Monluc que le roy ferait bien de l'envoyer quérir et, en passant par Loches, lui faire espouser la tour du chasteau pour quelques jours. »

Arrêtons-nous un instant sur cette figure du maréchal Blaise de Monluc.

Ses *Commentaires* déjà nous donnent une idée de lui ; sa correspondance nous le révèle encore mieux. Dans ses lettres au style net, incisif, coloré, il revêt avec ses qualités et ses défauts : de réelles capacités militaires, une grande bravoure¹ mais aussi un esprit autoritaire et persuadé de sa propre valeur, cet âpre amour du gain qu'on lui reproche à si juste titre, cette humeur querelleuse, ces éclats de colère personifiant le parfait aventurier.

Lorsque le sang lui montait à la tête il ne se connaissait plus : c'était le taureau blessé qui, les naseaux en feu, se précipite sur le fer qu'on lui présente et, avec son tempérament particulièrement irascible, on comprend sans peine qu'il se soit laissé aller, durant ces guerres de religion, à des excès tels de barbarie

¹ Il combattait d'habitude pied à terre, une hallebarde à la main, MONLUC, *Commentaires*, Ed. de Ruble (Paris 1864-72). T. I, p. 215.

et de cruauté qu'il mérita le surnom de « boucher royaliste. »

Monluc, nous dit Crespin, commit en Guyenne des cruautés inouïes « estans les plaines infectées de corps morts : les rivières si pleines que longtemps durant, plusieurs villes s'abstinrent de prendre ni manger poissons ¹. »

Écoutez maintenant Jasmin, le célèbre perruquier-poète d'Agen :

Ero del ten, qu'aci, Blâzy lou sanguinous
A gran rébés de bras tombábo
Sus Proutestans qu'escartailábo,
Et qu'al noum d'un Diou pietadous,
Amarábo la terro et de san et des plous.....
N'abio tiat, escanat à n'arraz de pouts ;
La terro n'èro rullo entà Fumèl et Péno ;
Maynatges, pays et mays yùèron morts prèsque tous ;
Sous bourrèous repregon haleno ;
Et lou tigre estarit, de chibal debalat,
Tournat dins soun castel de guerro
A triple poun, triple balat,
A ginouillous, en fan sa déboto prièro,
Counugnábo, tout tchôpe enquèro
D'aquel san innoucen doun s'èro assadoulat ².

¹ CRESPIN. — *Hist. des martyrs*. (Genève, 1570), T. VIII, p. 664.

² JASMIN. — *Las Papillotos*. (Agen, 1842), T. II, p. 137-138. — (François).

TRADUCTION. — C'était du temps qu'ici Blaise le sanguinaire — A grands revers de bras tombait — Sur les protestants qu'il écartelait — Et qu'au nom d'un Dieu compatissant — Il inondait la terre et de sang et de pleurs..... — Il en avait tué et étranglé à en combler des puits — La terre en regorgeait entre Fumel et Penne — Enfants, pères et mères étaient morts presque tous — Ses bourreaux reprenaient haleine — Et le tigre épuisé, descendu de cheval — De retour dans son château-fort — A triple pont, triple fossé — A genoux, faisant sa dévote prière — Communiait, tout ruisselant encore — De ce sang innocent dont il s'était repu. «

De ses croyances morales et religieuses il ne saurait donc être question, pas plus que de celles d'un baron des Adrets, par exemple, qui, par dépit politique, se convertit d'ailleurs au catholicisme : bon débarras pour les uns et, pour les autres triste acquisition !

Serviteur aveugle du pouvoir établi, Monluc était catholique parce que son roi l'était : il se fut fait huguenot si son roi le fut devenu.

En Janvier 1560 Monluc, après s'être distingué dans les guerres d'Italie, était venu se reposer en son château d'Estillac ¹.

« J'entendois de toutes partz de terribles langages et d'audacieuses paroles que les ministres qui pourtoient une nouvelle foi tenoient, mesmement contre l'autorité royale Oyois dire qu'ilz imposoiēt deniers, d'autre part qu'ilz faisoient des cappitaines, enrrollements de soldatz, assemblées aux maisons des seigneurs de ce païs, qu'estoient de cette religion nouvelle. Oyois dire aussi que la pluspart de tous ceulx qui se mesloient des finances estoient de lad. religion : et le pis d'où est procédé tout le malheur, que les gens de justice aux parlemens, sénéchaucées et autres juges abandonnoient la religion ancienne et du roy pour prendre la nouvelle. Voyois aussi des noms et charges estranges qu'on disoit surveillans, diacres, consistoires, sinodes, colloques, n'ayant jamais esté repeu de telles viandes ². » — C'est alors que, de sa propre autorité, Blaise de Monluc s'efforça, par tous les moyens à sa disposition, de combattre

¹ Ce château, situé à 7 kilm. d'Agen, est une belle construction des *xv^e* et *xvi^e* siècles.

² *Commentaires* de MONLUC, Ed. de Ruble, Paris, 1864-72, T. II, p. 338.

les protestants. Bientôt il fut revêtu d'une mission officielle. Dès ce moment il se mit à l'œuvre avec une telle conviction que sa brutale fidélité au pouvoir établi se manifesta par des actes atroces dont il eut le triste courage de tirer vanité. Certes, l'impartialité historique — que nous mettons au-dessus de tout — nous fait un devoir de reconnaître que souvent, poussés à bout, les protestants se laissèrent aller à de sanglantes représailles ; mais le pouvoir aurait dû se rappeler qu'une idée en marche, loin d'être entravée par des monceaux de cadavres, se retrempe dans le sang des martyrs et y puise de nouvelles forces.

Nous ne dirons que peu de choses des troubles qui, de février 1560 à mars 1562, accompagnèrent en Agenais la première guerre civile :

Au début de 1562, Monluc commença à se distinguer par des actes d'une regrettable partialité. A Fumel, à Cahors il protège ouvertement des meurtriers catholiques. Il défend à Jean Carvin, ministre de Cahors, de prêcher. « Cela fit voir de plus en plus à ceux de la religion qu'il fallait se préparer à une juste défense ou bien à souffrir une tyrannie toute manifeste contre les édicts du Roy ou bien à quitter le pays. Ce néanmoins en un colloque tenu à Clérac il fut encore conclu de ne résister¹.

Mais, quelques jours après, le 1^{er} mars 1562, c'est l'odieux massacre de Vassy perpétré par les Guises dont l'ambition effrénée devait coûter à la France tant de misères et tant de sang.

Le 19 mars 1562 Charles IX promulgait un édit ordonnant la mise en liberté de tous ceux arrêtés pour fait de religion : de plus il permettait aux maisons

¹ TH. DE BÈZE, *Op. cit.* T. II, p. 886.

nobles d'exercer la religion « qu'ils disent réformée, voyant néanmoins, que tout le mal et inconvénients qui sort de ceste guerre tourne à diminution et à dommages de notre royaume. »

L'intention était sage : malheureusement elle venait trop tard. Le prince de Condé, chef reconnu des protestants, organisa la résistance. Le schisme religieux se transformait décidément en guerre civile : tous les mécontents et les ennemis des Guises, princes de Lorraine, vinrent renforcer le parti huguenot.

Monluc, aidé de Burie, vieux et sage capitaine, lieutenant général en Guyenne depuis 1559, dressa aussitôt ses plans de campagne pour s'emparer d'Agen dont les réformés s'étaient rendus maîtres. Les habitants, avertis, se saisirent des clefs des portes et acceptèrent la lutte. Clairac, Marmande, Villeneuve, Penne, Monflanquin, Nérac, Bergerac, etc., firent de même.

Le 28 avril les protestants tinrent un colloque général à Villeneuve-sur-Lot et donnèrent le commandement des forces huguenotes à Denis Daytz, seigneur de Mesmy. « Ce fut une très mauvaise provision, non qu'il ne fust fort homme de bien et bien affectionné, mais pource qu'avec l'indisposition de son corps il n'avoit manié les armes et si avoit ce défaut qu'il était fort adonné à son sens ¹, ce qui le perdit et ceux de sa suite ². » En effet, Monluc étant en son château d'Estillac « bien peu accompagné et bien aisé à être surpris, » il le laisse échapper. L'occasion ne se représenta plus.

Burie et Monluc, ne se sentant pas assez forts pour

¹ C-à-d. entêté.

² TH. DE BÈZE, *Op. cit.* II, 893.

lutter avec succès contre leurs ennemis, résolurent d'employer la ruse. Burie écrivit à l'abbé de Clairac, successeur de Gérard Roussel ; c'était depuis 1552 Godefroy de Caumont. Il était favorable à la Réforme mais, comme Roussel, fort timoré : « N'ayant ni cœur ni mains et ne désirant pas mieux que d'estre temporeur en ces troubles ¹, » il accepta le rôle de médiateur. — Pendant que Mesmy temporisait, Monluc réunissait des forces qui lui permirent, par deux fois, d'attaquer Nérac ; mais il fut repoussé avec pertes. M. de Duras ², colonel des légionnaires huguenots de la Guyenne et lieutenant de Condé, résolut alors de s'emparer de Bordeaux. En juin 1562 il rassembla ses troupes à Clairac, Tonneins et Marmande et marcha sur la capitale de la Guyenne, mais une trahison le fit échouer.

Monluc continua sa campagne dans l'Agenais. Toujours par ruse et grâce à la trahison il s'empare de Monségur, puis se met à descendre la vallée du Lot et le 6 août 1563 il arrive devant Clairac. Il établit son camp au nord de la ville ³ et, confiant dans la terreur qui en tous lieux précédait son arrivée, il envoie quelques soldats à l'entrée de la porte principale donnant accès à la rue Porte-Grande. A la première sommation le pont-levis se lève sans difficultés. Clairac, en effet, ne pouvait songer à la résistance. A cette époque la ville était si mal fortifiée avec ses insignifiantes murailles de briques à moitié démolies et ses fossés à moitié comblés qu'il ne vint à l'idée de personne de tenir tête au terrible capitaine

¹ TH. DE BÈZE, *Op. cit.* T. II, p. 896.

² Symphorien de Durfort de Duras.

³ Le souvenir en subsiste encore aujourd'hui ; c'est le camp de Monluquet, au nord-est de la gare.

Les consuls, coiffés de leur chaperon rouge et noir et suivis de la Jurade, s'empressèrent de franchir la Porte Grande et humblement apportèrent à Monluc les clefs de la ville. Celui-ci daigna épargner la vie des habitants mais il vida leur bourse car la passion de l'or le disputait chez lui à la cruauté. Il tira de Clairac trente mille livres, représentant aujourd'hui près de cent mille francs. En partant de Clairac il entra à Tonneins et à Aiguillon, puis se rendit à Agen, de là à Penne et s'empara de ces deux villes. Cette dernière, après une belle résistance, dut céder devant le nombre : les soldats espagnols de Philippe II, prêtés au parti catholique, y commirent d'horribles attentats ¹.

Clairac et tout le pays, désolés par la guerre, furent encore attristés par les horreurs de la famine. Mais cette désolation même suscita à Clairac une femme de grand cœur, nièce de Gérard Roussel et héritière de ses vertus. Ce fut « Madame Céliet... laquelle durant cette guerre, conjointe avec une cherté si grande que la charge de blé se vendoit vingt francs, usa depuis environ la mi-aoust jusques à la publication de la paix de telle libéralité, qu'elle nourrit tous les jours 50 povres pour sa quotité, bailla à chacun des ministres nécessiteux, qui s'y estoient retirez, jusqu'à douze sols la sepmaine et un pain de huit sols, outre plusieurs grandes aumosnes extraordinaires et bien amples ². »

La paix entre les deux partis fut proclamée à Bordeaux le 31 mars 1563. Quelques esprits clairvoyants

¹ MONLUC, *op. cit.* t. II p. 463 et CASSANY-MAZET, *Annales de Ville-neuve sur Lot* p. 202.

² CRESPIN, *Hist. des martyrs* t. III p. 340 et TH. DE BÈZE, *op. cit.* t. II p. 949.

doutaient qu'elle fût de longue durée, mais elle n'en excita pas moins des transports de joie dans les campagnes ravagées par la guerre civile.

Un poète saisit sa lyre et composa les quelques vers suivans :

Laissons les harnois luisans,
Essuions nos doigts sanglans,
Despouillons nostre courage
De l'ire et de la rancœur
Qui bouilloient en nostre cœur
Et le remplissoient de rage.
C'est assez fait de carnage
C'est assez pollü nos mains
Dans les meurtres inhumains
C'est assez mené la guerre.....

Et, de fait, la situation était bien triste ! Nous en avons encore la preuve dans une lettre du pasteur Pierre Grenade, en date du 12 Juillet 1563 et adressée à la Vénérable Compagnie de Genève ¹.

Chassé par la persécution, il se rend en Suisse. En passant à Nîmes on le supplie de s'arrêter un peu pour le bien des églises désemparées ; il y consent et de cette ville écrit alors aux pasteurs de Genève.... « En outre que c'était mon devoir, cette commodité m'en reviendra que je seray plus près pour retirer ma femme et enfans que par nécessité j'ay esté contraint de laisser à Clairac, laquelle est la seconde Eglise que le Seigneur s'est réservée entre si grand nombre qui ont été dissipées au pays d'Agenois, voire d'une telle dissipation que la difficulté est trop grande de les

¹ *Bibl. publique de Genève. Lettres et autres pièces concernant les Eglises réformées t. I. 1530-1563.*

pouvoir relever et mettre en train. Car les mieux affectionnez ont presque perdu courage : les autres du tout (absolument) tellement, qu'estant exortés par nous de commencer tout de nouveau et se racheter comme au commencement... (à cause des ennemis qui y dominant par tout, et que l'édit du Roy ne permet l'exercisse de la parole de Dieu qu'en certains lieux trop rares) ils ont respondu franchement qu'ilz désiroient que nous nous pourveussions ailleurs, et qu'ilz ne vouloyent point passer l'édit du Roy.

« Or de cecy fait foy mon témoignage que j'ay avec moy, signé par les ministres et anciens de l'Eglise de Clairac et aussi dix ou douze autres ministres qui se sont assemblez aud. Clairac pour cet effet. Et encore cette ingratitude ne m'eust empesché d'attendre encore la volonté du Seigneur es cartiers de pardela, n'eust esté que grande nécessité m'a contraint d'en partir pour n'avoir esté assisté de nos églises en façon que soit, depuis onze mois en ça.

« Et ne suis pas seul, car il y en a encore plus de vingt en mesme pays, tant en Béarn qu'en Agenoys.

« Je ne vous escryrien de mes afflictions pour n'estre trop long. Toutesfois cela puis-je dire à la louange de Dieu, que ayant esté entièrement pillé et fourragé jusque aux chemisettes de mes enfans, j'ay esté par l'espace de trois semaines (non tout seul) chassé avec les chiens comme une beste sauvage nuit et jour par les Romains. Et de tout cela m'a délivré le Seigneur.

Vostre humble serviteur

P. GRENADE.

On le voit, Clairac fut à cette époque une des rares cités huguenotes épargnées dans ce désarroi général des Eglises. La ville entière, d'ailleurs, était protes-

tante car dans une série de comptes municipaux, d'autant de cette époque et où figurent les gages des pasteurs, il n'est question ni des curés ni d'émoluments à eux alloués.

La paix ne dura pas longtemps : une grande défiance entre les deux partis survivait aux coups qu'ils s'étaient portés ; cette défiance se transforma bientôt en hostilité déclarée ; on ne prit pas les armes mais ce fut le régime des vexations de toutes sortes. Les réformés résolurent alors d'en appeler au nouveau roi, Charles IX, qui à l'âge de treize ans et deux mois venait d'être déclaré majeur et de monter sur le trône de France. Saisissant cette occasion, la reine mère, Catherine de Médicis, lui fit visiter les provinces de l'est et du midi de la France dans le but de pacifier le pays. En fait, cette promenade royale, qui fut le grand événement de l'époque avec tout l'appareil qui la suivait, contribua seulement à accentuer le désarroi des budgets municipaux dans les villes qui eurent le coûteux privilège de recevoir sa Majesté. En septembre 1564, le cortège royal était à Valence en Dauphiné. C'est dans cette ville qu'il reçut une délégation des députés de Bordeaux, parlant au nom de leurs coreligionnaires de la Guyenne. Ils s'exprimèrent ainsi «Malgré les déclarations formelles contenues dans votre édict pour la pacification des troubles, que chacun pourra seurement et librement se rendre dans les localités désignées pour l'exercice de la dicte Religion, ou « vivre en sa maison librement sans estre recherché, ni molesté, forcé, ni contrainct pour le fait de sa conscience », toutes foys, les maires et Jurats des villes et autres magistrats.... saisissent, emprisonnent, condamnent à l'amende les suppliants pour les choses qui leur sont par vous promises. En

même temps ils présentèrent au roi un cahier de doléances comprenant 23 paragraphes. Charles IX accueille très favorablement leur demande et leur promet d'étudier la question. En effet, quelque temps après, guidé par sa mère qui cherchait — par politique — à tenir la balance égale entre les protestants et les catholiques, il annota en marge chacun de ces 23 paragraphes. Voici ses principales déclarations, dont quelques unes présentent une importance capitale ¹ :

« Permis de chanter les psalmes en maisons privées, pourveu que ce ne soit en assemblée, ni en lieu public : et ceulx qui, pour raison de ce, sont devenus prisonniers seront élargiz. » Il accorde de même aux Calvinistes l'autorisation de vendre la Bible ou des explications de la Bible. Il défend qu'on les force de contribuer à fournir le pain bénit, ni de quêter dans les églises pour les pauvres, ni de tapisser leurs demeures pour le passage des processions. Il autorise les artisans à travailler les jours de fête dans leurs maisons, à la seule condition que les boutiques donnant sur la rue soient fermées. Il veut que personne ne soit contraint, devant les tribunaux, à jurer sur le bras de St-Antoine qui était alors à Bordeaux en grande vénération. Actuellement, d'ailleurs, il a dans cette ville un regain de célébrité et se recommande à la bourse de chaque fidèle en peine de retrouver des objets perdus.

L'article X avait une extrême importance. Les calvinistes demandent « qu'il soit tres extroictement deffendu à tous magistrats et aultres (au clergé, par

¹ *Arch. dép^{tes} de la Gironde* Série B. Enregistrement des Edits, Reg. N° 36, f°s 91, 92, 93.

exemple) d'enlever les enfans des supplians pour les faire baptiser ailleurs qu'en l'Eglise Réformée. » Et le roi répond : « Accordé. »

En commentant ces évènements, M. de Thou ajoute une clause capitale : « Sans distinction de religion, les protestants comme les catholiques auraient accès aux charges publiques ». Mais nous ne voyons rien de semblable dans le document que nous avons sous les yeux. M. de Thou a peut-être envisagé l'article XIV d'une portée moins considérable, bien que cependant fort grande. Les protestants de la Guyenne demandaient à être admis, comme les catholiques, aux fonctions publiques de maires, de jurats, de prud'hommes, etc. Et le roi répond : « Sera procédé par élection sans distinction de religion et sans aucun égard aux jugemens et arretz contraires ».

Aux paragraphes XVI, XVII, XVIII et XIX relatifs à l'exercice de la religion réformée et aux mauvais traitemens exercés contre les calvinistes assistant à des assemblées religieuses, le roi s'en réfère aux édits de pacification et renouvelle cette importante déclaration : « Chacun demeurera en liberté de sa conscience ».

L'article XX est, pour l'histoire, d'une extrême importance : « Aucuns pour provoquer le peuple à sédition, dyent publiquement que avant que soict deux moys, tous ceux de la Religion seront massacrez et tiennent plusieurs propos mal sonnans de Voestre Majesté, dont y a informations, sur lesquelles vous plaira donner provision ».

A cet article, Catherine de Médicis dicte au roi une réponse vague, ce qui lui évite l'embarras d'en faire une plus catégorique ou plus loyale : « Les informations sont revenues aux juges des lieux désignés auxquels est enjoinct de faire justice ».

Le Cahier de doléances se termine par des serments de fidélité au roi de France.

En lisant ces bienveillantes et sages dispositions du roi Charles IX, personne alors n'eut pu prévoir un règne à jamais exécré, règne qui, commençant par des massacres, se continua par une suite presque ininterrompue de guerres civiles pour aboutir à une tuerie préméditée : la Saint-Barthélemy ! La responsabilité, il est vrai, n'incombe pas tout entière au roi, qui se montra faible, mais aux Guise et à Catherine de Médicis qui furent de lâches assassins.

Malgré ces heureuses décisions contrariées, il est vrai, par les mécontents, les années 1566 et 1567 se passent en alarmes incessantes et, à la fin de cette année 1567, la guerre reprend concentrée dans le Poitou et les Charentes où le prince de Condé et Coligny dirigeaient les forces protestantes.

En janvier 1569, Monluc, en accord avec les ordonnances royales, s'efforce de courir sus aux protestants et de les tailler en pièces « sans nulle rémission ». Clairac se joint alors à Nérac et Tonneins pour diriger une campagne contre le « Boucher-Royaliste » sentant bien qu'aussi longtemps qu'ils ne se seraient pas rendus maîtres de sa personne la paix n'était pas possible avec ce turbulent et farouche défenseur des droits de la royauté et de l'Eglise.

Monluc était alors dans un château aux environs de Lectoure. C'est là qu'on voulait le surprendre, mais, avec une adresse remarquable, il glissa entre leurs mains et gagna sa forteresse d'Estillac. Cependant, il n'oublia pas le danger couru et, le 13 mars, il écrit : « J'ai depeesché ce matin Messieurs de Fontenille, de Madaillan et cappitaine Monluc (son fils) avec des harquebusiers à cheval pour aller à Marmande et

Damazan et revenger les meurtres, massacres et inhumanités que les ennemys ont exercé sur les catholiques : et leur ay commandé d'en faire autant à Clairac et Thonneins. Et vouldroys de bon cœur qu'il n'y eust aucun ennemy en tout ce pays de deça ! ¹ »

Ces Messieurs s'arrêtèrent à Damazan et eurent la bonne idée de ne pas pousser jusqu'à Clairac.

A la fin de novembre 1569 et malgré l'état épouvantable des chemins, l'amiral Coligny, une des gloires les plus pures du protestantisme, quittant le Quercy et le Périgord, traversa la Dordogne et le Lot pour opérer sa jonction avec Mongomméry qui occupait alors la Gascogne à la tête de l'armée protestante du Béarn.

Une lettre du sieur de La Vauguyon à Catherine de Médicis, en date du 11 décembre, nous dit que les princes occupaient Sainte-Livrade et Coligny, Aiguillon « s'estandant leur armée jusques à ung cart de lieue de Villeneuve de là la rivière du Loth. Ilz tiennent sur la dicte rivière de Loth les passages de Sainte-Livrade, Castelmoron, Clérac et ledit Aiguillon... avec cinq à six canons » ². L'armée occupait donc la rive gauche de la rivière. Le 28 novembre, à neuf heures du matin, l'avant-garde passa devant Clairac ³. Les Clairacais se mirent aussitôt à la disposition de l'amiral, qui accepta leurs services, pour construire, à Port-Sainte-Marie, un pont de bateaux sur la Garonne.

¹ MONLUC, *op. cit.*, t. V, p. 153.

² TAMIZEY DE LARROQUE. *Documents inédits relatifs à l'hist. de l'Age-nais*, p. 504, Paris, 1874.

³ *Archives hist. de la Gironde*, t. XXIX, p. 71-77. Elle suivait l'ancienne voie romaine passant près de Roussanes, Coleignes, La Garrigue et Saint-Côme et qu'on appelle encore aujourd'hui : « lou cami errat », le chemin ferré.

Examinons maintenant ce que devenait à Clairac la réforme religieuse proprement dite.

La défection d'Aymerici, vicaire général de G. Roussel, tout en gagnant la ville au protestantisme, n'avait pas fait de nombreux prosélytes, du moins fermes et décidés, parmi les moines de l'abbaye. Ce ne fut que quatorze ans plus tard, en 1569¹, lorsque le successeur de Roussel, Geoffroy de Caumont, de la maison de La Force² eut pris, à son tour, ouvertement parti pour la Réforme, que les religieux de l'abbaye suivirent en masse son exemple et conquirent définitivement Clairac au protestantisme³.

Trois années plus tard, le 24 août 1572, c'est la Saint-Barthélemy. Dans cet assassinat collectif des protestants, Clairac fut épargné ; les Archives de la ville ne mentionnent qu'un fait de peu d'importance. Au sujet d'un procès, la ville avait envoyé à Bordeaux un de ses consuls, le sieur Belloc ; celui-ci, interrogé, déclara franchement qu'il appartenait à la religion réformée, ce qui ne lui valut que deux jours d'emprisonne-

¹ *Archives de Clairac*, 2206 (G. G., 25).

² Les rapports restaient toujours quelque peu tendus entre l'abbé et les habitants ; ceux-ci intentèrent même un procès à Godefroy de Caumont devant le parlement de Bordeaux : « sur plusieurs objets il est dict que pour le regard de la justice politique les consuls l'exerceront suivant les édicts et déclarations du roy. » (*Archives de Clairac*, pièce citée dans l'inventaire de 1744, 2^e registre, p. 13).

³ Ce fut alors, nous dit l'abbé DURENGUES, « que l'abbaye fut mise au pillage, puis démolie, ainsi que les Eglises de la juridiction. Tous les biens qui en dépendaient furent volés et les titres de propriété anéantis. » (Abbé DURENGUES, *op. cit.*, p. 624).

La seconde partie de cette assertion nous semble exagérée ; cependant et bien qu'il n'existe aux Archives de la ville aucune pièce se rapportant à cet événement, il est vrai de prétendre que l'abbaye de Clairac fut démolie (cf. *Mercurie français*, t. VII, p. 640). Est-ce à cette époque ? Dans quel but ? Nous l'ignorons, M. l'abbé Durengues aurait bien dû ne pas omettre de nous renvoyer à quelque document justificatif.

ment¹. Hélas ! quelques jours après, il n'en fut pas ainsi à Bordeaux même et dans le reste du pays.

A la suite du massacre, le parti réformé, d'abord sous l'empire de la stupeur et du désespoir, se leva, une soif de vengeance dans le cœur. Il y eut, en quelques contrées, d'affreuses représailles. Puis ce fut la résistance héroïque de la Rochelle qui amena le traité du 25 juin 1573. « Il semblait que l'édit publié dans cette occasion devait clore cette série de troubles, de guerres et de massacres, qui porte le nom de règne de Charles IX. Mais ce règne était maudit... La nouvelle paix ne fut respectée ni par les catholiques ni par les huguenots². »

« Le roy, ajoute un historien contemporain³, ordonna alors à ses gouverneurs de remontrer à chaque ville en particulier, le devoir d'obéissance qu'elles doivent toutes rendre à S. M., le bien qui leur en pouvait advenir et les inconvénients du contraire. » Puis, trouvant la chose toute naturelle, le roi ajoute : « Pour quelque chose que fust advenue en ce Royaume, qu'il falloit oublier le passé pour se bien porter à l'avenir... Voulans touttefois pourvoir aux moyens de rigueur en cas que la douceur de ces remonstrances ne les peust fléchir à sa dévotion : commanda à ses gouverneurs de Province d'assembler cependant le plus d'hommes qu'ils pourroyent pour ranger les confédérés à son désir... Le marquis de Villars, nouvellement pourveu de l'estat d'Amiral et de Gouverneur

¹ *Archives de Clairac*, 2104 (C. C., 15).

² SAMAZEUILH, *Hist. de l'Agenais, du Condomois et du Bazadais* (Auch, 1847), t. II, p. 179. Nul mieux que lui n'a raconté d'une façon plus nette et plus vivante cette lamentable histoire des guerres de religion dans notre pays.

³ LA POPELINIÈRE. — *La vraye et entière histoire des troubles*, 1579, p. 320.

de Guyenne, fut envoyé de court affin de tanter tous moïens pour rendre telle ou telle place à la soumission catholique. » — A cet effet il supplie le roi Charles IX de lui « bailler ung bon nombre d'artillerie..., poudre, boulets et canons. . car sans cela on ne fait que perdre le temps. » Dans plusieurs lettres il revient sur cette idée; il ajoute : « Je n'auroy contentement de moy mesme que je n'en aye chassé toute ceste vermine¹. » Il tint loyalement parole : « Pendant ces malheureuses guerres, nous dit Monluc, M. l'Admiral de Villars qui estoit lieutenant du roi en Guyenne, fit ce qu'il peut à mon advis : aussi n'y avoit-il pas beaucoup à faire, car les Huguenots estoient escartez comme perdriaux... »

A côté de ceux qui luttaien pour leur foi « existait une autre sorte de Réformés, nous dit d'Aubigné, qui ne vouloyent ni fuir, ni armer; que l'amour du foyer et l'horreur des guerres faisoit déclamer sur l'injustice de leurs confrères, sur le commandement d'obéir aux Rois mesme fascheux... »

C'est à leur sujet, sans doute, que d'Agen, le 18 octobre 1572, ce même marquis de Villars adressait au roi ces quelques mots :

« Sire, il n'y a rien plus certain que grande quantité de ceulx de la nouvelle oppinion font démonstration de ce (se) repentir de ce qu'ilz ont faict pour (par) le passé : despuys que je suis en ces quartiers, ceulx de Brageyrac, Sainte-Foy, Thonens et Clayrac, où il n'y avait point de catholiques, si peu que rien, la plupart vont à la messe et se contiennent en leurs maisons, sans vouloir adhérer aux foux de Montauban : aucontrère, aucuns d'eux m'advertissent de ce qu'ilz

¹ Cf. *Lettres de VILLARS*, d'Agen, le 7 octobre et le 24 novembre 1572 (BULLETIN, t. XXII, p. 257 à 302).

peuvent apprendre qui soiet contre le service de Vostre Majesté¹. » Partout, en effet, on trouve des timorés et des lâches ; à Clairac, heureusement pour son bon renom, ils ne formèrent pas la majorité.

« Après la mort du roy Charles (30 mai 1574) et le couronnement de Henri III, les persécutions contre ceux de la Religion se renouvelant, ils se résolurent aussi à la deffensive... d'autres fortifièrent Clérac sur Lost² ». Les Clairacais, en effet, se souciant fort peu de recevoir des visites intéressées, comme celle de Monluc en 1563, s'étaient déjà préoccupés de se mettre sur la défensive pour essayer de tenir tête aux ennemis dans le cas où il plairait à ces derniers de venir les rançonner de rechef ; mais on se borna à des travaux de bien peu d'importance. Au sud, la ville surplombait le Lot dont la rive escarpée atteint une quinzaine de mètres ; aussi n'y fit-on rien. A l'est, au nord et à l'ouest on répara encore tant bien que mal quelques vieilles murailles en terre et en briques, et on récura le fossé qui entourait la ville. Mais le point doublement faible était le côté nord-ouest, adossé au coteau et relié à lui par un faubourg.

En avril 1574 les troupes royales prirent l'offensive en Agenais. De Losses, lieutenant du roi en Guyenne, rassembla ses soldats à la hâte et, le 6 mai, se présenta devant Tonneins, qui se rendit. Là vint le rejoindre Charles de Montferrand³, auxiliaire de Monluc dans le gouvernement de la Guyenne. Puis, l'armée,

¹ Cf. BULLETIN, t. XXII, p. 264.

² *Faits d'armes* de GEOFFROY DE VIVANT, Ed. Adolphe Magen (Agen, 1887, p. 10.)

³ Il ne faut pas confondre ce Charles de Montferrand avec son frère Guy de Montferrand, sieur de Langoiran qui fut, au contraire, un des chefs du parti huguenot et se distingua malheureusement par ses cruautés.

forte de 5 à 6.000 hommes, s'avança vers Clairac et le 23 mai en commença le siège¹.

Les compagnies royales étaient armées de diverses façons : les uns avaient des arquebuses — c'étaient les plus nombreux — d'autres portaient simplement des piques et combattaient en carré plein, rappelant encore les fameuses phalanges macédoniennes ; à côté d'eux quelques archers — vision moyennageuse — venaient renforcer le tir lent et coûteux des arquebuses ; puis quelques cavaliers, des cheveu-légers, des salades coiffés du casque en fer du même nom, et enfin des canonniers, des pionniers, des charretiers, des bouviers accompagnant le matériel de siège.

L'artillerie des assiégeants était composée de deux gros canons, prêtés par la ville d'Agen : « Véritables pièces de siège, longues de 9 pieds, 9 pouces, elles lançaient des boulets de 33 ou 34 livres et pesaient 8.000 livres avec leur affût. Il fallait vingt et un chevaux de trait ou six à huit paires de bœufs pour leur transport². » Les affûts étaient amenés séparément et on monta les canons sur place. Mais comme leur portée était modeste (à 600 mètres on ne risquait rien), les pionniers avaient mission d'ouvrir des boyaux de tranchée pour construire, le plus près possible des murailles, des travaux d'approche : c'étaient des épaulements en terre derrière lesquels, grâce aux tranchées, on amenait les canons à force de bras.

En plus de ces deux canons Agen envoya à l'armée royale les arquebusiers de la garnison, de la poudre, des boulets, 6.000 livres et des vivres, jusqu'à 10.000 pains par jour³.

¹ J. ANDRIEU, *Hist. de l'Agenais* (Paris-Agen, 1893), t. I, p. 273.

² Ils figurèrent en 1575 au siège de Madaillan. Cf. G. THOLIN. *Etude archéologique sur le château de Madaillan*, Paris-Agen, 1887, p. 50.

³ *Arch. d'Agen* B. B., 32.

On le voit, Clairac était bien sérieusement menacé, et encore si la ville avait pu opposer des travaux de défense offrant une sérieuse garantie ! Mais, nous disent les Mémoires de Bouillon, « elle n'avait de fossé qu'à cloche-pied, on pouvait descendre et monter, point de rempart ni moyen d'en faire et de simples murailles de briques en pitoyable état. »

Et de Mézeray ajoute : « Veue avant ce siège, elle n'estoit entourée que de meschantes murailles qui s'en alloient toutes en ruine ; mais ses habitants que la nature et l'industrie semblent avoir formez pour le travail et pour la guerre, tant ils sont laborieux et soldats, y avoient de nouveau fait des dehors tels qu'on en peut faire à la hâte ¹. »

Remarquons, de plus, qu'il n'y avait pas de garnison dans la ville et que la défense reposait sur les seuls habitants. Le capitaine Saint-Léger, cependant, avec quelques soldats vint s'y enfermer ².

Dès le surlendemain, 25 mai, l'ennemi ouvrit le feu « sans avoir besoin de faire aucunes approches ni tranchées à cause d'un grand faubourg où les assiégeants s'étaient logés d'abord et leur artillerie : en moins de 400 coups de canon on rasa plus de six vingt pas de murailles ³... »

De Losses commanda l'assaut ; mais, malgré l'avantage du nombre et de la position, il fut repoussé avec pertes. Saint-Léger se multipliait dans la ville, excitant les uns, encourageant les autres.

Le lendemain nouvel assaut, nouvel échec des ennemis. Les Clairacais commençaient à faiblir cepen-

¹ DE MÉZERAY. — *Hist. de France* (Paris, 1651), p. 14.

² GEOFFROY DE VIVANT, *op. cit.*, p. 13.

³ BOUILLON. — *Mémoires*, p. 169.

dant lorsque, pendant la nuit, un renfort leur arriva. « Le capitaine du Maine, qui tenait Penne, deffait tous les corps de garde qu'il trouve sur son chemin et se jette dans Clairac¹. »

Quelques heures après une autre troupe apparaît à l'horizon ; mais, cette fois, c'est un autre lieutenant du roi, La Valette, qui vient renforcer, à son tour, l'armée royale et porter à 9 ou 10,000 le nombre des ennemis. Les Clairacais n'avaient guère à redouter ce nouveau contingent car entre les deux lieutenants royaux régnait fort peu d'entente² « lesquels estans en perpétuelle jalousie, s'apportoient l'un l'autre le mesme empeschement dans leurs desseins que deux forces mouvantes qui tireroient un poids chacune de son costé. » La Valette vint donc rejoindre de Losses « quelques jours après plustôt pour estre tesmoin de sa honte que pour l'assister³. »

Dès le lendemain de son arrivée, le capitaine du Maine usa d'un stratagème qui ruina l'espérance des ennemis. « Il mit deux drapeaux sur la bresche, tellement que les assiégeants croyans le secours beaucoup plus grand et le jugeant par l'effet que ce peu d'hommes avait fait, estans d'ailleurs advertys que les vicomtes de Gourdon, de Paulin et de Vivant s'estoient avancez jusqu'à Fumel, distant dudit Clairac six lieues, résolus de secourir la dite place, prindrent l'occasion de lever ledit siège sous prétexte d'aller combattre les dits sieurs⁴. »

¹ GEOFFROY DE VIVANT, *op. cit.*, p. 13-14.

² De Losses était lieutenant du roi pour les pays situés sur la rive droite de la Garonne, et La Valette, lieutenant pour les pays de la rive gauche.

³ DE MEZERAY, *op. cit.* p. 14.

⁴ GEOFFROY DE VIVANT, *op. cit.* p. 14.

C'était le 3 juin 1574, le siège de Clairac avait duré une dizaine de jours¹.

Le 5 juin, de Losses, Montferrand et La Valette, en s'éloignant de Clairac furent arrêtés à Libos par Geoffroy de Vivant qui, avec une témérité extrême, leur tint tête; mais devant le nombre il dut céder, se promettant bien de prendre, plus tard, sa revanche².

L'ennemi cependant occupait encore quelques forts voisins. Les Clairacais, tenus en respect, firent appel au vicomte de Turenne. Celui-ci, occupé ailleurs, ne vint au secours des habitants que l'année d'après, mais sa présence ne fut pas vaine car les garnisons catholiques furent délogées. Les Clairacais restaient donc maîtres de la situation.

¹ Monluc critiqua fort ironiquement les capitaines royalistes de leur insuccès (MONLUC, *op. cit.* t. III, p. 529) et lui qui aimait à se donner pour modèle aux « bons assiégeurs de places » échoua piteusement, l'année suivante, devant le château de Madaillan, après des efforts répétés.

² GEOFFROY DE VIVANT, un des plus fidèles et des plus précieux serviteurs d'Henri IV; né soldat et sorti de souche huguenote, il se montra durant toute sa vie d'une franchise, d'une noblesse chevaleresque, d'une habileté militaire et d'un mépris du danger tels qu'après la bataille de Coutras (1587), où il passa pour mort, Henri III dit de lui ces quelques mots qui valent un long éloge: « Il ne serait pas bon au roy de Navarre de gagner tous les jours des batailles par la perte de tels capitaines. »

M. Adolphe Magen, qui a eu l'excellente idée de donner une belle édition du très intéressant manuscrit de Vivant, nous dit dans la préface: « L'ardeur de sa foi politique et religieuse était d'ailleurs si vive, le sentiment de ses devoirs si profond, si constante et si servente son application à les remplir que nulle autre préoccupation n'était capable d'effleurer son esprit. »

Ce fut un rude adversaire pour Monluc et le maréchal de Matignon durant la campagne de 1580 à 1586.

Il reçut plus de vingt blessures durant sa carrière et, alors qu'il était maréchal de camp, fut tué au siège de Villandraut « en faisant, comme le dit son fils, non l'office de capitaine mais celui de simple soldat. » (1590).

CHAPITRE IV

Période de l'Edit de Nantes

On lit dans le cahier des doléances du Tiers-Etat du pays d'Agenais, à la date de 1588, cette déclaration d'après laquelle il n'est pas douteux que l'influence des réformés ne fut prépondérante alors dans la contrée; il semble, d'ailleurs, qu'ils en usèrent assez mal: « Une bonne partye du pays est occupé par ceux de la nouvelle oppignon qui urgent et tiranisent les catholiques par toutes les voyes et moyens qu'ils peuvent inventer tant sur leurs personnes que sur leurs biens... sera aussi remonstré par les dicts états à sa Majesté que le seul moïen d'extirper l'hérésie au pays d'Agenois est l'introduction du collège et couvent des Jésuites, en la ville d'Agen¹. »

Les catholiques finirent donc par se rendre compte de l'importance capitale que l'on devait attacher à l'instruction de la jeunesse. Depuis plus de trente années — grâce à Gérard Roussel — les Clairacais l'avaient compris. Aussi, lorsqu'en 1576 l'édit de Beaulieu autorisa les protestants à ouvrir des écoles, Clairac depuis longtemps déjà possédait deux régents réformés à la tête d'une école laïque ouverte à tous les enfants, riches ou pauvres, de la cité².

¹ THOLIN. *Cahier des doléances*, etc. p. 10-11.

² *Archives de Clairac* 2103 (C. C. 14).

Lorsque le 4 mars 1578 se tint à Clairac le colloque de l'Agenais, sous la présidence de Bertrand Ricotier, ministre de la ville, on s'occupa encore de cette question de l'enseignement primaire ; mais nous ignorons quelles décisions y furent prises, le compte-rendu de ce colloque ne donnant malheureusement aucun détail¹.

C'étaient les Clairacais, bien entendu, qui payaient ces régents ; ils payaient aussi leurs pasteurs.

En 1589, Henri III conclut avec le roi de Navarre — qui, la même année, allait lui succéder sous le nom d'Henri IV — l'accord de Plessis-lez-Tours, en vertu duquel Henri III s'engageait à fournir lui-même une partie des gages des pasteurs de la Guyenne, du Languedoc et du Dauphiné. Henri IV confirma la chose en 1593. Néanmoins, les sommes allouées ne suffisant pas, les Réformés furent autorisés officiellement à s'imposer pour le reste, sans préjudice pour les Eglises de la faculté de recevoir par voie de legs et donations.

Revenons un peu sur nos pas.

Les guerres civiles qui, depuis si longtemps déjà, ensanglantaient le royaume, n'étaient pas encore terminées... La 8^e guerre de religion éclata dans notre pays à la suite du traité de Nemours dans lequel, le 5 juillet 1585, Henri III révoquait d'un trait de plume toutes les concessions accordées aux Réformés par les édits antérieurs. De plus, il accordait six mois aux protestants pour rentrer dans la religion catholique, sous peine de confiscation de corps et de biens. Le 7 octobre il réduisit le délai à 15 jours. — On reconnut là l'influence du duc de Guise, à la tête de ses Ligueurs, et de Catherine de Médicis.

¹ *Arch. Nat.* T T, 230.

Le populaire Henri de Bourbon, roi de Navarre depuis la mort de sa mère, Jeanne d'Albret, en 1572, avait succédé, cinq années plus tard, à Condé comme chef du parti huguenot. Il organisa aussitôt la défense dans notre pays. Le vicomte de Turenne, son lieutenant général, eut à lutter contre Mayenne et Matignon, capitaines du parti catholique.

En janvier 1586, ce dernier prit Tonneins et, de là, poussa jusqu'à Clairac¹. C'était alors Louis de Brunet, seigneur de Lestelle, qui commandait les quelques hommes de la garnison. — Depuis le siège de 1574, la partie de la muraille abattue à coups de canon avait été relevée et, l'année précédente, on avait commencé de sérieuses réparations. Aussi, la ville se présentant en assez bon état de défense, Matignon, après une tentative infructueuse, abandonna momentanément son projet et marcha sur Monheurt. Mais il se promit bien de revenir sous les murs de Clairac avec des forces plus considérables. En effet, moins de trois mois après, il campait au nord de la ville. Les Clairacais avaient continué leurs travaux de défense², ils lâchèrent la pelle pour l'arquebuse, et attendirent l'assaut. Le choc fut rude, l'action très chaude: à deux reprises les compagnies royales s'élancèrent contre les remparts, mais leur artillerie était insuffisante. Les Clairacais courageux et prompts à la riposte, virent enfin avec joie les ennemis se replier en désordre et, le jour même, disparaître à l'horizon. Matignon, découragé, abandonnait définitivement la place.

En l'année 1589, les Clairacais firent d'importantes

¹ J. ANDRIEU, *op. cit.* t. II, p. 24.

² *Archives de Clairac* 2106 (C. C. 17).

additions à l'enceinte fortifiée. Lors du siège de 1574, nous avons vu que le faubourg situé au nord de la ville avait grandement simplifié la tâche des ennemis. Depuis lors, Clairac prenant une importance de plus en plus grande avait vu son faubourg s'accroître dans de notables proportions. On résolut alors de l'englober et d'étendre la ville en déplaçant les ouvrages fortifiés.

L'église Saint-Martin, de même que l'église Saint-Pierre, avait servi jusque là à la célébration du culte réformé ; mais, la première tombant en ruines, la Jurade décida de la démolir et d'en consacrer les matériaux aux travaux de défense ¹.

C'est cette année même, très probablement, que fut bâti le premier temple de Clairac ² dans lequel se réunit, le mardi 16 août 1594 « l'assemblée politique de tout le colloque du haut Agenois. » Tonneins avec son pasteur Germain de Bancous, Puymirol avec le ministre Jehan Ferrières, Castelmoron avec le pasteur Colrat, Caumont, Pujol, Monheurt et Monflanquin avec leurs délégués laïques, y furent représentés. — On nomma modérateur Gérard de Roussanes, conseiller du roi au siège présidial d'Agen et, après que chaque délégué eut remis les lettres de son consistoire l'investissant de sa mission, on passa aux affaires courantes.

De Roussanes rapporta ce qui avait été fait à l'assemblée de Sainte-Foy, où il avait été délégué par toutes les églises de l'Agenais. Ensuite on prit la décision

¹ *Arch. de Clairac* 2107 (C. C. 18).

² Nous trouvons, en effet dans les *Archives de Clairac* 2110 (C. C. 21) à la date de 1614 une pièce concernant des « réparations au mobilier du temple. » Il était donc construit depuis déjà un certain nombre d'années. Il fut bâti sur la place que l'on appelle encore aujourd'hui : place de l'Ancien Temple.

d'envoyer deux délégués, le 13 du mois suivant, à Monheurt. Ce furent Gérard de Roussanes et de Bancous « promettant avoir pour agréable de dire tout ce qui par eux sera fait en lad. assemblée ¹. »

Pendant ce temps la guerre civile s'apaisait peu à peu dans le pays. Par politique, le 22 juillet 1593 Henri de Bourbon avait abjuré solennellement le protestantisme. L'année suivante, il se faisait sacrer roi de France sous le nom d'Henri IV. Une trêve s'en suivit. En Agenais, d'ailleurs, la Ligue avait perdu chaque jour du terrain — Villeneuve, Penne, Sainte-Livrade et d'autres villes firent leur soumission — mais les maux cependant y restaient infinis. Villes et campagnes souffraient de la disette et des déprédations sans nombre que continuaient à commettre les gens de guerre, malgré la trêve et les édits.

Le 20 avril 1594, les trois ordres décidèrent l'envoi d'une députation à Henri IV pour lui apporter leur adhésion et leur serment. C'est à cette occasion que les consuls d'Agen demandèrent à ceux de Clairac de participer aux « frais de voyage en cour pour avoir grâce du Roy comme ayant porté les armes contre son service. » Mais Clairac, jugeant avec raison qu'on ne pouvait la classer au nombre des villes ennemies du roi, refusa de s'associer à cette démarche ². — Quelques mois après, le 27 septembre, les consuls de la ville écrivirent à Henri IV pour réclamer aide et protection contre les soldats de la Ligue qui continuaient dans le pays leurs courses redoutables :

« Sire,

« Les calamitez que nous souffrons et les nécessitez

¹ *Arch. de Clairac* 2079 E, registre I, f° 71.

² *Arch. de Clairac* 2079 (BB. 1 f° 72).

ausquelles nous sommes réduictz pour avoir sur nos bras tous les ligueurs de l'Agenoys et du Quercy logez à une lieu de nous dans Montpezat, avec le sieur du dict Montpezat, leur chef, nous contrainct d'avoir recours à Vostre Majesté pour vous supplier très humblement d'avoir compassion de nos communes misères et vouloir remettre la garnison de gens de pied cy devant establie en ceste ville, sous l'autorité de Monsieur le Gouverneur et, en son absence, des consuls et la faire coucher sur l'estat de Guienne, affin que nous puissions repousser l'esfort et violence de nos ennemiz. Les villes circonvoysines, qui ont des garnisons establies, les laissent courir avec toute liberté aymantz plustôt leur payer les doubles tailles et autres impositions, qu'avec les armes leur résister, Mais nous n'ayantz voulu condescendre à telles conditions pour ne nous mettre autre chose devant les yeux que vostre service, sommes par eux très maltraictéz à raison de quoy vous supplyons, Sire, nous vouloir ottroyer l'esfect du contenue en nostre lettre afin que par ce moyen nous vous puissions témoigner la très humble affection que nous avons d'employer et nos moyens et nostre vie pour vostre très humble service priant Dieu, Sire, vous augmenter ses grâces et bénédictions ¹. »

Henri IV accorda à la ville le service demandé mais, d'une façon générale, il paraissait avoir oublié son vieux titre de huguenot. Bien souvent ses anciens frères en la foi réclamèrent sa protection contre le fanatisme de certains catholiques ; il promettait toujours et n'agissait jamais !

¹ *Arch. Nat.* Fonds français, vol. 24066.— Cf. PH. TAMIZEY DE LARROQUE, *op. cit.* p. 198.

En 1597, parut une plaquette intitulée : « Plaintes des Eglises réformées de France sur les violences et les injustices qui leur sont faites en plusieurs endroits du Royaume, et pour lesquelles elles se sont en toute humilité, à diverses fois, adressées à sa majesté et messieurs de son conseil ¹. »

En voici quelques lignes :

.....« Le Parlement de Bordeaux nous fournira de plaintes autant que tout le reste, comme il a toujours et en tout fait paroistre qu'il a cette ambition de gagner l'avantage sur tous ceux qui peuvent estre passionnés contre nous ;..... il fut ordonné qu'un enfant enterré au cimetière d'Ozillac en Xaintonge, serait déterré et il fut ordonné de mesme main que tous les corps de ceux de la Religion qui, depuis dix ans, estoient en terre en quelque cimetière seroient arrachés de leurs tombeaux. Bon Dieu ! parmi quels tigres vivons-nous ?... — C'est à vostre Majesté, Sire, que nous devons nous adresser pour avoir raison de vos François qui nous dédaignent tant. Nous voici donc à genoux devant elle comme très humbles sujets, très humbles serviteurs, nonobstant tant de violences qu'on nous fait pour nous contraindre à ne l'estre plus. Nous voicy à vos pieds, Sire, tous tels d'affection que vous avez recognus, lorsque parmi nous, vous travailliez si courageusement, si sagement, si heureusement au maintien de cet Estat, à la conservation de nos Eglises, et avec cela, ou mesme après cela, à vostre Grandeur. Plus tristes seulement de vous voir régner en telle sorte que nous, qui avons tant couru de hazards avec vostre Majesté, tant participé à ses misères, ne puissions tirer ni soulage-

¹ Factum de 172 pages in-32, publié en 1597.

ment, ni assurance de son autorité..... Jusques à quand nous payera-t-on des considérations d'Estat ? Jusques à quand nous dira-t-on qu'il n'est pas encore temps ? Encore ? O bon Dieu ! après trente-cinq ans de cruelles persécutions ? Et, pour ne pas monter si haut, après dix ans qu'il y a que les édicts de la Ligue nous ont bannis ? Après huit ans que vous estes Roy ? Après quatre ans qu'ont duré nos poursuites ? A quel terme donc est-ce que les gens mesurent le temps ? — Sire, accoustumez votre royaume à nous souffrir, au moins, s'il ne veut nous aimer. Et pour cela, Sire, demandons-nous un édict à vostre Majesté qui nous fasse jouir de ce qui est commun à tous vos subjects, c'est-à-dire beaucoup moins que ce qu'avez accordé à vos transportés ennemis, à vos rebelles ligueurs. Ni l'ambition, ni l'avarice ne nous mènent. La seule gloire de Dieu, la liberté de nos consciences, le repos de l'Estat, la sûreté de nos biens et de nos vies, c'est le comble de nos souhaits, le but de nos requestes. »

Grâce à ses plaintes d'une émouvante énergie et à la fermeté déployée par l'Assemblée de Saumur, les négociations furent activées et aboutirent enfin au célèbre édit, signé à Nantes le 30 avril 1598.

Henri IV, il faut le reconnaître cependant, n'était pas entièrement responsable de ce long retard à reconnaître les services de ses anciens coreligionnaires, car il avait à lutter contre l'opposition du clergé — à cette époque plus riche et plus puissant en France que la royauté. — Son réel dévouement, d'ailleurs, à la cause protestante lui fut funeste, car ce fut cet Edit de Nantes et ses conséquences qui, douze ans plus tard, armèrent le bras d'un élève des Jésuites, Ravaillac.

Dans sa pensée, cet Edit devait mettre fin aux guer-

res civiles et religieuses, qui troublaient depuis si longtemps son royaume.

D'après ses principales dispositions, les réformés étaient désormais à l'abri de toute poursuite juridique sur tout ce qui s'était passé antérieurement et avaient la liberté d'exercer leur culte partout où ils l'avaient eue auparavant : ils entraient en possession de tous les privilèges, de tous les droits naturels, civils et religieux qu'ils pouvaient désirer et que l'intolérance de leurs adversaires leur avait toujours contestés ; bref, ils étaient mis sur le pied d'égalité avec le parti dominant.

Les titres de perpétuel et d'irrévocable que portait cet édit, donné librement, en pleine paix, sans avoir été extorqué par la violence, semblaient devoir leur en garantir la durée et l'immutabilité. En moins d'un siècle, au mépris des intentions de celui qui l'avait donné, et sans que rien put justifier cette violation par ceux même qui devaient le faire respecter, ce décret devait être énervé, violé et, au mépris de tous les scrupules, finalement révoqué.

L'état de paix que l'Edit de Nantes avait fait naître et qu'il maintenait permit aux Eglises de se ressaisir. En Guyenne, Clairac, une des premières, restaura son culte et, grâce à l'union fraternelle des fidèles, une paix prospère régna dans la ville. Citons quelques faits :

Le 15 septembre 1601 les députés des églises protestantes de Guyenne se réunirent à Clairac. On s'occupa d'affaires courantes dont la plus importante fut l'envoi d'une lettre à Henri IV lui proposant un candidat pour la charge, devenue vacante, de conseiller à la chambre mi-partie établie à Nérac ¹.

¹ *Arch. Nat.* Fonds français vol. 24167. Cf Ph. TAMIZEY DE LARROQUE *op. cit.* p. 201.

En même temps qu'Henri IV accédait à cette demande il se livrait à un échange de bons procédés avec Rome en donnant l'abbaye de Clairac aux chanoines du chapitre saint Jean de Latran ¹. — De son côté, le chapitre, avec l'autorisation du saint Père, lui assigna à perpétuité, pour lui et ses successeurs, une stalle de chanoine au chœur. Dès ce moment, l'Italie fournit à Clairac des abbés dont le caractère en général peu conciliant ne contribua pas à maintenir l'ordre et la paix dans la ville.

Le 14 mars 1605 se tint, de nouveau, à Clairac le Synode de la Basse-Guyenne. On s'y préoccupa spécialement de la diffusion des livres religieux et, dans ce but, une lettre fut adressée à la Vénérable Compagnie de Genève avec prière de vouloir bien faire imprimer quelques ouvrages et de les envoyer ². Certainement ce ne devaient pas être des traités de controverse, du moins en vue de convertir les Clairacais : la chose était déjà faite. En cette même année 1605, en effet, Arnaud Lasserre, curé de Nicole, fit une démarche auprès de la Jurade de Clairac, en lui offrant ses services. La Jurade le remercie de ses offres et lui déclare que tous les habitants, à l'exception d'un seul, sont de la R. P. R. ³.

C'est à cette époque qu'il nous faut rattacher plusieurs conférences théologiques sur des sujets de controverse religieuse ; armes pacifiques que, de part et d'autre, on eut dû toujours employer !

Clairac avait alors deux pasteurs remarquables : Bertrand et son fils Moïse Ricotier. Ce dernier soutint à Pujols, près de Villeneuve-sur-Lot, une discus-

¹ *Arch. de Clairac*. — Inventaire de 1744 (1^{re} liasse n° 63).

² GABEREL. — *Hist. de l'Eglise de Genève*. t. II, p. Just. p. 70.

³ *Arch. de Clairac*, 2141 (F. F. 13).

sion publique avec un chanoine théologal d'Agen, nommé Pierre Sauveur. Le débat fut fort long, car il dura cinq heures, mais il resta courtois en même temps.

« Le seigneur de Pujols remercia publiquement les consuls de Clairac et les anciens de cette Eglise de la visite du pasteur Ricotier ; il leur annonça que les habitants avaient été édifiés par cette conférence et *que plusieurs, dès l'heure, ont commencé de faire ouverte profession de la religion réformée* » ¹

Moïse Ricotier fit imprimer sa conférence et la dédia à l'Eglise de Clairac. — Imitant son exemple, plusieurs pasteurs de l'Agenais entrèrent dans la lice pour se mesurer avec Pierre Sauveur. C'est sur le dogme de l'Eucharistie principalement que roula la discussion. A ces joutes fraternelles prirent part, entr'autres, Izaac Dumas, pasteur de St-Barthélemy, Moïse Fermand, pasteur de Laparade, Esaïe Boust, ministre de Castelmoron., etc...

Une paix bienfaisante régna ainsi pendant quelques années. Le parti catholique cependant, avec une ardeur toujours croissante, mettait la patience des huguenots à de rudes épreuves.

Nous lisons, en effet, dans le Journal de l'Etoile à la date de Juillet 1609 :

« Des députés de la religion en Cour demandent justice au Roy de l'infraction de leur Edit... se plaignent fort, entre autres du cardinal de Sourdis (siégeant à Bordeaux), lequel avait excédé et fait battre outrageusement le ministre de Coutras, pour n'avoir osté son chapeau devant la croix qu'il fait porter

¹ LAGARDE. — *Chronique des Eglises Réformées de l'Agenais* (Toulouse 1870) p. 124.

habituellement allant par les champs ; avoir traicté de mesme et pour semblable occasion un gentilhomme et un marchand (si qu'on disoit qu'il avoit battu les trois Estats en la Guienne) ; fait déterrer une femme de la religion et commis infinis autres excès semblables, pour lesquels le pays estoit en danger de soulèvement si on n'y donnoit promptement ordre... Il y eut un des dits députés (brave gentilhomme et que le Roy dès longtemps connoissoit pour tel) qui dit hardiment à sa Majesté (comme m'a conté un mien ami qui estoit tout contre lorsqu'il lui parloit) que si le cardinal de Sourdis fust venu à Clairac, comme il se vantait d'y aller pour brouiller mesnage, il y eust eu grand danger que la commune se fust ruée sur luy et l'eust assommé : « Car nous autres huguenots, dit-il au Roy, qui ne sçavons pas bien les cérémonies qu'on a accoustumé d'observer aux enterremens des cardinaux, l'eussions envoyé par eau à Bordeaux ¹, pour y estre pourvu selon sa dignité. » — « Ventresaint-gris ! lui répondit le Roy, je vous deffends bien cestui-là ; vous vous fussiez montrés encore plus fols que luy. Je le connois assez et vous, et tous. Je desire de vous faire tous bien sages, mais je n'en puis venir à bout : au reste je pourvoirai à vos justes plaintes : Je vous en donne ma parole et le plus tost qu'il me sera possible. »

Hélas ! moins d'une année après, le 14 mai 1610, il étoit lâchement assassiné par un misérable, François Ravaillac.

La France et l'Agenais en particulier ressentirent cruellement cette perte. Par fidélité à la mémoire

¹ C. à d. en le jetant dans le Lot, qui baigne Clairac et l'un des affluents de la Garonne.

d'Henri IV, elles reportèrent leur affection sur son fils et lui jurèrent fidélité.

Deux années plus tard Clairac fut honoré de la visite de l'évêque d'Agen, Claude Gélas. La présence de ce prélat dut paraître singulière dans la ville huguenote ! Cependant on le reçut avec courtoisie, voulant montrer par là que la haine religieuse pouvait s'apaiser dans les cœurs. — Claude Gélas venait avec la ferme intention d'y faire des prosélytes ; mais s'apercevant bientôt qu'il n'y fallait décidément pas songer, sa visite officielle prit une autre tournure. Voici, d'ailleurs, ce qu'il écrivait, à la date du 28 octobre 1612, au secrétaire d'Etat Paul Phelypeaux, seigneur de Pontchartrain :

«... J'ay esté à Clairac, ville assez cogneue, et occupée des premières en ce pays par ceux de la religion prétendue réformée. Mais je vous diray, Monsieur, que j'y ay traicté avec eulx avec beaucoup d'honneur et d'amitié, les principaux de la ville m'estant venus au devant et m'ayants reconduit jusques à une lieue loing. Et ne pouvant encore rien faire pour ce qui est de nostre sainte religion catholique, apostolique et romaine, du moins ay-je parlé bien avant pour ce qui est du service du Roy, à quoy je les ay fort exhortez et de continuer en l'affection que j'ay recogneu qu'ils y avoient, les ayant assueré de celle de leurs Majestés à les maintenir toujours comme leurs bons sujets. » ¹.

Cette visite de l'évêque d'Agen à Clairac nous servira de transition pour dire un mot du clergé catholique au XVII^e siècle ².

¹ REVUE DE L'AGENAIS : 1894 p. 281.

² Lire, à ce propos, la remarquable étude de M. THOLIN, archiviste du Lot-et-G., dans l'ouvrage cité « *Cahier des doléances...* p. 54 et sq.

Voici quelques unes des plaintes du Tiers-Etat, rédigées en vue des Etats-généraux tenus à Paris en 1614. Elles renouvellent en partie celles des cahiers de 1588, mais il n'est plus question de ces dissentiments sur la foi religieuse, cause de tant de luttes fratricides qui désolèrent le pays. L'édit de Nantes avait tout pacifié.

« Que tous archevesques, évesques et aultres beneficiers du royaume de France seront tenuz de rezider actuellement sur leurs eveschés et benefices et se faire promouvoir aux ordres dans l'an de leur majorité, sur les peines portées par les saintz décrets et concilles. » — Beaucoup de fils de famille, en effet, acceptaient la tonsure pour avoir les bénéfices et s'en tenaient là ; mais le tiers-état demande très justement qu'ils soient prêtres pour tout de bon, qu'ils reçoivent l'ordination et disent la messe.

« Que les ordonnances touchant les registres de batesmes, mariages et sépultures qui devront estre faictz, seront gardés exactement. »

« Que les personnes moindres de vingt ans ne pourront estre receus dans aucun monastere ou compagnies religieuses pour y fere profession ou vœu de religion sans le consentement des pères, mères, tuteurs et curateurs ou aultres soubz la puissance desquels ils resteront. » — Et encore cette mesure visant les menées intéressées des ordres religieux ne protégeait pas tant de filles nobles volontairement sacrifiées à la fortune de leur frère aîné ou à l'« honneur » de la famille !

« Qu'il soit enjoinct à tous ecclziastiques de vivre modestement et aller en habit descent et qu'il leur soit deffendu de fréquanter les cabaretz et jeux de barlan aux lieux de leur rézidance et aultres lieux ou

ilz puissent donner de l'escandalle et de porter aucunes armes à feu ny aultres, ny chasser à aucune sorte de chasse ¹. »

Ces plaintes — il est bon de le faire remarquer — étaient rédigées exclusivement par des catholiques, non pas dans un esprit de critique malveillante — ils tenaient trop à leur religion — mais par amour pour elle au contraire.

Pour juger sainement le clergé de cette époque gardons-nous cependant de le comparer à celui d'aujourd'hui. Ainsi que le remarque fort bien M. Tholin « de même que nous devons éviter d'habiller le passé suivant nos modes, de même pour bien juger ce passé nous devons changer notre point de vue et faire abstraction de quelques unes de nos idées modernes. »

Contrairement à ce que l'on suppose d'ordinaire, le clergé autrefois n'avait pas d'uniforme déterminé : ce dernier ne différait rien du costume bourgeois jusqu'à la fin du xvi^e siècle. En 1561 on s'efforça, inutilement d'ailleurs, d'imposer aux clercs une même coupe d'habit sans, du reste, se préoccuper des couleurs. Trente ans plus tard on voulut imposer le noir. La soutane ne parut qu'au milieu du xvii^e siècle et son usage ne fut pas absolument généralisé, même au xviii^e ². Par suite, le clergé se mêlait beaucoup plus au reste de la population : à vrai dire, il ne s'en distinguait presque pas. La méthode en soi était excellente mais, malheureusement, certains prêtres peu convaincus abusaient de la situation, ce qui va ame-

¹ G. THOLIN, *op. cit.*, p. 17 et sq.

² Cf. J. QUICHERAT. — *Hist. du Costume en France*, Paris, 1875, p. 431. — ALB. RABEAU. — *La vie rurale dans l'ancienne France*, Paris 1883, p. 161.

ner, cinquante ans plus tard, les réformes radicales de Claude Joly, évêque d'Agen ¹.

Le 2 mai 1614 se tint à Tonneins le vingt et unième synode national. Pour la première fois, l'Assemblée déclara se réunir avec la permission de Sa Majesté. C'est à ce synode que fut repris le projet d'union entre toutes les Eglises réformées : calvinistes, luthériennes, anglicanes. Cette œuvre de conciliation fut déclarée pieuse, nécessaire, praticable. Elle n'eut pas lieu en fait, mais exista tacitement.

Cependant les querelles qui troublèrent les premières années du règne de Louis XIII avaient commencé.

Le mariage du roi avec l'infante d'Espagne, Anne d'Autriche, et celui de l'infant d'Espagne, futur Philippe IV, avec Elisabeth, sœur de Louis XIII, à la fin de 1615, double union avec la catholique Espagne qui avait eu une si grande part dans les précédentes guerres de religion, les menées des Seigneurs mécontents de la cour, la partialité et l'intransigeance de cette cour elle-même, la disgrâce du duc de La Force, dépouillé de son gouvernement du Béarn, finirent par ébranler la fidélité des protestants. L'avenir se présentait chargé de troubles et d'orages. Ils résolurent de défendre leurs droits, les armes à la main.

Déjà en 1613 les consuls et la communauté de Clairac avaient adressé au roi une plainte au sujet de la non exécution de l'édit de Nantes à leur détriment, en le suppliant d'y remédier. Entr'autres choses ils déplorent les tracasseries dont ils étaient l'objet de la part du sénéchal d'Agen à propos de l'exercice du culte. Mais leur requête ne fut pas écoutée.

¹ Cf. *Arch. d'Agen* ; série FF, et BB, 62.

Des troupes protestantes, sous le commandement du duc de Rohan, de Jacques Nompar de Caumont duc de La Force, de Lusignan et de Favas sillonnèrent le pays et, forcément, y commirent quelques dégâts.

Une pièce intéressante intitulée « *Procès verbal contenant inquisition de la prinse du revenu de l'abbaye de Clérac, montant environ huict mil livres* »¹ nous fait connaître, à ce propos, les amères doléances du chanoine, seigneur et administrateur de l'abbaye, qui se résignait difficilement à la perte de ses écus, bien que lui-même et ses frères en la foi eussent jadis fait vœu de pauvreté :

« Aujourd'hui vingt neuvième du mois d'aoust mil six cent seize dans la maison abbatiale de Clayrac, par devant nous Géraud Grimoard, licentier en droictz, juge pour le Roy à St-Sardos.... s'est présenté M^e Anthoine de Laguehay, praticien.... pour et avec Messire Paul de Guarganty, chanoine du chappitre S^t Jean de Latran de Rome, seigneur et administrateur de l'abbaye du dit Clayrac².... pour faire attestation et preuve sommaire ... comment au mois de septembre dernier, ceste province de Guyenne feust en troubles et y eust plusieurs mouvements de gens de guerre qui firent plusieurs prises de villes et places et plusieurs autres actes d'hostilité qui durèrent continuellement jusques au commencement du mois de may dernier et comme au commencement du mois d'octobre le seigneur de Pujol,

¹ Publié par PH. TAMISEY DE LARROQUE : *Revue de l'Agenais* 1894 n° 4. p. 365 et sq.

² Ce fut probablement le premier administrateur envoyé par le chapitre de S^t Jean de Latran dès que celui-ci entra en possession de l'abbaye de Clairac.

gouverneur dudit Clayrac, vint d'une assemblée tenue à Sainte-Foy, et arriva audit Clayrac de nuit..... Et la mesme nuit le cappitaine Jean Meynié seroit venu par le commandement dudit sieur de Pujols en la présente maison, dire audit sieur de Guarganty qu'il ne bougeat de la dicte maison à peyne d'encourir hazard de sa personne : que, dès le lendemain, ledit sieur de Pujols demanda audit sieur de Guarganty, le prest de deux mil livres, lequel sieur Guarganty, cuidant esviter les dangers qui estoient éminants, feust constraint de lui faire prest de la somme de neuf cens livres : et que le sieur de Rohan, commandant audit pays de Guyenne pour le party de Messieurs les princes fit don de la dicte somme de neuf cens au cappitaine Fau commandant à Pujols : que le dit sieur de Rohan et le dit sieur de Pujols par leur mandement firent vindicer et arrester entre les mains des fermiers du revenu de l'abbaye de Clayrac toutes les sommes par eux dues audit sieur de Guarganty audit nom à cause de leurs fermes. Davantage ledict seigneur de Rohan fit don sur ledit revenu de ladicte abbaye au sieur de Pujols de la somme de huit cens livres tournois et aux consulz dudit Clayrac de la somme de douze cens livres : desquelles sommes ils se sont faict payer et ont contraincts au payement les fermiers particulliers de ladicte abbaye. Que les consuls dudit Clayrac en conséquence dudit don firent prendre au lieu et maison de la muraille¹ la quantité d'environ trente pipes de bleds. Aussy a esté faict don sur ladicte abbaye par ledict sieur de Rohan.... jusques à la somme de huict mil livres ou environ, qu'ils ont levé sur lesdictz fermiers par rentes,

¹ Attenant à l'Abbaye et surplombant le Lot.

lotz et ventes. Que ledict sieur de Pujols a prins et faict prendre dans ladicte abbaye grand quantité de gros boys et fagots, vingt barrique de vin dans la cave, beu ou emporté : et le reste jusques à dix huict tonneaux s'est trouvé en la cave de ladicte abbaye gasté et buffeté : plus six charrettes de foin et plus. Et le dit sieur de Guarganty n'ayant pu retirer tout son ameublement, il lui a prins durant lesdictz mouvements des meubles de boys, coittes, matelas, linseuls, couvertes, vaisselle d'estain et de cuivre, mesmes des meubles d'Eglise.... »

Ceci c'est la requête du sieur Guarganty. Ecoutons les témoins qu'il présente « pour faire faire attestation et preuve sommaire sur les faictz contenus en lad. requeste. »

Le sieur Ferron, médecin, s'avance en premier lieu : « Il dict et atteste par serment qu'au nom du sieur de Pujols il pria ledict sieur de Guarganty de *vouloir faire prest* audict sieur de Pujols de certaine somme d'argent s'il en avoit... et, après que ledict sieur de Guarganty eust usé de plusieurs excuses, *mesmes de n'avoir point d'argent*, et l'ayant dict audict Ferron et icelluy esconduit par diverses fois *feust treuvé expediant* pour esviter les dangers que luy estoient eminentz, de luy *faire prest par forme de cession* de la somme de neuf cens livres, et *de ce feust passé contrat*. — Les sieurs Martin, Planys, Meynié et Ferron, consuls de Clayrac, viennent attester l'emprunt de plusieurs sommes mais « *à chacun ils ont baillé quictance des sommes qu'ils prenoient*¹. » Voilà des procédés, il faut bien le reconnaître, qui sont loin des abus commis ordinairement en temps de guerre !

¹ REVUE DE L'AGENAIS, *op. cit.*, p. 368-371. C'est nous qui avons souligné les passages en italique.

Arrivent d'autres témoins, les nommés Choppin et Nicolan qui attestent avoir apporté vingt-neuf pipes de blé dans le grenier de l'abbaye « et despuis ont ouy dire que lesdictz bleds ont esté prins et desrobés, *ne savent à la vérité par qui*. Quant au vin qu'ils avoient levé du dixme de la Ficte *ont ouy dire* qu'il avoit esté desrobé et buffeté par des gens de guerre qui s'estoient jetés dedans ¹. » Où? dans Lafitte ou dans les barriques? dans Laffite probablement, l'image étant trop énergique pour qu'on puisse lui donner une autre application.

Si nous rapprochons ces faits d'une déclaration du début qui constate que « durant les dicts mouvements (de guerre) tous actes de justice ont discontinué... qu'il n'y avoit foires ni marchés et que tout commerce cessoit » le doute pourra germer dans nos esprits quant à l'absolue culpabilité des gens de guerre, accusés de certains méfaits dont furent seuls coupables, peut-être, cette catégorie de gens bien connus qui recherchent toutes les occasions de pêcher en eau trouble.

Quelques années plus tard, le 27 juillet 1620, les protestants de Clairac eurent à déplorer la mort d'un pasteur qui les avait servis longuement et avec zèle. C'était Bertrand Ricotier, qui resta pendant soixante ans ministre de l'Evangile à Clairac. Jusqu'à son dernier moment il exerça ses fonctions pastorales. Son fils, Moïse Ricotier, nous a laissé quelques touchants détails au sujet de la mort et de la sépulture de ce fidèle serviteur de Dieu :

« Monsieur mon père, nommé Bertram Ricotier, ministre de la parole de Dieu et pasteur de l'Eglise de

¹ REVUE DE L'AGENAIS *op. cit.*, p. 371.

Clairac, mourut ferme et constant en la foy et religion salutaire de Jésus-Christ, notre Sauveur, Dieu-Homme et Homme-Dieu, et en priant et invoquant le vray Dieu éternel, distingué en trois personnes, le Père, et le Fils, et le Saint-Esprit, un lundi, 27^{me} jour du mois de juillet, en 1620, sur l'heure de midy précisément, ayant esté exhorté par M. Denys, mon neveu, et par moy, si bien qu'il receut nos saintes exhortations et ouït nos prières avec ardente dévotion et nous rendit télesmoignage de vive voix et par eslevation de sa main, de sa vraye et salutaire foy et espérance en Jésus-Christ et de sa communion avec luy. Et a exercé en laditte Eglise fidèlement son saint ministère environ soixante ans, et est mort bienheureusement, ayant atteint environ l'âge de quatre-vingt-quinze ans, et son corps a esté enseveli honorablement au cimetière de Clairac, ayant esté porté en son sépulchre par les anciens de l'Eglise suivis d'une grande assemblée où estoient MM. les Consuls avec leurs livrées consulaires, et MM. Seillade, Alba, Denis et Reynal, ministres de la Parole de Dieu. Et cest honneur a esté faict aux funérailles et à l'enterrement du corps de mon père le 28^{me} jour dudit mois, après la prière du matin¹. »

¹ ALPH. LAGARDE, *op. cit.*, p. 154-155.

CHAPITRE V

Le siège de 1621. — L'année 1622 : réoccupation et chute de la ville

En Agenais, avons nous dit, les réformés avaient pris les armes dès la fin de 1615. La politique intran-sigeante de Louis XIII ne leur permit pas de les déposer. En octobre 1620, le roi, pressé par les instances du clergé, conduisit des troupes en Béarn gagné au protestantisme depuis Jeanne d'Albret : il y imposa le culte catholique et réunit la province à la couronne.

Il est facile de se rendre compte combien cette expédition dut aigrir le mécontentement des réformés. Les chefs provoquèrent une assemblée générale à La Rochelle, le 10 mai 1621 : on y jeta les bases d'une savante organisation militaire que la mésintelligence de certains chefs ne permit pas, dans la suite, de réaliser.

Le roi, cependant, effrayé, se mit à la tête de nouvelles troupes commandées par le connétable de Luynes¹, il passa par Orléans, Blois, Tours, Saintes,

¹ On était au mois de mai : le roi s'empessa de se mettre en campagne car, en hiver, les chemins n'étaient plus praticables. Il faut bien songer, en effet, que nos belles routes nationales et départementales existent, à peine, depuis le début de ce siècle. Au commencement du XVIII^e, à la date de 1712, le premier consul de Clairac de Lamothe d'Hallot déclare « qu'il n'y a point de chemin pour sortir de la présente ville en hyver, ny presque en aucune saison, pour aller à Thonens ou autres lieux » *Arch. de Clairac*, 2082 (BB, 4).

Saint-Jean-d'Angély, Caumont et Bergerac. C'est au château de Mézieres, près de Sainte-Foy, qu'il reçut la soumission de cette ville, de Castillon, Montflanquin, Layrac, Puymirol, Casteljaloux et de plusieurs autres places. « Clairac lui envoya également des députés ; mais, peu contents de la réception qu'on leur fit, ils retombèrent dans leur rébellion ¹. »

Le duc de Laforce se rendit alors à Clairac « exhortant et conviant les habitants au travail de leurs fortifications et à se pourvoir des choses nécessaires ². »

Depuis le siège de 1574, nous avons vu qu'on s'était préoccupé de mettre en meilleur état de défense les murailles qui n'avaient résisté aux assauts de l'ennemi que grâce au courage et à la valeur des assiégés ; puis Clairac devenant place de sûreté des Huguenots et se présentant de plus en plus comme un des centres du protestantisme en Guyenne, on le transforma en une véritable place forte. Des ingénieurs hollandais ³ l'entourèrent de fossés et de doubles fortifications, commandant de trois côtés à la fois la plaine qui s'étend devant elle : à l'intérieur de la ville on construisit une citadelle ⁴. Au nord, cependant, se trouvait toujours le point faible par la présence du coteau. La situation néanmoins n'était pas comparable à la fâcheuse position dans laquelle se trouvaient les assiégés de 1574. La leçon avait servi : on avait rasé la

¹ SAMAZEUILH, *op. cit.* t. II, p. 359.

² *Ibid.* p. 336.

³ Il n'est pas impossible que Vauban, le fameux ingénieur militaire de Louis XIV, se soit inspiré à leur école, car un certain nombre de ses plans de défense présentent une étrange conformité avec celui de Clairac.

⁴ Démolie après le siège de 1621 ; les habitants transformèrent l'emplacement en promenade qui porte aujourd'hui le nom de place du Fort. — De la citadelle il est resté, surplombant le Lot, une maison avec terrasse, affectée très probablement au corps de garde.

partie du faubourg non englobée par les fortifications et mis à la place le cimetière¹. Les matériaux, tout naturellement, furent employés aux travaux de défense.

Ce qui renforçait encore la position de la ville, c'est qu'elle était « environnée de marescages : les habitants avoient encores fait des retranchements autour des vignes, composez avec tant d'astuce et d'artifice, qu'ils ont donné beaucoup de peine aux nôtres, obligés d'entrer jusqu'au milieu des cuisses dans l'eau ne pouvant, par ailleurs, s'approcher de la susdite ville². »

De plus, on s'était préoccupé de compléter l'armement de la place : en 1589, par exemple, on fabriqua un canon et une couleuvrine qui ne restèrent pas muets pendant le siège³.

Le 15 juillet 1621, après le retour des députés de Clairac envoyés au roi Louis XIII, la jurade et les consuls s'assemblèrent dans la « halle et maison commune de la ville⁴ » et, d'accord avec le duc de La Force, on se prononça pour la résistance. Des soldats huguenots vinrent s'enfermer dans la ville et se mettre sous le commandement du chef de la garnison, Pierre Brune, sieur de St-Torse. C'était un Hollandais brave et expérimenté.

Le *Mercure Français* de l'année 1621 nous donne une relation très détaillée et très exacte de cette campagne de Louis XIII dans le midi de la France et

¹ Devenu aujourd'hui place Vigose.

² Cf. *L'ordre du siège et réduction de la ville de Clérac en l'obéissance du Roy avec les articles accordés aux habitants par la clémence de sa Majesté, le 5^{me} jour d'Aoust 1621*. — A Paris, chez Abraham Saugrain, 1621, p. 5-6.

³ *Arch. de Clairac*, 2107 (C. C, 18).

⁴ Situées à côté de l'église St-Pierre, à l'entrée de la rue Puzocque.

du siège de Clairac, relation d'autant plus précieuse que le cahier se rapportant au siège de 1621 a malheureusement disparu des archives de la ville. Nous en extrayons les passages suivants¹ :

« Arrivé à Tonneins², le roi, sur la proposition de M. le Connétable, envoya le mareschal de Saint-Geran et les sieurs de Termes et de Zamet reconnoître l'assiette de Clérac. » A leur retour, le conseil du Roi est réuni : les uns étaient d'avis d'aller directement à Montauban, car « Clérac estoit sans nom et réputation dedans et dehors le royaume », les autres estimaient que « son assiette, ses fortifications et 4.000 hommes qu'estoient en estime d'estre les plus aguerris de la province la deffendoient, que le terroir estoit si gras et si argilleux que trois jours de pluye ruineroient les tranchées de l'armée, qu'il n'y avoit plus que cette place qui voulust soutenir la révolte³ : que Saint-Torse qui estoit le plus relevé en naissance et en réputation avoit bien de bonnes qualités pour un soldat mais qu'il n'en avoit point assez pour un chef. »

Le Connétable, prenant la parole, fut d'avis d'attaquer Clairac « à cause des intelligences qu'il avoit pratiquées avec les ennemys. »

Le 21 juillet, un nommé Desplans, capitaine des Carabins, amena auprès du connétable quatre des principaux habitants de Clairac. Ils venaient demander « que Sa Majesté les laissast en liberté, et leurs murailles en l'estat pour seureté de leurs vie et moyennant ce qu'ils se déclaroyent ses serviteurs. »

Le Connétable répondit : « Vous devriez être plus

¹ MERCURE FRANÇAIS T. VII, p. 626 à 652, *passim*.

² Tonneins ouvrit ses portes et Louis XIII en fit son quartier général.

³ Clairac, en effet, fut la seule ville de la Basse Guyenne qui résista.

sages, ou plus puissants pour tenir ce langage, vous ne vous souvenez pas que vous avez le Roy à vos portes et qu'il a derrière luy trente canons pour les ouvrir ? » — Les délégués s'en revinrent. Cependant le Connétable envoya le maréchal de Lesdiguières et M. de Boisse pour recevoir la soumission des habitants ; mais ils furent bientôt de retour « rapportant qu'on les avoit saluez avec le canon et quantité de mousquetades estant dès lors d'avis que le canon se devait avancer : dirent davantage que l'abord de la ville estoit fascheux et en plusieurs endroits barricadé, qu'il falloit les en chasser et en donner le commandement aux plus sages, plus hardis et plus courageux : car ils trouveroient des enragez avantageusement logez. On a escrit qu'ils se disoient « Soldats sans peur, deffendant une ville sans Roy ¹. »

...Le Connétable, ne pouvant rassembler l'armée en un seul point « à cause de la situation de Clérac qui est environnée de plusieurs coteaux de vignes de fort difficile accèz » divisa ses forces pour attaquer Clairac par trois endroits à la fois. « On ordonna des sergents, pour donner premiers aux barricades, les lieutenants qui les suivroient et les capitaines qui les soutiendroient. »

Le régiment des Gardes, commandé par M. de Termes, maréchal de camp, devait attaquer par la droite : les régiments de Picardie, Champagne et Beaumont avec à leur tête, M. de Zamet, maréchal de camp, par la gauche. Les régiments de Piémont, Navarre, Normandie et Chappes « donneroient entre la droite et la gauche, sous le commandement du sieur de Coutevant, maréchal de camp. »

¹ La tradition, en effet, appuie ce témoignage, mais nous ne saurions préciser à quelle époque Clairac adopta cette fière devise.

Mais, avant de donner l'assaut général, on réunit de petites troupes de « picquiers, avec mission de suivre les chemins et de mousquetaires, passant à travers les vignes et les haies, pour repousser les avant-postes ennemis. » La compagnie des cheveau-légers du roi, commandée par M. de Luxembourg, devait les soutenir. En accord avec la tactique moderne, on ordonna à ces troupes de tirer toujours en feux de salve. « Le rendez-vous fut donné à 7 heures du matin, 23 juillet, où les troupes ne manquèrent point de s'y trouver. Ceux de la ville estoient barricadez et retranchez en plusieurs endroicts et croyoient qu'il falloit le canon pour les en desloger ; la face du pays aspre, les champs ramparez de grands fossez et haies de la hauteur des ceps de leurs vignes, les chemins couverts d'eau les faisoient parler insolemment, comme gens se croyant invincibles : aussi sont ils les mieux aguerris de la Guyenne. »

« ... Le mareschal d'Esdiguières (grand maréchal de camp) s'estant retiré à l'ombre dessous un arbre, les ennemis qui estoient au dehors de leurs barricades et retranchements blessèrent deux gentils-hommes auprès de luy, ce qui fut cause qu'il commanda qu'on fit retirer les ennemis, ce qui fut généreusement exécuté de ce côté la, mais il causa le combat général qui s'ensuit. »

Le régiment des Gardes s'élança le premier et enleva les barricades de l'ouest. M. de Termes « fut blessé d'une mousquetade au travers du corps et porté à Tonneins où il rendit l'âme. »

.... « M. de Zamet ayant ordonné Picardie à la droite, Champagne à la gauche et Beaumont au milieu, il descendit en cet ordre la montagne pour investir la place du costé gauche le long de la rivière du Lot : la

grande escarmouche qu'il entretint favorisa le logis qu'il fit prendre au susdit régiment et emporta tout le retranchement et les barricades des ennemis jusqu'à celles qui estoient à vingt pas du bastion. M. de Coutenant conduisant Piedmont, Normandie et Chappes, donna en mesme temps de son costé, où les ennemis furent renversez jusques dans les fossez ; ainsi ils perdirent aux trois endroicts tous les avantages. Le duc de Luxembourg fit aussi donner quelques chevau-légers et carrabins jusques à la porte de la ville, dont il fut salué d'un grand nombre de mousquetade. »

Sur ces entrefaites le roi arrive au galop et blâme durement les maréchaux d'avoir commencé le combat avant son arrivée. Ceux-ci « luy dirent pour se justifier qu'on avoit esté contraint d'y aller, parce que les ennemys les avoient irritez par la sortie de leurs barricades, mais qu'ils estoient aises que Sa Majesté ne s'y fust point trouvée parce que le péril y estoit grand.

» On a escrit qu'en ce grand combat ceux de Clérac perdirent plusieurs de leurs meilleurs hommes ; qu'ils avoient chargé leurs fauconneaux ¹ de cloux, balles et petites pièces de fer, ce qui porta beaucoup de mal à plusieurs soldats des Gardes du Roy, aucuns desquels en moururent et les autres en furent grièvement blessez ². »

Ces escarmouches durèrent « de huit heures du matin jusqu'à neuf heures du soir avant que les ennemis furent rentrés dans les dehors de la place : on

¹ Petits canons de siège.

² On les évacua à Agen où ils furent soignés à l'hôpital (*Arch. d'Agen*) (C. C. 163).

y perdit deux lieutenants plus de 150 soldats et au moins autant de blessés ¹. »

.... « Le samedi 23, le Roy se fit porter le plan de Clérac dans le conseil : le conflit des opinions dura longtemps sur l'ordre (à donner), Sa Majesté et M. le Connétable proposoient de faire une batterie à un pigeonnier ² que les ennemis gardoient et qu'ils avoient fortifié, parce que les approches estoient très faciles de ce costé là et que l'éminence de l'assiette dudit pigeonnier avoit un grand commandement sur la face d'un bastion : néanmoins on résolut deux autres attaques, l'une pour M. le Connétable et l'autre pour le maréchal de l'Esdiguières. »

« Le mesme jour, le Régiment des Gardes fait une barricade qui servoit de redoute, pour ouvrir une tranchée qui allait joindre le bastion de Bouillon. Picardie et Beaumont firent une barricade à un lieu assez élevé et à l'opposite de la dernière des ennemis. Champagne, qui estoit dans un grand chemin assura son logis, en façon qu'il le conserva Piedmont, Normandie, Navarre et Chappes se logèrent semblablement dans le grand chemin qu'ils avoient fait quitter aux ennemis. Le quartier des cheveu-légers, estoit par de là rivière du Lot, et fut enjoinct au Régiment de Beaumont d'y passer pareillement.

« Les tranchées du marechal de l'Esdiguières arrivèrent à 50 toises du bastion de Rohan, le 1^{er} août : au bout desquelles on fit un fort, et après, une autre tranchée, qui estoit à cinquante pas du fossé. La tranchée estoit creuse de quatre pieds et sept de hauteur,

¹ *Mémoires* de J. DE CHASTENET, seig^r de Puységur (Paris 1690) t. I p. 9-10.

² Le fuy de Gaillardi au sud-ouest de la ville. Cf plan du siège qu'à bien voulu graver pour nous, d'après le *MERCURE FRANÇAIS* t. VII, M. Momméja, le savant conservateur du Musée d'Agen.

cinq de parapet et six de largeur, suivant le commandement que le Roy leur en avoit fait.

« La tranchée de M. le Connétable, fut commencée par un grand fort et parce qu'elle pouvoit être aisément enfilée par leur bastion, il y avoit quantité de traverses, à la fin du mois elles aboutissoient à la contrescarpe ¹.

..... « A travers de la rivière du Lot, devant Clérac, il y a une grande jettée de gros rochers garnis de fortes palissades de grosses pièces de bois, pour faire grossir l'eau et en arrester le cours, afin de pouvoir faire moudre des moulins du costé de la ville, dont le bord et l'advenue de ce costé estoit fortifié de plusieurs maisons terracées et flanquées de toutes parts. De ce costé sont les masures et quelque restes des bastiments de l'abbaye de Clérac que le Roy Charlemagne avoit faict bastir, laquelle les huguenots ont abattue.

« Il fut résolu de rompre cette palissade de bois qui estoit au travers de la rivière, afin de donner plus grand passage à l'eau et de faire un chemin dans le courant sur ces monceaux de pierre : ce qui fut exécuté sans que le Roy perdit un seul soldat.

« Le 25 de juillet, les assiégez firent une sortie, où ils furent repoussés, si furieusement, qu'ils perdirent nombre d'hommes, sans avoir esté tué qu'un soldat du costé du Roy.

« Le 30 juillet, la batterie commença en trois endroits, à chacune y ayant cinq canons. Les cinq premiers vers le bas de la rivière, abbattirent les tonnes

¹ C. à d. au mur d'enceinte baigné par le fossé extérieur : ce mur lui-même était séparé par des plateformes couvertes de gazon du fossé intérieur enserrant les murailles mêmes de la ville (*Arch. de Clairac* 2107 (C. C. 18).

et barriques rangées sur les remparts : les autres cinq, plus haut vers la porte du costé de Tonneins : et la troisième vers la montagne qui regarde Agen, battirent la ville en ruine. On tira ce jour là 500 coups de canon et le lendemain presque autant. ¹

« Cependant les enragés défenseurs de Clérac, ne semblaient aucunement songer à se rendre. Leurs femmes leur venaient donner à boire en de certaines barricades qu'ils défendaient avec aussi peu de crainte du péril que si l'on n'eut tiré sur eux qu'avec des sabbacanes chargées de sucre et c'était le pur effet d'un faux zèle qui les faisait ainsi devenir plus qu'amazones. Elles enlevèrent, un jour, un des plus vaillants seigneurs de l'armée avec des fourches dessus le haut d'un bastion, après qu'il eut été tué de cent coups. Il y en eut aussi souvent de punis de cette furieuse témérité. Je sais bien qu'une volée de canon en emporta, un jour, dix-huit tout à la fois, comme elle nous chantaient injure, en lavant des linges sous un pont et qu'il y en eut beaucoup d'autres qui montrèrent leur nez sur les remparts et à qui l'on apprit à se cacher ². »

.....« Toutes ces vives attaques ³, batteries et mines donnèrent de l'effroy aux assiégés, avec la mesfiance qui se glissa entre les soldats et les habitants par l'industrie des bruits que M. le Connétable y avoit semé au commencement du siège : toutes ces ren-

¹ « La reine, nous dit ARNAULT D'ANDILLY dans ses *Mémoires* (collection Petitot, 2^{me} série t. XXXIII p. 397) vint de Bordeaux à Tonneins et eut le plaisir, avec toute la cour, de voir de dessus une colline, tirer en un seul jour contre Clérac, 9.000 coups de canons », chiffre évidemment exagéré : sans crainte nous pouvons supprimer un zéro.

² REVUE DE L'AGENAIS 1895 p. 347 et sq. et CHASTENAY DE PUYSEGUR *op. cit.* p. 13-14.

³ MERCURE FRANÇAIS t. VII p. 641 et sq.

contres portèrent les principaux et particulièrement le premier consul, de songer à leur salut : et d'autant qu'il avoit l'honneur d'estre cogneu depuis longtemps de M. le duc d'Angoulesme, il demanda de luy parler et s'estant expliqué au dit sieur duc sur les désirs qu'ils avoient de se soubsmettre, il fit entendre leur volonte par le sieur Desplan au Roy et à M. le Connétable : mais sur ce rapport, plusieurs estimèrent incroyable qu'une place de ceste assiette fortifiée en perfection, remplie d'hommes, pleine de munitions, ayant montré une action de résistance inimaginable, vint néanmoins fleschir au douziesme jour du siège : toutefois parce que la contrescarpe estoit sur le point d'estre ouverte le quafriesme du mois, le Ministre de Clérac¹ avec bon nombre d'habitants et des soldats de la garnison se vinrent présenter à M. le Connétable et le supplièrent d'intercéder pour eux envers Sa Majesté, leur faisant donner la vie et empescher le sac de leur ville et, moyennant ce, qu'ils offraient obeysance. »

Le Connétable leur ayant fait observer qu'ils n'avaient aucune condition à poser au roi, les délégués se résignent à capituler : « M. le Connétable les présenta au roi, devant lequel le Ministre et ceux qui l'assistoient estant à genoux dit :

« Sire, les Rebelles d'une ville pleine de rebellion, qui s'est laissée emporter au torrent d'une révolte prétextée de religion et d'oppression de conscience, se jettent aux pieds de votre Majesté, pour offrir à la discrétion de sa justice, ou de sa miséricorde nos vies, nos libertez et nos biens. Nous avons commencé d'esprouver quelque partie de la première, bien qu'elle

¹ C'était Jean de Lafargue, depuis peu, pasteur de Clairac.

soit beaucoup moindre que notre crime, et ne pouvons rien espérer de l'autre, si ce n'est que votre Majesté vueille aussi dignement acquérir le titre de Miséricordieux, qu'elle possède celui de Juste : si ce bonheur nous arrivoit nous parlerions tout au contraire des Enfants d'Israël, qui disoient : Nous avons veu Dieu, et nous mourrons : et nous annoncerions à la postérité que nous avons veu le Roy, et qu'il nous a donné la vie. Si votre Majesté nous la laisse, nous le recognoissons pour le Dieu Tutelaire du monde. Nous n'aurons la bouche ouverte que pour bénir votre nom et votre glorieux Règne : nos vœus ne désireront que la grandeur et la durée de votre sceptre ; et comme nous avons esté les plus rebelles, et plus moins dignes de votre miséricorde, nous serons désormais les plus fidelles et les plus obeysans de tous vos subjects. »

L'authenticité de cette harangue nous paraît plus que suspecte. Elle respire non pas une sage humilité, mais une platitude révoltante ! Est-ce qu'un ministre de l'Evangile a jamais proposé d'adorer le roi de France à la place du Dieu vivant ? Non, Clairac était encore assez formidablement défendu — l'ennemi n'était encore arrivé qu'au second fossé extérieur, et la nouvelle de la reddition de la place laisse incrédules les gens du roi — pour ne pas s'abaisser à une capitulation, souillée de paroles aussi indignes. On sait, d'ailleurs, qu'il était parfaitement admis, dans les anciens auteurs, d'agréments le récit par des discours, en style direct ou indirect, produits de l'imagination de l'historien.

Voici la réponse du roi :

« Vous avez très-bien fait de vous mettre entière-

ment à ma miséricorde ; allez, mettez-vous demain à votre devoir, et vous esprouvèrez ma bonté : Monsieur le Connétable vous fera entendre le reste de ma volonté. »

Dès le lendemain matin, 5 août ¹, le Connétable de Luynes mit à l'ordre du jour de l'armée défense expresse du pillage, sous peine de la hart ; après quoi

¹ Nous nous arrêtons au 4 août comme date du jour où la députation des habitants de Clairac alla présenter au roi la reddition de la ville, et au 5 août au matin pour l'entrée de l'armée royale dans la place. Dans la « *Coppie de la Requête présentée au Roy par ceux de Clairac, pour obtenir miséricorde et pardon de leur rebellion*. (Bordeaux s. d. [1621], in-8° de 8 pp.) la date indiquée est non le 4 août, mais « le mardy au soir 3 aoust 1621. » — La *Harangue faite au Roy par les habitants de Clérac, le 5 aoust* (Paris, 1621, in-8° de 8 pp.) nous indique encore une autre date : la harangue eut lieu le 5 et la place fut rendue le 6 août. — Mais toutes les autres plaquettes qui existent sur ce sujet nous donnent les dates du 4 et du 5 août. Les voici : *Discours au vray de tout ce qui s'est passé de plus remarquable à l'armée du Roy depuis le commencement jusqu'à présent, où est contenue la prise de Clairac et le siège de Montauban, dressé par un gentil-homme qui a toujours suivi l'armée* (Aix, s. d. [1621], in-8° de 15 pp.) — *L'ordre du siège et réduction de la ville de Clérac en l'obeyssance du Roy, avec les articles accordez aux habitans par la clémence de Sa Majesté, le 5^e jour d'aoust 1621* (Paris, 1621, in-4° de 26 pp.) — *Lettre du Roy envoyée au Parlement de Rouen sur la réduction de la ville de Clérac et autres villes et places en l'obeyssance de S. M.* (Rouen, 1621, in-8° de 7 pp.) — *Harangue faite au Roy par le ministre de Clérac au nom de tous les habitants du lieu prosterner avec luy aux pieds de S. M.* (Poitiers, 1621, in-8° de 8 pp.) — *Histoire journalière du voyage du Roy, contenant l'heureux succès de ses affaires depuis le départ de S. M., jusques à la réduction de la ville de Clérac, par N. D. P., advocat au Parlement* (Paris, 1621, in-8° de 16 pp.) — *La Réduction de Clérac, avec les paroles qui ont esté tenues par ceux de Clérac qui ont envoyé vers le Roy pour luy remettre la place entre les mains, le quatriesme aoust 1621 au soir* (Lyon, 1621, in-8° de 8 pp.) — *La prise de la ville de Clérac rendue à la discrétion du Roy, le 4 aoust, où trois des plus séditeux ont esté pendus avec leurs Ministre, etc...* (Lyon, 1621, in-8° de 16 pp.)

C'est grâce à l'extrême obligeance d'un érudit de Tonneins, M. Emile Salavert-Pelletreau, que nous avons pu prendre connaissance de ces deux dernières plaquettes, fort rares ; pour ceci et pour maints renseignements précieux qu'il veuille bien recevoir nos sincères remerciements.

le régiment des gardes, quittant la tranchée, marcha sur la ville, enseignes déployées, au bruit des tambours, des clairons et des fifres, et occupa tous les postes d'où se retirèrent les soldats de la garnison. — Le Connétable, peu après, entra lui-même dans Clairac. Les consuls et Pierre Brune de Saint-Torse l'attendaient. Les premiers lui présentèrent les clefs de la ville, le second lui remit son épée. « Le roy, dit le Connétable, m'a chargé de vous commander de demeurer désormais dans l'obéissance, à laquelle vous luy estes naturellement obligez, sans jamais plus vous engager aux délibérations de ces Assemblées illicites, ausquelles vous vous estiez si imprudemment attachés ; que si vous retombez en la mesme faute, tenez pour tout assuré qu'il vous fera ressentir en général, les effets de son indignation. Maintenant il se contente que la peine de peu des plus coupables d'entre vous serve de terreur à plusieurs et d'exemple à tous ceux qui se précipitent à la desloyauté de ces séditeuses révoltes et quant au reste des habitans il leur redonne la liberté, la vie et les biens. »

« Ce peu des plus coupables de Clerac qui devoient servir de terreur à plusieurs, ne furent que quatre, lesquels arrêtez et mis entre les mains du grand Prévost, trois furent des le lendemain pendus, savoir : le Consul Denys avec son chaperon de consul, La Fargue le père, Procureur à la Chambre de l'Edict de Nérac et La Fargue le fils ministre ¹ pour avoir esté les flambeaux de la rébellion. Le médecin Le Poy qui avoit esté condamné aussi à estre pendu, estant demandé à sa M. par personne de qualité, il ob-

¹ Et gendre du consul Denys.

tint sa grâce, laquelle vint à propos pour luy, car il estoit au supplice la corde au col...

» Quant à la sortie des gens de guerre en laquelle il y advint un grand désastre, on en a escrit diversement. Tous s'accordent que l'infanterie de l'armée du Roy s'estoit promis de forcer Clérac et de venger la mort du marquis de Termes (tué dans l'assaut du 23). Que M. le Connétable avoit bien donné l'ordre requis dans la ville à ce qu'il n'y advint aucun désordre ; qu'on avoit advisé de faire passer le Lot à une partie desdits gens de guerre et les faire aller vers Aiguillon, sans passer au travers de l'armée et que pour ce l'on avoit fait venir trois bateaux pour les passer. Mais l'auteur de la véritable relation dit que l'effroy que les premières troupes prindrent furent la cause du désastre qui leur advint, à faute que leurs chefs ne se trouvèrent point à la teste, s'estans jettéz inconsidérément dans l'eau, pour avoir ouy une salve que les soldats du Roy avoient fait pour descharger leurs arquebuses, fort loin toutesfois de la rivière, dont nul ne pouvoit estre blessé. De quoy M. le Connestable témoigna son déplaisir y estant accouru en personne : et s'estant jetté pesle mesle dans la confusion pour l'empescher, il fit après pendre trois de ceux qui furent trouvez auteurs de ce désordre... Et l'auteur du siège de Clairac dit qu'en s'embarquant les premiers gens de guerre se poussèrent confusément dans le premier bateau avec beaucoup de presse et comme quelques soldats des gardes en eussent veu quelques uns qui s'estoient embarquez avec leurs mousquets et leurs espées, contre la grâce que le roy leur avoit faite¹, ils se jettent sur eux pour les leur arracher.

¹ La garnison, en effet, avait la vie sauve à condition d'abandonner les armes à feu.

Ceste première violence estonna ceux qui estoient désarmez, lesquels s'imaginant le péril de leur vie plus grand qu'il n'estoit s'alarmèrent de telle façon, qu'ils font pencher le vaisseau d'un costé et sont cause, dans ceste confusion que plusieurs tombent dans la rivière et se noyent jusqu'au nombre de 30 soldats. D'autres qui estoient sur le bord pour s'embarquer ne sachant pas l'occasion de ceste esmeute et se croyans en danger de mort, se jettent du batteau dans la rivière, rapide et creuse en cet endroit, et le troisième batteau surchargé de ceux qui se jettoient dedans et qui vouloient aller vers Aiguillon, se renversant noya presque tous ceux qui y estoient : le reste se voulant sauver dans le courant de l'eau par dessus ceste levée de pierre qui estoit à travers la rivière se voit bien tost ensevely dans ces gouffres. Or pour les passer on avoit mis une corde, à laquelle quelque trentaine s'estoient pris en foule mais estant coupée, ils furent tous emportez au courant de ce fleuve rapide. Depuis on en fit pendre 3 accusez d'avoir coupé la corde. En tout il s'y noya de six à sept vingts soldats : quant aux autres ils furent tous conduits jusques en lieu de seureté : la plus grand' part desquels se sont jettez dans Montauban. »

Tel fut le second siège de Clairac. Lors du premier, en 1574, les remparts étaient mauvais mais les cœurs étaient grands. En 1621, lors du second, la ville était formidablement défendue mais les cœurs se montrèrent lâches. Pourquoi ? Il y eut des traîtres parmi eux.

Le connétable de Luynes fut d'avis d'attaquer Clairac « à cause des intelligences qu'il avoit pratiquées avec les ennemys... La mefiance se glissa entre les soldats et les habitants par l'industrie de bruits que

M. le Connétable y avoit semez au commencement du siège¹. » — Ces deux phrases du Mercure nous en disent assez. Elie Benoit conclut : « Il y avoit des gens dans la ville qui n'y estoient demeurez que pour faire manquer de courage aux autres : de sorte que la ville ne résista pas aussi longtemps qu'elle l'eut pu faire si elle eust été bien servie². »

Clairac paya sa capitulation par le supplice ignominieux de trois hommes vaillants qui luttaient pour leur foi, et par la mort ridicule de plus d'une centaine de ses défenseurs. Je ne parle que pour mémoire d'une contribution de guerre qui s'éleva à cent cinquante mille livres, soit environ pour cette époque un peu plus de deux cent cinquante mille francs.

En quittant Clairac, Louis XIII se rendit à Montauban ; mais cette ville déploya un tel héroïsme qu'après trois mois de siège il fut obligé de se retirer. Il rentra alors à Paris.

Pendant ce temps, le duc de La Force parcourait la Guyenne cherchant à ranimer le courage des Réformés. Partout il y réussit : Monflanquin, Sainte-Foy, Tonneins, Clairac se ressaisirent.

Écoutons, de nouveau, le Mercure français³.

Le marquis François II de Lusignan, qui venait de trahir le parti réformé en livrant Puymirol, voulut rentrer en grâce en reprenant Clairac « où Bachelier; seneschal d'Aiguillon estoit gouverneur avec son régiment de cinq compagnies qui devoit estre de 500 hommes. Ce marquis s'estant bien informé de l'estat de la

¹ Cf. MERCURE FRANÇAIS, t. VII, p. 634 et 641.

² ELIE BENOIT, *Histoire de l'Edit de Nantes*, t. III, p. 373.

³ MERCURE FRANÇAIS, t. VIII, p. 452 et sq.

garnison, commença à pratiquer quelques bourgeois de Clairac ». Il fut aidé dans cette entreprise par la femme du premier consul, Viger. Celle-ci demanda à Bachelier « la permission d'aller mettre ordre à ses meubles, dans sa maison qui est sur les murailles de ladite ville, où elle fit faire un trou par un Huguenot, son valet, et un maçon nommé Pierre Pradier, auquel le ministre Ferran (?) et elle promirent cent escus ¹ ».

De ses terres, le marquis de Lusignan « n'eut sceu fournir au plus que 80 hommes ² mais il avait parole des capitaines Arbissan et Iquen qu'ils luy meneroient de Nérac 200 bons hommes de guerre et d'exécution quand il en feroit besoin : d'en faire venir davantage de ce costé-là, le grand nombre eust peu faire découvrir l'entreprise mais par la révolte du marquis de Monflanquin qui n'estoit qu'à six lieues de Clérac et par le moyen du marquis de La Force pouvant tirer de ce costé là tant de soldats qu'il luy seroit besoin, il se délibéra d'exécuter son dessein sur Clérac en ceste sorte.

« Il manda aux capitaines Viau, Balesta et Janin, qui estoient à Monflanquin de lui amener chacun 100 hommes d'exécution et de se rendre la nuit du 21 février à la Buscaille ³, proche Clérac où il ne feroit

¹ Plaquette rarissime intitulée le « *Juste effet du Jugement de Dieu arrivé à Clérac, ville huguenote en Guyenne à l'ouverture du Tombeau d'un père Jésuite martirisé à la trahison dernière de la ville.* Paris, 1628.

Cf. aussi « *Récit véritable de la division et tumulte arrivé de nouveau en la ville de Clairac entre les habitans et les garnisons du marquis de La Force, sur le bruit du siège qu'on y va dresser,* Paris, 1622, in-8° de 14 pp.

² MERCURE FRANÇAIS, t. VIII, p. 454 et sq.

³ Cet endroit, situé au pied du coteau à un kilomètre et demi environ, au nord-est de Clairac, était fort bien choisi car des arbres épais permettaient, sans être aperçu des sentinelles, de s'avancer vers la ville.

faute d'y faire trouver aussi les autres troupes désignées pour son entreprise sur Clérac : il mande de mesme aux capitaines Arbissan et Iquen du costé de Nérac de se rendre à Nicole »

Le gouverneur de Clairac et le conseiller Du Duc ¹ eurent vent de l'entreprise. Ce dernier écrivit au duc d'Elbeuf d'arriver. Le duc répondit qu'il était appelé ailleurs. Peu après, ils visitèrent les murailles, mais l'ouverture, à ce moment, n'étant pas encore pratiquée, ils eurent beau regarder, ils ne purent rien découvrir d'anormal.

« Si dans la ville, Bachelier et Du Duc estoient en peine de la découvrir, le marquis de Lusignan estoit autant en crainte qu'elle ne fust découverte pour deux advis qu'il receut des habitans avec lesquels il avoit intelligence. Ferrand (qui avoit plus de communication avec le masson et qui luy devoit venir rapporter qu'elle seroit l'ouverture ou le trou qui se feroit dans la muraille) ne le vint pas trouver mais luy escrivit seulement que le masson l'avoit veu ce jour là et estoit plein de trouble et d'appréhension à cause des allarmes et advis qu'il y avoit dans la garnison d'une entreprise et néanmoins qu'il lui avoit promis de faire ce qu'il pourroit ; que s'il faisoit le trou il ne luy manderait rien mais s'il ne le pouvoit faire, qu'il viendrait trouver le marquis. Un autre luy manda aussi que l'habitant qui devoit prester sa maison pour faire le trou, estoit résolu de le dire au gouverneur. — Tous ces advis furent donnez au marquis en chemin comme il alloit à l'exécution, mais ils ne le peurent destourner de son dessein, ny empescher de passer la rivière

¹ Conseiller au Parlement de Bordeaux, il venait d'arriver pour faire détruire les fortifications de Clairac.

et aller trouver les capitaines Viau, Balesta et Janin, qui estoient venus de Monflanquin avec chacun leur troupe et estoient arrivez à Buscaille au rendez-vous que leur avoit donné ledit marquis.

« Après qu'il leur eut faict entendre toutes les difficultés susdites et conté tous les hommes qu'ils avoient, ils prirent résolution d'aller toucher la muraille pour sçavoir si le trou seroit faict et marcher en cest ordre.

« D'Espans, Viau, Janin et autres jusqu'à vingt marchoient pour donner les premiers avec de bons guides. La Mote, Balesta, Paisserrat et autres jusques au mesme nombre de vingt soustenaient les premiers. Puis ledit marquis de Lusignan soustenait ceux là avec tout le gros. Les troupes des capitaines Arbissan et Iquen de Nérac ne peurent se trouver là parce qu'ils venoient d'un chemin opposite et la ville entre deux, aussi leur rendez-vous estoit près des fossez mais ils n'arrivèrent qu'après que l'on fut dedans la ville : toutefois ils eurent encores part au combat estant entrez, à cause de la résistance qui se fit aux forts.

« A l'approche des murailles, ils furent descouverts et les sentinelles tirèrent quelques mousquetades, nonobstant lesquelles on ne laissa de s'approcher toujours.

« Estant dans le fossé près de la muraille les premiers envoyèrent un soldat recognoistre le trou : de la première, ni de la deuxième fois il ne le trouva pas, d'Espans et Viau le renvoyèrent pour la troisième fois : cependant l'alarme estoit grande dans la ville, on leur jettoit des flambeaux de paille qu'ils esteignoient avec les picques ou avec les pieds et force mousquetades. A la troisième fois, le soldat leur ayant rapporté qu'il

avoit trouvé le trou, mais qu'il estoit fort petit, un peu haut de terre ; qu'il n'y pouvoit passer qu'un homme tout juste et à quatre pattes : à mesme temps d'Espans, les capitaines Viau et Janin donnèrent ensemble, puis les autres par ordre : le trou estoit si petit et si malaisé, parcequ'il estoit faict environ quarante pieds haut de terre ¹, qu'on ne pouvoit pas y entrer bien viste les uns après les autres ². Les premiers, selon l'ordre arrêté allèrent droict à la hale qui est au milieu de la ville, laquelle estoit toute barricadée et flanquée et y avoit au dedans quelques six-vingts hommes pour la déffendre. Ceux qui les attaquèrent les premiers n'estoient que neuf ; d'Espans y fut tué en jetant une barrique par terre : puis se renforçant peu à peu (comme on n'y pouvoit aller qu'à la file) la hale fut forcée, tout fit jour et céda à la violence des armes des surprénans, sans presque point de résistance que celle qui fut rendue par le capitaine Menoire duquel le nom mérite ici une honorable place : car il combattit

¹ Soit 13 mètres 20.

² La plaquette citée rapporte la chose d'une autre manière. Cette maison appartenant au premier consul et située sur la muraille servait de corps de garde. C'est là que la femme du premier consul fit faire un trou « à la faveur d'un tonneau qu'on mettoit devant, favorisée d'un sergent de la garnison, qui commandoit en cest endroit à toute une compagnie, par l'absence du Capitaine et Lieutenant. »

« Elle feist que sur le point de l'exécution ce traistre tua luy-mesme la sentinelle qui estoit posée aux murailles de la maison de ceste femme, et aussi tua une ronde, après avoir faict retirer une partie de sa compagnie, que le sieur de Bachelier avoit mis sur ladite muraille. Après que ledict sieur de Bachelier se fust retiré à un autre quartier, où il croyoit estre l'abord des ennemis pour estre le plus faible et le deffendre, ledit sergent commanda de la part dudit sieur de Bachelier de se retirer au corps de garde qui estoit dans ladite maison, pour empescher, par ce moyen de cognoistre l'abord de l'ennemy au trou de ladite muraille et ainsi, sans résistance, entrèrent les ennemys du Roy, guidez par un valet de ceste femme, qui sçavoit les adresses du Logis. Bientost les premiers coups furent entendus en la maison du corps de garde, où le sergent commandait seul, les chefs estans absens. »

percé de six mousquetades et de plus de dix coups de picques sans que son courage voulust céder à sa destinée, par les loix de laquelle il y laissa la vie. La hale ainsi prise, le marquis de Lusignan y fit son gros et ayant réduit le reste de la garnison dans les trois forts il se prépara pour les forcer. Il envoya le capitaine Arbissan à la barricade de Bachelier : le capitaine Iquen à celle de la porte de la ville commandée par l'Abartère et le capitaine Balesta et Alaigre à celle du logis de Galiné, commandé par Maleteste (qui n'y estoit pas) et n'y avoit que son Lieutenant et Enseigne. Bachelier fut attaqué le premier, qui se rendit après avoir combattu tout ce qu'il pouvoit faire, vie sauve avec tous ceux qui estoient avec lui. L'Abartère et son frère abandonnèrent leur barricade sans deffense et furent pris cachez dans une maison, leurs soldats tuez ou pris : la troisième se défendit un peu, puis capitula comme l'autre, vie sauve et tous prisonniers de guerre.

« L'abbé de Clérac qui avec le conseiller Du Duc avait fortement organisé la résistance, et le curé de Clérac, le recteur de Subrebosc et deux prestres avec 200 soldats furent arrestez prisonniers de guerre : de ces soldats ceux lesquels n'avoient rien furent eslargis et les autres arrestez pour payer rançon. Quant au nombre de ceux qui furent tuez en ceste surprise, on a escrit qu'il fut de plus de 200 entrè lesquels on trouva le Père Ervé Mauvet, jésuite âgé de 65 ans, qui fut tué d'une infinité de coups, ce qui fit juger de la passion des prétendus réformés contre ceux de cet ordre¹. »

¹ Les soldats, en effet, dans l'ardeur de la lutte, allèrent jusqu'à massacrer ce religieux. L'auteur de la plaquette, dans la pieuse intention de venger sa mémoire, ajoute « c'estoit en l'année 1622 depuis

Le lendemain, 22 février, la nouvelle de la surprise de Clairac parvient au duc d'Elbeuf et au maréchal de Thémynes qui se disposaient à assiéger Montravel. Ils eurent le tort de donner suite à leur idée car, encore d'après le Mercure, si le maréchal de Thémynes qui avait 3.000 hommes de pied et 200 chevaux fut tombé sur Clairac il l'emportait infailliblement, la ville n'ayant plus ni vivres ni munitions. Pendant ce temps, le marquis de Lusignan allait largement s'approvisionner « de bled, de vin, de lards » en s'emparant de l'abbaye et du château de Granges.

Un mois après eut lieu l'héroïque défense de Tonneins, qui tint tête à l'armée royale du 16 mars au 4 mai. Le duc de La Force défendait la ville et Clairac vint à son secours. Mais la mort du baron de Monpoullan, fils de M. de La Force, et du brave vicomte de Castets hâtèrent la reddition. — Tonneins se rendit mais avec les honneurs de la guerre, armes et bagages et mèche allumée.

Pendant ce temps, Louis XIII traversait la Loire pour recommencer la campagne de l'armée précédente. Il défit Soubise aux marais de Rié, reprit Royan et se dirigea vers l'Agenais. — Le duc de La Force, découragé, fit sa soumission, ce qui lui valut le bâton de maréchal de France, avec 200.000 écus pour le dédommager du gouvernement de Béarn qu'il possédait avant la guerre.

laquelle 5 années ont passé... Les PP. Jésuites, suscitez des cris publics, ont demandé les os de ce Père, l'on a trouvé cinq ans après ce corps entier et frais et les playes sanglantes quoy que 500 hommes sous terre, à mesme lieux fussent consommez et 100 Huguenots en poussière, qui furent enterrés à même temps. » — Notre auteur cependant, voulant envelopper ce miracle d'une sage ignorance, ajoute : « Les PP. Jésuites l'ont porté à Agen, ville catholique, résistant à la violence du peuple qui le veut voir...!!! »

Quant à Clairac, François II de Lusignan se chargea de livrer la ville. L'année précédente, étant gouverneur de Puymirol, il avait trahi avec les habitants et passé dans le camp catholique¹. Il espérait tirer bénéfice de cette trahison. On ne lui donna rien. Furieux, il reprit Clairac au parti catholique et redevint réformé; mais il avait décidément du sang de traître dans les veines. En même temps qu'il se préparait à surprendre la ville, il avait envoyé ses deux filles, sa vaisselle d'argent et ses meubles les plus précieux à La Rochelle où il devait se retirer s'il échouait dans sa tentative. Dès que le Parlement de Bordeaux fut prévenu de la prise de Clairac, aussitôt il fit arrêter tous les habitants de cette ville se trouvant dans Bordeaux et les environs. Dans le nombre, il mit la main sur les deux filles de Lusignan, qui n'avaient pas encore eu le temps de rejoindre La Rochelle. Lusignan, sollicité par son prisonnier le conseiller Du Duc, ne trouva alors rien de mieux pour recouvrer, à la fois, ses enfants et ses trésors que de vendre Clairac à la tête duquel l'Assemblée de La Rochelle venait de le placer imprudemment. On lui donnait en plus 50.000 livres, en souvenir tardif de Puymirol². Beaucoup de Clairacais ne « vouloient pas entendre à ceste reddition ains à toute force ils se vouloient deffendre et souffrir le siège. Nonobstant ledict sieur de Lusignan passa outre et envoya les articles de sa capitulation à M. le duc d'Elbeuf. » En échange, celui-ci³ lui promet :

1° Que pour la reddition de la dite place le Roy lui

¹ *Arch. d'Agen* (BB, 44).

² Cf. HAAG. — art. *Lusignan* et *MERCURE FRANÇAIS*, t. VIII, p. 469.

³ Avec l'approbation du roi et à la date du 11 mai 1622.

feroit toucher cinquante mille livres et lui donneroit le gouvernement de la ville de Clérac ;

2^o Que l'exercice de la R. P. R. seroit conservé et maintenu en la dite ville, suivant l'Edit de Nantes.

3^o Qu'on n'innoveroit rien en ce qui estoit des Privilèges et immunitéz à eux concédez autrefois.

4^o Qu'on feroit remise à la ville de la contribution de 150,000 livres exigée d'elle en 1621.

5^o Que la garnison de dedans sortiroit en armes et qu'on leur donneroit passe-port, avec promesse toutefois de ne plus porter les armes contre Sa Majesté.

6^o Que pour ce qui concernoit tant le gouvernement de ladite ville que la démolition des fortifications et murailles, le Roy s'en réserveroit le pouvoir » ¹

Ces conditions étant acceptables finirent par être acceptées.

Les consuls et les principaux habitants envoyèrent alors une supplique au roi : « Promettons à Sa Majesté nous maintenir sous son obéissance et vivre et mourir ses très humbles, très fidelles et très obeyssans sujets et serviteurs, et d'oresnavant n'avoir nulle pratique, communication, n'y intelligence avec les Rebelles, desobeyssans et ennemis de Sa Majesté.... ains employer nos vies et nos fortunes pour le bien de son service et conservation de son autorité et nous opposer de toute notre puissance à toute entreprise et faction contraire... » Faict à Clérac le 14^{me} Jour de may mil six cents vingt deux. Signé Lusignan. » Suivent les noms des consuls et des Jurats. En voici quelques uns dont les noms sont restés par-

¹ *La prise et réduction de la ville de Clairac à l'obeyssance du Roy par Mgr le duc d'Elbauf avec les articles accordés tant aux habitans qu'à M. de Lusignan, gouverneur de ladite place* (Paris 1622) in-8° de 16 p. — cf. aussi MERCURE FRANÇAIS t. VIII p. 469...

mi nous : Fauchier, La Porte, Delageué, Martin, F. Denis, Meyric, Dupouy, Feron, La Vigne-Baudon, J. Meynié, Delabat, Pilippot, Allègre, Daussinanges, A. Baudon, de Cazaux.

« Je moyse Ricoutier, pasteur de l'Eglise de Clérac et ministre du St-Evangile, Jure au nom du Dieu vivant et Eternel, Père, Fils et St-Esprit, de vivre et mourir fidelle, loyal et obeissant à Sa Majesté le Roy Louis régnant par sa grâce. Moyse Ricoutier et Faubières, pasteurs de l'Eglise de Clérac. »

Et pendant que le roi remontait la vallée de la Garonne, le duc de Vendôme, avec une partie de l'armée royale, vint inspecter Clairac et s'assurer de la réelle soumission des habitants. Il fut reçu avec respect et, avant de repartir, laissa en ville une garnison.

Le lendemain, Lusignan, les consuls et les principaux habitants allèrent en grande pompe faire acte de soumission au roi, qui passait à Agen.

CHAPITRE VI.

Clairac et la Fronde dans l'Agenais.

En 1629, Louis XIII promulgua un décret donnant l'assurance formelle que les protestants seraient maintenus en jouissance des libertés à eux accordées par les édits antérieurs, et notamment celui de Nantes : que tous les temples, cimetières qui avaient été ôtés ou démolis leur seraient rendus avec la faculté de les rétablir « si besoing et bon leur semble. »

Une période de calme et d'apaisement succède aux luttes soutenues depuis plus d'un demi siècle. Les protestants déposent les armes. Toute l'ardeur déployée à défendre leur foi, ils la mettent à relever leurs temples, à réorganiser leur culte. Ce mouvement général fut peut-être encore plus sensible dans l'Agenais. Grâce à la fertilité de son sol et au nombre de ses habitants, notre région répara plus vite que les autres les ruines laissées par les guerres civiles. Clairac, bien plus important qu'aujourd'hui, se ressaisit : le calme renaît, l'agriculture, le commerce, l'industrie prennent un nouvel essor. La ville voit se rouvrir ses « fabriques de soie, ses tanneries, ses distilleries : une battellerie très active s'établit entre Toulouse, Villeneuve, Bordeaux : une quantité de tisserands, fourbisseurs, brassiers... marchands de blé, de vin et de prunes donnent au commerce une

nouvelle impulsion. Ils entrent en relations d'affaires avec Marseille et Montpellier et, par Bordeaux, avec l'Angleterre et la Hollande¹. »

Cette prospérité cependant fut loin de ralentir le zèle religieux, nous n'en voulons pour preuve qu'une ordonnance de la Jurade infligeant 16 sous d'amende, au profit des pauvres de l'hôpital, à Moïse Dulac pour avoir travaillé le dimanche².

Il en fut ainsi jusqu'en 1649. La guerre qui, pendant si longtemps, avait désolé le pays, refit alors son apparition.

En mai 1648, l'exagération toujours croissante des impôts et de fâcheuses mesures financières avaient amené, malgré le conseil du roi, l'union du Parlement de Paris, de la Cour des Aides et de la Chambre des Comptes. Mazarin, premier ministre de la régente, Anne d'Autriche, fait arrêter deux des principaux membres du Parlement. Le peuple de Paris se soulève. Ce fut l'origine de la guerre civile connue sous le nom de FRONDE.

Le prince de Condé — le vainqueur de Rocroy — prend d'abord le parti de la Reine, assiège Paris, puis se joint aux Frondeurs. En même temps des troubles agitent la Normandie, la Bourgogne et la Guyenne. On comprendra pourquoi, en lisant les cahiers de Doléances du Tiers-Etat du pays d'Agenais, rédigés en vue des Etats Généraux de 1649³.

L'énorme augmentation des tailles, les frais de logement des gens de guerre plus écrasants encore que le chiffre des impôts, la multiplication des offices publics payés par un surcroît d'impositions, telles

¹ M^{lle} H. DE BELLECOMBE. *Les Denis* (Paris 1894), passim.

² *Arch. de Clairac* 2180 (FF. 52).

³ G. THOLIN. — *Cahiers*, etc., p. 83-85.

sont les plaintes navrantes qui remplissent les Cahiers. Ajoutons à ces misères un gouverneur intolérable, le duc d'Epéron, hautain, fastueux, rapace et vicieux. La noblesse, le clergé et le Tiers-Etat le haïssaient pareillement. Mazarin eut la faiblesse de le laisser au pouvoir. Le Parlement de Bordeaux et la province irrités se jetèrent dans la Fronde.

Dès le mois de mars 1649 deux partis sont en présence : les Epéronnistes et le Parlement appuyé par la ville de Bordeaux.

Le 1^{er} juin, d'Epéron triomphe en écrasant les Bordelais. La lutte cependant n'était pas finie. Malgré un Commissaire royal, venu avec mission de tout faire rentrer dans l'ordre, le Parlement appelle le peuple aux armes, nomme plusieurs généraux, au nombre desquels le marquis de Lusignan, qui se met en campagne. D'Epéron lève des troupes pour lui résister ¹.

Quelle fut l'attitude de Clairac et du protestantisme dans cette guerre ?

Si les adversaires de la Réforme ont raison, s'il est vrai que les Huguenots formaient un parti décidé à renverser, à la fois, et le trône et l'autel, il n'est pas douteux qu'ils n'eussent saisi cette occasion pour s'élever contre la puissance royale. Or — pour ne citer que notre région — Clairac, Tonneins, Castelmoron, Laparade et Nérac, capitale de l'Albret, se déclarèrent pour le roi. Et cependant les protestants, tout autant que les catholiques, avaient à se plaindre de la misère des temps et des exigences du duc d'Epéron. Mais Mazarin, bien au courant du véritable motif qui

¹ Cf. les études très richement documentées du D^r L. COUYBA sur la *Fronde en Agenais et ses origines*. Villeneuve-sur-Lot, 1899. t. I.

poussait les Huguenots à prendre les armes, eut la précaution, par un décret du 8 juillet 1643, de confirmer les édits assurant aux protestants leur liberté religieuse, leur égalité civile et politique. — Les Réformés n'en demandaient pas davantage. Ils croyaient qu'un être humain a le droit inviolable de penser librement, de servir et d'adorer Dieu librement. Ils luttèrent pour ce principe avec toute l'ardeur que donne la possession de la vérité. Est-ce à dire qu'ils en voulussent au roi ? Nullement, car ils le savaient la plupart du temps irresponsable ; mais l'objet de leurs rancunes, la cause de leurs révoltes c'étaient les Guises cléricaux et ambitieux, c'étaient les jésuites, confesseurs ordinaires de Sa Majesté, la harcelant pour obtenir, à coups de sabre et d'arquebuse, la conversion, la mort des Réformés, citoyens français cependant comme eux et plus qu'eux !

Clairac, avons-nous dit, s'était déclaré pour le roi. Il fournit au duc d'Epéron une compagnie de 50 hommes y compris un capitaine, un lieutenant et deux sergents. ¹

Le 8 septembre 1649, le Synode de la Basse Guyenne se tint à Clairac. Il devait s'assembler à Duras. D'Epéron, à cause des troubles, préféra la première ville. Ce synode fut présidé par le sieur d'Augeard, conseiller en la chambre de l'Edit et commissaire du Roi. Le 13, il écrivit à Mazarin que le synode avait résolu « de demeurer ferme dans l'obéissance du Roy ². »

Voici la décision du synode : « Il a esté résolu en ceste assemblée de servir le Roy et la Reine régente et

¹ *Arch. d'Agen* (BB, 59). — Cf. D^r L. COUYBA *op. cit.* p. 47-48.

² *Arch. Hist. de la Gironde* t. IV p. 407-413-418. — Cf. D^r L. COUYBA *op. cit.* p. 58.

d'exposer pour cest effect et la vie et les biens et de plus de faire prescher dans toutes les Eglises de cette religion dans la Basse-Guyenne l'obéissance due au Roy ¹. »

Moins d'une année après, le prince de Condé réussit à se faire nommer au gouvernement de la Guyenne et continue de fomenter la révolte. Les villes sont forcées de lui prêter serment d'obéissance ; il en profite pour nommer des gouverneurs de son choix dans les villes qu'il sait ne pas lui être sympathiques. C'est ainsi qu'à Clairac il expédie le marquis de Castelmoren (François de Caumont, 8^e fils du duc de La Force) avec quelques hommes d'armes ; mais le marquis eut beau raisonner et user de ménagements il ne réussit pas à gagner la ville au prince de Condé.

Pendant ce temps celui-ci, aidé de son frère le prince de Conti, entre en lutte contre le lieutenant général du Roi en Guyenne, le comte d'Harcourt. Condé est battu à Astaffort le 12 mars 1652 et, après avoir essayé inutilement de se rendre Agen favorable, il quitte la Guyenne le 24 du même mois.

Le prince de Conti, à son tour, s'enfuit d'Agen le 28 mars ; il gagna Port Ste-Marie où il coucha, mais la cavalerie du comte d'Harcourt le serrant de près, il se dirigea vers Clairac, espérant, malgré tout, pouvoir s'y retrancher. « Le Jour du vendredi saint (30 mars 1652), nous dit en effet un mémoire de l'époque ² M. le prince de Conty fut audit Clérac : pendant que ses habitans estoient au presche et ayant trouvé la porte du Colomé fermée ³ il fist le tour de la dicte ville avec

¹ *Arch. Hist. de la Gironde* t. IV p. 407-413-418. — Cf. D^r L. COUYBA *op. cit.* p. 58.

² *Arch. Nat.* K. K. 1219. — Cf. Ph. TAMIZEY, DE LARROQUE *op. cit.* p. 244.

³ Porte de Clairac ouvrant vers l'Ouest.

deux escadrons de cavallerie et ses gardes et celles du sieur Marchin et de Baltezar ¹ à qui l'on refusa l'entrée de la ville, y laissant seulement entrer le prince de Conty avec cent hommes. » Celui-ci, après avoir conféré avec le marquis de Castelmoron, recula devant les difficultés d'un assaut ou d'un siège. L'hostilité des Clairarcais grandissant il fut même obligé de se sauver par une porte particulière et se dirigea, le jour même, vers Bordeaux. Pendant ce temps, le chevalier J. Labat de Viven, au service du comte d'Harcourt, « passa la Garonne au lieu de Thouars et ayant envoyé la nuit à ses amis de Clérac, les habitants prindrent les armes et, le lendemain, bon matin, en chassèrent le sieur de Castelmoron et ses amys et y receurent le dit chevalier ². »

Aussitôt la jurade s'assemble et voici ce qu'elle délibère :

« Aujourd'huy dernier du mois de mars mil six cens cinquante deux à Clérac et dans la maison commune dudit lieu où estoient assemblés pour délibérer des affaires de la présante communauté sieurs consuls... seroict survenu Monsieur le chevalier de Viven lequel auroict représenté à l'assemblée de la part du Roy et de Monseigneur le comte d'Harcourt que sa Majesté s'estoict toujours promis que les habitants de la présente ville luy rendroient l'obéissance qu'ils luy doivent et contignuroient à luy tesmoigner leurs services en toutes occasions et qu'il avoit charge de sad. Majesté et son Altesse, quy commande ses armes, de les assurer de la bonne volonté de lad. ville. Sur quoy la Compagnie d'une commune voix après avoir témoi-

¹ Ses capitaines.

² *Arch. Nat. K. K.* 1219. — Cf. Ph. TAMIZEY, DE LARROQUE *op. cit.* p. 241.

gné de parolles aud. Sr Chevalier le déplaisir qu'ils avoient eu jusques à présent de n'avoir peu rendre à sad. Majesté tous les témoignages de leur fidélité et obéissance à son service, ils protestent néanmoins de ne s'en estre jamais despartis et en ceste occasion presente déclarent hautement qu'ils veullent vivre et mourir pour le service du Roy.... » En même temps ils envoient une députation au comte d'Harcourt pour lui « promettre de garder lad. ville pour son service soubz la garde que les habitans y font et promettent y faire et aussi lui promettre de contignuer de mettre lad. ville en estat de deffense pour résister à tous les ennemis de sad. Majesté. »

On décide aussi d'offrir au comte « du bon vin vieux de Cleyrac et autres choses qui se treuvent de rare ¹. »

Un mémoire présenté à la Cour par ce même chevalier, J. Labat de Viven, à la fin de l'année 1652², nous donne des détails sur ces incidents : « Estant entré à Cleyrac dès le mois de mars dernier et dans le temps que nos ennemis s'en estoient rendus les maîtres et avoient commencé à le fortifier, ³ le dit sieur trouva les habitants remis dans leur devoir et celui qui commandoit pour les ennemis (le marquis de Castelmoron) en fut chassé et leurs troupes maltraitées aux environs et, dès ce moment les dits habitans persistèrent dans la résolution de se conserver à l'obéissance et pour le service de Sa Majesté. Le dit

¹ *Arch. de Clairac*, 2079, E registre t. I. f° 45.

² *Arch. nat.* KK. 1219. — M. Ph. TAMIZEY DE LARROQUE dans ses *Documents inédits* etc... p. 242, assigne, par erreur, à cette pièce la date de fin 1560. Cf. *Arch. de Clairac* 2079 E. registre t. I.

³ Evidente exagération de la part du Chevalier de Viven qui avait tout intérêt à grossir les événements pour paraître digne aux yeux du roi des faveurs qu'il sollicitait à la fin de son mémoire.

sieur chevalier y demeura pour commander sous les ordres de M. le comte d'Harcourt, et mesme il a été témoingt de la très bonne intelligence des catholiques et des habitans faisant profession de la R. P. R. — Il a été absolument nécessaire de continuer les fortifications pour la seureté de ladite ville et conservation d'icelle et pareillement pour s'opposer aux partis des ennemis, entretenir sur pied trois mil hommes en douze compagnies, ce qui a esté fait aux frais et dépens de la dite ville... »

Le comte d'Harcourt se résout à faire le siège de Villeneuve-sur-Lot, qui avait embrassé la cause du prince de Condé, et Clairac devenu le centre des approvisionnements, des munitions et des vivres¹, fournit des subsides à l'armée royale. Ce sont deux ponts de bateaux sur le Lot, des cordages, des clous et des ferrures, six compagnies de gens de pied qu'elle lève et entretient ; elle se charge du traitement des malades et des blessés et donne encore des approvisionnements de vivres. Le chevalier ajoute : « Si Sa Majesté juge à propos qu'il y ait quelqu'un pour commander en la dite ville de Clérac et luy répondre de ce qui s'y passera, que ce soit ledit sieur chevalier comme la personne qui est considéré et aymé dans la dite ville et avec lequel les habitans s'accomodent. » Il demande aussi que les « douze compagnies² soient érigées en corps de régiment sous le nom de Clérac duquel le dit sieur chevalier sera maistre de camp affin qu'arrivant qu'aucun d'eux soient pris par ceux

¹ Cf. *Recueil de la Société des Sciences, Lettres et Arts d'Agen* t. IV, 2^{me} série.

² Elles furent organisées par Viven, avec un effectif de 3000 hommes, pour la sûreté des passages du Lot, la garde du pont de Marmande et l'escorte des convois (*Recueil..... d'Agen, Ibid.*)

du party contraire ils passent pour prisonniers de guerre et puissent estre eschangés comme tels. » — Il termine enfin en demandant « une pention raisonnable pour luy donner le moyen de soustenir les despences du commandement. » — Le comte d'Harcourt répondit, à la date du 11 avril 1652, à la lettre des consuls de Clairac. Il leur recommanda « d'estre fidelles au Roy et d'empescher que les troupes de M. le prince (de Conti) entrent dans la ville, les rebelles n'ayant plus aucune communication les uns d'avec les autres et que si on en voyait passer de faire sonner le toxains, faire prendre les armes aux habitans, leur courir seus et les tailler en pièces et avertir les villes voisines, commandant des places et chef des troupes ¹. »

L'inventaire des Archives de Clairac de 1744 mentionne pour la même année une « lettre de Mgr le duc de Candalle par laquelle il est prouvé évidemment de l'attachement sincère que les consuls, manans et habitans de Clairac ont au service de Sa Majesté et du zèle ardent qu'ils ont de leur fidellité ce qui l'engage de leur envoyer le régiment de marins pour la sûreté de la ville ². »

L'année suivante les consuls reçoivent une lettre de M. le chevalier de Viven leur annonçant qu'il venait d'obtenir que le roi « laisseroit la ville de Clairac sans garnison ni gouverneur Sa Majesté estant assurée des habitans d'icelle ³. »

Ce dut être une bonne nouvelle pour les Clairacais car l'entretien des garnisons était pour le pays plus

¹ *Archives de Clairac*. Inventaire de 1744 (18^e liasse, n^o 20).

² *Ibid.* » » n^o 28).

³ *Ibid.* » » n^o 65).

onéreux que les tailles ¹ ! Et la misère, à cette époque, était effrayante dans le pays. A ce sujet on lit dans les cahiers des doléances du tiers-Etat d'Agenais, rédigés en vue des Etats généraux de 1649 :

« Seul, vostre Majesté peut soullager ses sujets des grandes foulles, charges et oppressions qu'ilz ont supporté puis longues années jusques à présent et qu'ilz en ont réduict plusieurs à mendicité. »

L'expression n'est pas trop forte ; elle est pleinement justifiée par l'état des diverses communes de l'Agenais. A Duras, par exemple, impossibilité de payer les tailles. Les collecteurs ont saisi « tous les bois des batimans et découvert les maisons qui sont à présent toutes en ruines et presque inhabitées. Les consuls, responsables des paiements, sont depuis dix ans en ça constitués presque tous les ans prisonniers, jusques à y demeurer l'espace d'un an et demy ou davantage. » A Miramont, ils en sont « réduits pour payer de leur propre tout ce qui leur est possible des impositions qui leur sont envoyées, de vendre leurs meubles, voire même jusques au lits où ils couchent ². »

Rappelons que le pays venait d'être durement éprouvé par une guerre qui dura deux ans (1621 et 1622 ; ajoutons à cela la peste qui y séjourna plus de trois années (1628 à 1631) amenant, comme corollaire, la famine ; puis, en dernier lieu, les charges écrasantes qu'imposèrent les troubles de la Fronde, et ce fait monstrueux qu'en moins de 25 ans les impôts augmentèrent dans la proportion de un à dix, et nous pourrons nous faire une idée de l'état de l'Agenais à cette époque !

¹ *Archives d'Agen.* E. E, 6.

² THOLIN. — *op. cit.* p. 84 et 85.

et aussi de l'astucieuse et détestable politique de Mazarin. « S'ils cantent la canzonetta, ils pagaront » disait-il. En Agenais on n'avait guère le cœur à chanter. Pour lever les tailles il envoya alors dans la généralité de Bordeaux des régiments d'infanterie et de cavalerie qui vécurent à discrétion sur l'habitant et épuisèrent ses dernières ressources ¹. Ce fut la ruine complète du pays et de notre contrée.

Il semblait que la fidélité du parti protestant à la cause royale eut dû le protéger contre les vexations dont il était habituellement l'objet. Il n'en fut rien.

En 1654, les Réformés présentèrent au roi un cahier de doléances contenant 23 articles ². Ils commençaient ainsi : « Le député général de vos sujets faisant profession de la R. P. R., ayans charge spéciale par un député exprez de la Province de la basse Guyenne, ³ remonstre très humblement à votre Majesté qu'ayant dans leur Synode assemblé par vostre permission dans la naissance des troubles de Guyenne fait leurs protestations authentiques de vivre et mourir dans la fidélité et obeyssance qu'ils vous doivent, et tous leurs Ministres, ayans esté chargez de redoubler leurs exhortations aux peuples de demeurer fermes dans leur devoir, ils y ont aussy persisté constamment et en ont rendu des preuves signalées avec une entière satisfaction de votre Majesté, ce néanmoins contre vostre intention le Parlement de Bourdeaux. . au préjudice des Edicts de pacification, de vos Déclarations et Ar-

¹ Cf. ALPH. FEILLET. — *La misère au temps de la Fronde et Saint-Vincent-de-Paul*, Paris, 1868, p. 163.

² *Extrait du Cayer des plaintes et remonstrances faites au Roy par le député général de ses subjects de la Religion Prétendue Réformée, assisté du sieur du Thorond ministre de Ste-Foy et député des Eglises de la Province de Basse-Guyenne.* (Bibl. nat. L d 176 n° 149).

³ comprenant l'Agenais et Clairac.

rests de vostre Conseil, ont donné et donnent journellement des Arrests contre divers particuliers, avec des condamnations rigoureuses pleines d'injustice et de violence... Les suppliants implorent en toute humilité vostre royale Justice.

Voici quelques articles : « Sa Majesté est suppliée, conformément aux prescriptions de l'Edit de Nantes, d'empêcher le parlement de Bourdeaux de faire démolir plusieurs temples alors que ceux de la dite Religion en étaient en possession long-temps avant les années 1596 et 1597, qui est le temps prescrit par l'Edit de Nantes (art. 1), d'admettre « indifféramment ceux de la R. P. R. en tous offices, charges publiques avec les catholiques aux maîtrises des villes pour toutes sortes d'arts et mestiers (art. 6), d'ordonner que le consulat sera *my party* et que le premier consul sera catholique, le second de la R. P. R. et les autres charges de Consul seront données alternativement à un catholique et à un de la R. P. R. et que cela s'observera particulièrement dans Tournon, Nérac, Mucidan, Monflanquin, Cleyrac, les deux Thonnens, ¹ Leyrac, Sainte-Foy, Casteljalous, Gontaut, Beaulieu, Castillon etc... (art. 4). — Sa Majesté est encore suppliée d'empescher qu'aucun ne soit molesté, ny inquiété pour avoir embrassé la R. P. R., avec deffences de tirer en cause le Ministre qui aura reçu la protestation (art. 11). Comme aussi vostre Majesté est très humblement suppliée à cause de la passion et animosité que les Officiers du Parlement de Bourdeaux, ont tesmoigné contre ceux de la dite R. P. R., pour n'avoir pas voulu adhérer à leurs volonteZ dans les derniers mouvements de Guyenne et avoir tousjours per-

¹ Thonnens Dessus et Thonnens Dessous.

sisté dans la fidélité et obéissance qu'ils vous doivent, leur interdire la connoissance de toutes les causes où ceux de la dite R. P. R. ont intérêt, leur enjoindre d'en faire incontinent le renvoy en la Chambre de Guyenne et par exprez leur faire défences de connoistre directement ny indirectement des cas qui regardent l'exécution des Edits de pacification, et du fait de la Religion (art. 21). »

Louis XIV accorda sa pleine approbation à ces 23 articles, ce qui montre bien qu'au début de son règne il n'avait aucune haine contre les protestants. Voici sa réponse à l'article 23 : « Sa Majesté tesmoigne en toutes occasions le desir qu'elle a de conserver ceux de la R. P. R. en la jouissance des choses qu'elle leur a accordées par les Edits, s'assurant qu'ils se maintiendront en la fidélité et l'obéissance qu'ils luy doivent. »

Seul, l'article 20 demandant au roi la permission de convoquer un Synode National, reçoit une réponse évasive :

« Sa Majesté leur accordera le Synode lorsqu'elle le jugera à propos. »

On ne peut que constater ici les bienveillantes dispositions de Louis XIV à l'égard des Réformés. Pour le malheur de la France, le parti clérical veillait. Il redoubla d'efforts pour entraîner le roi à de nouvelles persécutions. Comme le côté religieux le touchait médiocrement, on usa de dénonciations au point de vue politique et, comme l'absurde a toujours quelques chances d'être adopté, le roi lui-même s'y laissa prendre.

Moins de deux ans après, la funeste déclaration de 1656 abolissait en principe l'Edit de Nantes. Les officiers de la Chambre de l'Edit de Guyenne adressèrent

alors au roi une longue requête.¹ Ils prennent très humblement la liberté de rappeler au roi que l'édit de Nantes fut donné aux Huguenots comme récompense de leur soumission et de leur fidélité au pouvoir établi dès que la question fondamentale de la liberté de conscience n'était plus en jeu ; que les déclarations de 1622, 1632, et 1652 vinrent confirmer cet édit ; et, à cette heure, alors que les protestants de Guyenne se sentent toujours dignes de la confiance de leur souverain, paraît un édit que la puissance du clergé a arraché au Roi. Les Evêques et les Magistrats en profitent pour tolérer d'inconcevables excès : « On défend aux ministres de rendre leurs charitables visites à ceux qui gémissent dans les prisons, on dispense les enfants des services deus à leurs pères et les domestiques de ceux qu'ils doivent rendre à leurs maîtres, on sépare même les femmes de cette éternelle société qui les tient attachées à leurs maris, pourvu que ces personnes voulussent changer de religion. »

Ce long placet se termine par d'humbles requêtes et la ferme assurance de la fidélité et du dévouement des Réformés au roi de France. — Peine inutile ! Le gouvernement, aveugle, devait reprendre peu à peu, les unes après les autres, les concessions précédemment faites et ne laisser aux Huguenots, luttant pour leur foi et pour la liberté religieuse, d'autre alternative qu'une faillite morale — l'abjuration — ou le renoncement à tout — l'exil —. Nos pères eurent assez de grandeur d'âme pour préférer l'exil !

¹ *Très humbles et très véritables remontrances à Sa Majesté, par ses officiers de la R. P. R. de la Chambre de l'Edit de Guyenne sur le sujet de la dernière déclaration de 1656.* — Montauban (1657) in-4° de 75 pages.

CHAPITRE VII.

L'Abbaye et la Communauté. — Le Synode de 1679.

Après avoir décrit cette longue suite de guerres dans lesquelles Clairac, la ville huguenote, fut directement intéressée, revenons un instant sur nos pas et, toujours avec le seul appui de documents faciles à contrôler, reprenons le rapide exposé des rapports de l'abbaye avec la population protestante.

Ces rapports ne furent jamais très bienveillants, même sur le terrain de la charité pratique.

Les pauvres de Clairac étaient secourus par une subvention fournie, après entente préalable, tant par la ville que par l'abbaye. Mais le seigneur abbé montrait peu de zèle dans le paiement de sa quote-part. — Déjà en 1581, les consuls de Clairac avaient écrit, sous forme de requête, une lettre au roi de Navarre « afin de contraindre le seigneur abbé au paiement de la somme de deux cents écus sols dont il est redevable annuellement pour l'entretien des pauvres dudict lieu. » Henri approuva la requête et ordonna qu'il y fut fait droit ¹. — Le seigneur dut s'exécuter ; mais, quelques années après, la mésintelligence entre les

¹ *Arch. de Clairac* : pièces perdues, analysées dans l'Inventaire des Archives de 1744 (2^e liasse nos 3 et 4.)

consuls et l'abbaye se fit jour de nouveau. En 1629 l'abbé ne paie pas sa cotisation. Les consuls réclament, et il répond « qu'il y a remédié depuis plusieurs mois ayant fait distribuer l'aumône tous les jours, sur l'heure de midi, à tous les pauvres tant en fèves qu'en pain au veu de la présente ville. » A quoi les consuls répondent « qu'ils n'ont point connaissance particulière des aumônes que led. seigneur fait ¹. »

En 1657, mourut Paul de Guarganty, seigneur abbé de Clairac. Le chapitre S^t Jean de Latran de Rome lui donna pour successeur un italien comme lui, Jacques del Campo ².

Avec ce dernier la mésintelligence existant déjà entre la communauté et l'abbaye, loin de s'apaiser ne fit que s'accroître. Jacques del Campo inaugura son installation en portant la lutte sur le terrain politique. Ne voulant pas se contenter, comme son prédécesseur, de recevoir simplement, au nom du roi, le serment de fidélité des consuls, mais désireux de prendre une part effective à leur nomination, il se mit en campagne peu avant les élections de 1657. En plus des deux premiers consuls catholiques imposés par le duc de Luynes après le siège de 1621 (les deux autres consuls étant de la religion réformée ³), il voulait faire entrer dans la jurade le plus grand nombre de catholiques possible. Mais, pour le moment, ce fut peine perdue : sur les 12 jurats, les 3 policiers et le syndict composant la municipalité, il n'y eut qu'un catholique de nommé. — Le nouveau conseil se rend alors à l'abbaye, accompagné des consuls et de plu-

¹ *Arch. de Clairac* : pièces perdues, analysées dans l'Inventaire des Archives de 1744 (2^e liasse n^{os} 3 et 4.)

² *Arch. de Clairac* 2080 (BB, 2.)

³ *Arch. de Clairac* 2087 (BB, 9.)

sieurs habitants, pour prier l'abbé ou plutôt son représentant, le nommé Chevillard, administrateur de l'abbaye, de recevoir le serment d'usage « ce que led. sieur Chevillard auroit refusé faire et pour toute réponse auroit requis copie de l'acte d'élection. » On s'adresse alors à M. Dugros que l'on prend comme juge dans l'affaire ; mais celui-ci ne veut pas se prononcer. La compagnie décide alors, pour ne porter aucun préjudice au service du roi, de prêter le serment d'usage « à M. Chaumel, prêtre et curé de la présente ville ¹. »

L'abbé, vivant en grand seigneur à Bordeaux, ne se tient pas pour battu et poursuit l'affaire devant le Parlement de Guyenne.

La Jurade, dans un acte du 24 mars 1659, affirme ses droits. Elle prétend « que les sieurs consulz sortant de charge ont droict d'elire et nommer ceux qui doivent occuper leurs places après les avoir faict agréer par la Jurade et que led. seigr n'a que de recevoir le serment desd. consulz, le tout en conséquence de la coustume de tout temps observée dans ladite ville, contract de transaction passé entre Messire Gérard Roussel, evesque d'Oloron, abbé dud. Clairac et les consulz de lad. ville le 17 juin 1551, et arrêt du parlement de Bordeaux du 14 Décembre 1557, comme aussi ont droit de nommer trois policiers pour vacquer à toute matière de police privativement aux officiers dudit seigneur ².

« De plus pretendent lesd. sieurs consulz que la dime de la paroisse de St-Brix dépendant de lad. Abbaye soit et appartienne aux pauvres qui en ont jouy

¹ *Arch. de Clairac* 2079 E. registre t. I. f° 37.

² *Arch. de Clairac*. Inventaire de 1744 (1^{re} liasse n° 1.)

longues années.... Comme aussi demandent la dime de la paroisse de St-Pierre pour le mesme subject ¹. »

Del Campo, ne pouvant obtenir gain de cause sur ce point, lutte d'un autre côté. Il voulut imposer à la ville un instituteur catholique. A cet effet, le 22 janvier 1663, il envoya à l'Intendant une requête « tendant à ce qu'il lui plaise ordonner qu'il soit imposé annuellement sur la Communauté la somme de trois cents livres pour les gages et logement d'un régent catholique. » Le 23, il adresse à la Jurade un double de la requête pour avoir son avis. Le conseil s'assemble le lendemain et délègue un consul et un jurat réformés à l'intendant pour lui « représenter la pauvreté du taillable et les grandes affaires que ceste Communauté a sur les bras tant à cause de grandes debtes ausquelles elle se trouve engagée qu'à cause de divers procès qu'elle a au grand conseil, au parlement de Bordeaux, à la Chambre de l'Edit, à la cour des Aydes pour la deffense de tous lesquels procès sont employés la plus grande part des revenus des biens. » Ils font observer ensuite que cet emploi de régent catholique est parfaitement inutile attendu qu'il n'y a que 2 ou 3 enfants catholiques qui puissent bénéficier de cet enseignement. « Néanmoins les sieurs Latuque et Descomps ² en ce qui les concerne, ne s'opposent au paiement de ce qu'il faudra pour le dict régent catholique et au regard de ceux de la R. P. R. il sera représenté à mondit seigneur l'Intendant qu'ilz ne peuvent estre obligés à payer leur part des gages du dit régent.... conformément aux édits de Nantes et la réponse faicte par sa Majesté au Ca-

¹ Dossier sur Clairac. Bibl. du protestantisme (Paris) pièce 8.

² Les deux consuls catholiques.

ver des plaintes qui luy furent présentées (1654) par le député général d'Agenoy ¹. »

La démarche fut faite en pure perte, l'intendant s'étant prononcé en faveur du seigneur del Campo. Les consuls envoyèrent alors à ce dernier une assignation devant la chambre de l'édit de Guyenne. L'abbé en appelle au Parlement de Bordeaux, escomptant bien la rancune que celui-ci avait dû conserver contre la ville de Clairac, leur ennemie durant les troubles de la Fronde. Le Parlement, en effet, s'empessa de faire casser l'exploit d'assignation. Les consuls de Clairac écrivirent alors au sieur de Galinières, avocat, député des Eglises auprès du Parlement de Paris ². Celui-ci prit l'affaire en main et, après une interminable procédure, échoua lamentablement. Les Clairacais furent doté d'un régent catholique. Bien entendu, ils furent obligés de payer, l'abbé del Campo se souciant fort peu de délier les cordons de sa bourse ; lorsqu'il l'ouvrait pour les Clairacais c'était non afin de donner mais de recevoir. En effet, loin d'abandonner sa puissance temporelle ou quelque'un de ses privilèges, il cherchait au contraire à les étendre de plus en plus ; c'est ce qui lui suscita en 1666 un nouveau procès avec les Clairacais. Cause : les rentes annuelles. Celles-ci augmentaient sans cesse, bien que le seigneur del Campo ne produisit aucun titre à l'appui de ses prétentions : il se contentait de répondre qu'il ne le pouvait, attendu que les archives de l'abbaye avaient été détruites ou pillées ³. Les Clairacais étaient à sa discrétion.

¹ *Arch. de Clairac*, 2090 E registre I, f^o 29 et 2080 (B. B. 2.)

² *Ibid.* . . . 2090 E registre I, f^o 28.

³ *Arch. de Clairac*. 2204 et 2205 (GG. 23 et 24). Les rentes payées par les habitants de la juridiction étaient, à ce moment, de 250 livres et, par les citadins, de 12 livres ; plus 120 pipes de blé, le péage sur le

Pendant ce temps, l'abbaye conservait toujours son droit de justice basse et moyenne. On lit, en effet, dans un acte de jurade du 3 octobre 1677 : « A esté délibéré que le seigneur abbé sera prié de faire mettre en lieux accoustumés un pillory et carcan, comme estant un droit qui appartient à la justice du seigneur abbé, pour servir à l'exécution des actes de justice contre les criminels de larcin ¹. »

En l'année 1667, Louis XIV avait promulgué un décret par lequel les villes protestantes étaient tenues d'élire un nombre égal non seulement de consuls mais de jurats catholiques et réformés. Les Clairacais s'inclinent devant cette exigence mais furent en peine pour la mettre à exécution. En 1668, la jurade, en effet, avoue son impossibilité de trouver dans toute la juridiction des catholiques susceptibles de remplir la charge non seulement de consuls mais de simples jurats ². Del Campo, cependant, de plus en plus autoritaire, ne veut rien entendre. La jurade se plaint auprès du prince de Conti. Celui-ci intervient et décide que provisoirement les consuls sortant présenteront à l'abbé une liste de huit candidats sur laquelle le dit abbé choisira les 4 consuls ³.

Quatre ans plus tard, de nouvelles difficultés se produisent. La jurade adresse alors au maréchal d'Albret, gouverneur de la Guyenne, une requête. Après

Lot, un péage sur la Garonne, à Nicole, affermé environ 200 livres, le passage 80 livres ; plus diverses propriétés, maisons et terres. L'abbé revendiquait encore le droit de pêche et en plus, comme droit seigneurial, « la queue des gros poissons qui se vendent au détail dans la ville de Clairac. » — En 1726 l'abbé reçoit annuellement du fermier de la pêche 50 livres ou deux quintaux de carpes et un quintal de poisson blanc !

¹ *Arch. de Clairac* 2084 (BB, 8.)

² *Ibid.* 2080 (BB, 2.)

³ *Ibid.* *Ibid.*

lui avoir exposé la situation « Clérac ne comptant que 24 habitans de la religion catholique, apostolique et romaine et dont la plus part ne sauroient, faute de cognoissances, estre eslus aux charges publiques...¹ », ils le supplient d'ordonner que la jurade soit désormais composée sans distinction de religion. Pour mettre fin au différend le maréchal d'Albret nomme lui-même les consuls ; mais alors c'est l'abbé del Campo qui proteste et se réclame du prince de Conti. Le maréchal lui répond en le priant de rester tranquille.

En mars 1675 nouvelles élections et nouvelles difficultés. Les consuls répondent au Seigneur del Campo que sur les 5 catholiques habitant en ville aucun ne peut-être proposé, car ils ne savent ni lire ni écrire, et, n'ayant aucune fortune, ne sont même pas portés sur le livre de la taille. Pour éviter un nouveau conflit on fit choix, non plus en ville, selon la coutume, mais dans toute la juridiction, de deux autres candidats sur les 7, les seuls en état de se présenter².

Sept ans plus tard, le catholicisme triomphait du droit par la force.

En 1682, en effet, un arrêt du Conseil d'Etat défend de nommer dans la Jurade des candidats de la R. P. R. et réduit à douze le nombre des Jurats, qui formeront avec le curé, le juge et les consuls un corps de 18 personnes. L'abbé de Clairac l'emportait.³ L'année suivante l'école protestante est fermée et le régent catholique reste seul pour enseigner les quatre rè-

¹ *Arch. de Clairac* 2080 (BB, 2.)

² *Arch. de Clairac* 2090 E. Registre I. f° 25.

³ *Arch. de Clairac*, 2081 (B B, 3). — En mourant, l'abbé del Campo fit une bonne action : il légua 3.500 livres aux pauvres de Clairac, ce qui permit de construire un second hôpital. — *Arch. de Clairac* 2209 (GG. 28.)

gles, la lecture, l'écriture et le latin aux enfants de l'une et l'autre religions ¹ ..

Ce fut surtout dès 1662 que la fureur persécutrice du clergé romain obtint du roi cette longue suite d'édits, sinistres avant-coureurs de la révocation de l'Edit de Nantes. Le cadre de cette étude ne nous permet pas d'en parler longuement. Bien des ouvrages, d'ailleurs, ont déjà traité ce sujet. Rappelons simplement une plaquette ² parue en 1666 et où se dévoilent avec une précision de plus en plus effrayante les menées cléricales : « Depuis quelques années, le Conseil a fait paroistre un si grand nombre d'arrests, que nous en avons esté comme accablés : le second suivant immédiatement le premier et le troizième ne nous donnant pas le loisir de nous consoler sur le second... Nous n'avons plus d'espérance d'estre escoutez mesme au Conseil (d'Etat). Il a fallu quelquefois à nos desputez six mois et des années entières à poursuivre une audience, pendant que les arrests que le clergé demandoit contre nous, estoient obtenus en moins de 24 heures. »

Dans les années qui suivent, les décrets se succèdent toujours plus irritants. C'est dans ces circonstances que, le 8 juillet 1672, les consuls reçoivent une lettre de Boissonnade, Juge mage et lieutenant général du sénéchal d'Agen, les informant que le Maréchal d'Albret leur communique la naissance du duc d'Anjou, second fils de France. Le roi désire qu'à cette occasion l'on allume dans la ville un feu de joie !

La Jurade se réunit : les uns murmurent, les autres prononcent des paroles amères, mais la majorité

¹ *Arch. de Clairac*, 2081 (B B, 3).

² *Relation succincte de l'Estat des Eglises Reformées de France*, 1666, in-4° de 19 pp. (BIBL. NAT. L. d. 176 n° 358).

s'incline dans l'espoir, illusoire d'ailleurs, de fléchir enfin par tant de fidélité le cœur du roi. Quelques jours après le feu fut solennellement allumé sur la place de l'abbaye. Il dut être beau car il coûta 65 livres 17 sols, soit environ une centaine de francs ¹.

Quelques années plus tard, le 6 septembre 1679, Clairac, pour la dernière fois, réunissait dans son temple le Synode des Eglises Réformées de la Basse Guyenne ². Les Eglises du Bas et du Haut Agenais, du Périgord, du Condomois ont envoyé leur pasteur. Quelques anciens les accompagnent. Le commissaire du roi est déjà arrivé pour assister aux délibérations.

Solennellement, avec une tristesse inquiète sur le visage, on prend le chemin du vieux temple qui a vu, jadis, de si belles assemblées !

La séance commence ; on fait choix d'un modérateur ; c'est le vénérable Philippot, ministre de l'Evangile à Clairac, qui, à l'unanimité, est élu. Il se lève et ouvre le Synode par une longue prière, confession des péchés, actions de grâces, cris de confiance envers l'Eternel ; et après avoir imploré la bénédiction de Dieu sur le roi, son commissaire et sur l'assemblée, il termine en disant : « O Dieu ! fais nous la grâce de nous conduire si bien qu'il y ait justement lieu de rendre à nos supérieurs un témoignage avantageux de notre fidélité ! »

La prière se termine dans le recueillement oppressé des âmes.

M. de Malevirade, commissaire du roi, prend la parole ; il rappelle qu'« il ne doit être traité d'autres

¹ *Arch. de Clairac*, 2079 E. registre I. f^{os} 16 et 18.

² *Arch. Nat.* (TT, 241).

matières que celles qui sont permises par les édicts et qui concernent particulièrement la Discipline de la R. P. R. et en outre que ne doit être admis, dans ce synode, aucun ministre des lieux où l'exercice de ladite R. P. R. a été interdit et les temples démolis par arrest du Conseil d'Etat. »

La parole de cet homme sonne comme un glas. Avec tristesse mais résolument la discussion commence ; mais que le champ en est limité ! On en est réduit à s'occuper simplement d'administration intérieure.

..... Art. 5 : « Sur ce qui a esté représenté qu'il arrive bien souvent que les ministres qui vont dans les endroits où il n'y a que peu de gens de nostre religion pour visiter les malades sont insultés par ceux de la religion catholique romaine, la compagnie a arrêté que dans de telles occasions les ministres s'accompagneront de deux anciens et en cas qu'ils soient inquiétés soit par les curés soit par d'autres, sous prétexte que les malades veulent changer de religion ou autrement, ils auront recours aux magistrats, pour demander leur protection et se porter dans les maisons des malades pour recevoir leurs déclarations. »

Grande confiance que tous n'avaient peut-être pas. Il n'y avait plus de Juges à Paris !

..... Art. 6 : « Les députés de l'Eglise de Casteljaloux ayant apporté la discipline au synode, la Compagnie en a déchargé le consistoire de la dite Eglise et en a chargé celui de Clairac, avec ordre de l'apporter au lieu où se tiendra le prochain Synode. » Ce fut à Tonneins, cinq années après, en 1684, et ce fut le dernier qui se tint en Agenais.

Le Commissaire du roi, dans son rapport au gouvernement, ne fit que de brèves observations. Dans le

titre des procès-verbaux il avait remarqué l'absence de la formule obligatoire : Religion Prétendue Réformée !

CHAPITRE VIII

La Révocation de l'Edit de Nantes

La persécution s'accroît. En cette même année 1679, la cour supprime les chambres mi-parties autrefois créées pour rendre plus impartialement la Justice. Désormais dans tous les tribunaux ne siègeront plus que des juges bons catholiques. C'est la condamnation anticipée des Réformés.

Déjà par une subtilité juridique, paraissant s'accorder avec les articles de l'Edit de Nantes, on avait supprimé tous les lieux de culte qui ne pouvaient prouver leur existence en l'année 1577 ; maintenant, au moindre prétexte, on s'efforçait de renverser les autres. Dans les temples que quelques communautés avaient réussi à conserver s'exerçait un perfide espionnage. Toutes les paroles du pasteur étaient soigneusement commentées et interprétées. Or, comme dans les paroles même les plus banales on peut toujours découvrir des allusions plus ou moins malveillantes, bien éloignées de l'esprit de celui qui les prononce, les ministres ne tardaient pas à être dénoncés sous prétexte d'avoir encouragé leurs fidèles à persister dans la vraie religion¹ ou bien pour avoir affirmé une thèse

¹ C'est là dessus que fut démolie le temple de Casteljaloux. Cf. LAGARDE *op. cit.* p. 213.

dogmatique paraissant contraire aux croyances catholiques ¹. Dénoncer, poursuivre, juger, exécuter, rien ne coûtait à ce zèle fanatique se légitimant aux yeux du plus grand nombre par la maxime fameuse des Jésuites, confesseurs du roi : « La fin justifie les moyens. » — C'est ainsi que dans notre région furent démolis, après interdiction du culte, les temples de Casteljaloux, de St-Barthélemy, de Layrac, de Monheurt, de Puch, de Galapian, de Fauillet, d'Unet, de Castelmoron, de Lafitte, de Lacépède, de Laparade, etc.. En 1683, ce fut le tour de celui de Clairac.

Écoutons Elie Benoit, l'historien de l'Edit de Nantes.

« L'Eglise de Clairac fut interdite sur le témoignage d'une servante d'hôtellerie qui n'avait pas vécu régulièrement et qui, n'ayant jamais été mariée, ne laissa pas de se présenter aux Juges en portant sur le bras un enfant qu'elle nourrissoit. Elle s'accusoit elle-même d'avoir pris la Cène dans le temple de Clairac où il étoit certain qu'elle étoit entrée quelque fois par curiosité avant la déclaration qui avoit défendu d'y souffrir les catholiques. A la confrontation elle ne put jamais reconnaître le ministre de la main de qui elle disoit qu'elle avoit reçu la communion et même elle déposa que c'étoit un ancien qui lui avoit donné la coupe. Mais une nouvelle convertie de Monflanquin appuya le témoignage de cette servante et soutint qu'elle lui avoit vu prendre la cène et sur cela l'Eglise fut interdite par le Sénéchal d'Agen ². »

Comme conséquence, les trois pasteurs de Clairac : Jacques Philippet, Pierre Brocas et Jean Loches,

¹ C'est là dessus que fut démolí le temple de St-Barthélemy. Cf. LAGARDE *op. cit.* p. 203.

² BENOIT. — *Hist. de l'Edit de Nantes* IV, 595.

lurent appelés en justice par M. de Bordes, conseiller du Roi et M. de Redon, procureur du Roi à Agen. Ils se rendent dans cette ville au commencement de février et on les y retient prisonniers. Le 24 juillet, en leur nom, on adresse une pétition à M. de Redon. Dans la première partie on cherche à démontrer que les commissaires départis par sa Majesté pour l'exécution des Edits étaient seuls compétents pour régler les affaires religieuses. Vient ensuite une longue exposition des faits qui ont motivé cette sommation : « Le décret de prise de corpz quy a esté décerné contre lesd. sieurs Philippot et Brocas est une suite du dessein qu'on a d'accabler les requérants : en effet le dict décret de prise de corpz en est une preuve convaincante, parce qu'on ne décrète pas de cette manière sur la simple déposition d'une fille subornée et produite par les sieurs curés du Temple et Seilhade, deux ecclésiastiques qui ont juré la perte des requérants et de leur religion à laquelle ils font dire qu'estant catholique elle avoit pris la cène dans le temple de Clairac depuis les deffances de sa Majesté et d'une autre fille laquelle après avoir esté corrompue pour de l'argent par ces mesmes ecclésiastiques on luy fait dire qu'elle a veu prendre la cène à celle-la : deux personnes malfamées et au témoignage desquelles il ne peut point estre adjouté foy, la première parce qu'elle allègue sa turpitude et pour estre une servante de cabaret et femme publique comme elle l'a advouée depuis lors, et reconnue telle auparavant par le Juge quy a reçu sa deposition par la proximité de leur demeure et par un enfant qu'elle allaitait sans avoir jamais esté mariée. Et l'autre pour être une libertine sans aveu et sans domicile ayant quitté la compagnie de son père pour se prostituer à toute sorte de vices et

qui est tombée lors de l'accarement ¹ dans une sy grande contradiction qu'on prouve la fausseté de sa déposition par l'impossibilité de ce qu'elle a dit et c'est sur de tels témoignages qu'on retient les requérants ² ! »

L'Eglise de Clairac resta ainsi plus de six mois privée de son temple et de ses pasteurs. Mais ces épreuves, bien loin d'arrêter le zèle religieux, ne servirent qu'à l'enflammer. Nous en trouvons la preuve dans une intéressante pièce du 31 octobre 1683 ³.

Sur l'ordre du comte de Lasserre, lieutenant du roi pour la province de Guyenne, le sénéchal d'Agen se transporta « dans la ville de Clayrac et lieux circonvoisins pour informer des attroupements et assemblées publiques faistes esdits lieux par ceux de la R. P. R. »

Le 22 octobre, accompagné d'un greffier et de six archers, il se rend à Castelmoron dont le temple avait été aussi démoli. Il apprend que de nombreuses réunions se sont tenues aux environs de la ville ; il fait appeler quelques accusés ; l'un d'eux lui répond fièrement qu'il veut prier Dieu, même aux dépens de ses biens et que le roi ne peut pas l'en empêcher !

Le lendemain, le sénéchal arrive à Fongrave. Le curé effrayé lui signale des réunions de 600 à 1,500 personnes. Le même jour, il se rend à Clairac. Le consul lui répond « n'estre de sa cognoissance qu'il ayt esté rien attenté dans l'estendue de la juridiction de Clairac par ceux de la R. P. R. n'y qu'il y ait esté faict aucune assemblée publique ».

¹ C'est-à-dire de la confrontation.

² Toute la procédure de cette affaire se trouve aux ARCH. NAT. T T, 230 (ancien carton 287).

³ ARCH. NAT., TT, 241.

Mais si les Clairacais n'osaient pas se rassembler dans la juridiction même de la ville, ils se rendaient en foule dans les lieux voisins. Un certain Jean Bourdelle, habitant de Saint-Amans, dépose auprès du sénéchal « qu'il y a environ trois semaines, un jour de dimanche, étant dans le chemin allant à St-Amans pour y entendre la messe, il vit grand nombre de personnes des environs de l'un et de l'autre sexe de ceux de la R. P. R. qui alloient au lieu de Renguebilly, paroisse de Lacépède, auquel lieu ils firent deux presches et chantèrent leurs pseumes à ce qui luy a esté dit par plusieurs personnes ». Le dimanche suivant, en se rendant à Clairac, il « avoit rencontré sur son chemin plusieurs gens de la R. P. R. attroupés en divers endroits qui disoient entre eux : « Il faut aller à Renguebilly et ne faire pas tant de bruit parce qu'on nous descouvriroit et d'ailleurs nous sommes en trop grand nombre ». On signale, en même temps, au sénéchal plusieurs réunions dans des granges. L'un des déposants affirme avoir reconnu dans l'une d'elles le nommé Lafargue, ministre, alors pasteur de Lacépède.

Telle fut la situation jusqu'au mois d'août 1685. A partir de cette date, les évènements se précipitent. Nous lisons ce qui suit dans une feuille manuscrite de l'époque intitulée : « Mémoire du malheur et de la perdition de Clairac ¹ ». « Les gens de guerre sont arrivés le 26 du mois d'août 1685, le 30 du mesme mois on monta à la maison de ville pour tenir jurade et pour voir leur croyance. M. David fit la prière « que Dieu nous fist la grâce de vivre et mourir dans la reli-

¹ Document que nous a obligeamment communiqué M. Et. Gillard, professeur à l'Ecole normale d'instituteurs de Toulouse.

gion où nous étions nés, qu'elle est la bonne religion ». Tous nos Messieurs Bourgeois, marchands et artisans et autres furent d'un même dire. suivant leur science : le même jour il y eut grande révolte ; c'est le 30, le 31 et le premier du mois de septembre jusques au 2^e jour et 3 et 4 jour jusqu'à la fin et les gens de guerre furent en grande désertion (?) ¹. Le 5^e jour de novembre l'an 1685, l'on rasa la maison de M. de Laramière jusqu'au fondement et tous les arbres du jardin furent arrachés sans en laisser aucun pour le sujet de la religion et le 8 du même mois l'on rasa le temple de Dieu, le 11^e jour du mois l'on tomba la cloche ».

Fait par moy B. CLAVERIE.

C'est en août 1685, en effet, que Louis XIV ordonna d'envoyer à Clairac deux compagnies de ses fameux « missionnaires bottés ». Les soldats seront logés chez l'habitant et leur dépense payée. Il faut renoncer à décrire les odieuses brutalités dont ces soudards se rendirent coupables. Qu'on se représente seulement jusqu'où peut aller la licence d'une soldatesque à laquelle tout était permis, pourvu qu'ils ne fissent pas mourir. « C'était le plus fort de leurs études de trouver des tourments qui fussent douloureux sans être mortels ². » C'est sous l'empire de tels arguments que le catholicisme obtint dans la juridiction de Clairac environ 500 conversions ³.

Le 7 septembre 1685, Louvois adresse à son père, le chancelier Letellier, le glorieux bulletin de la mission intérieure faite par les dragons : « J'appris par plusieurs lettres de M. de Boufflers que depuis le 15 août

¹ Furent un sujet de grande *désolation*, probablement.

² BENOIT, *op. cit.*, t. V, p. 887 et sq.

³ *Arch. de Clairac*, 2190, (G. G., 9).

jusqu'à ce jour là il s'est fait 50,000 conversions dans la généralité de Bordeaux et 20,000 dans celle de Montauban ; il assure le roy que la rapidité dont cela va est telle, qu'avant la fin de ce mois, il ne restera pas 10,000 religionnaires dans toute la généralité de Bordeaux où il y en avait 150,000 le 15^e du mois passé ¹. »

Les édits se succèdent sans relâche. Le 9 juillet 1685, c'était un arrêt du Conseil d'Etat, ordonnant que les Réformés, dans les villes où ils n'avaient plus le droit d'exercice, fussent privés de leur cimetière. Le 17 novembre, c'est un décret allouant aux dénonciateurs la moitié des biens de ceux de la R. P. R. qui sortiront du royaume. Le 22 octobre enfin, la coterie gouvernementale dirigée par M^{me} de Maintenon, une des maîtresses du roi, finit par persuader à Louis XIV. que le nombre des réformés en France était trop minime pour mériter quelque considération et que, d'ailleurs, la crainte opérerait leur entière réunion au corps de l'Eglise. Et le roi, le jour même, violant la promesse jurée, signa la révocation de l'Edit de Nantes.

Quinze jours après, le 8 novembre 1685, le temple de Clairac était démoli par ordre du roi.

Voici un second mémoire nous relatant cet épisode et les faits qui l'accompagnèrent ².

« Le 1^{er} février 1684 le temple fut fermé. Philipot, Brocas et Laroche ³ tous trois ministres du saint Evangile furent arrêtés et conduits en prison à Agen. Le 24 octobre, même année, le temple fut ouvert. M. Lagazerie y prêcha une seule fois, et il fut interdit

¹ ARCH. NAT., T. T., 257.

² BIBL. DU PROTEST. (Paris) Dossier sur Clairac, pièce 4.

³ Erreur : c'est Jean Loches qu'il faut lire.

au moment où il se préparait à donner la communion à la Noël. Le 29 octobre 1685 on commença à démolir la maison de M. Laramière qui touchait le temple. Il y avait 500 personnes. Le même jour Sauzet, de Lascombe ¹, fut arrêté et conduit en prison à Agen. Le 3 novembre même année les ministres Philipot, Brocas, Laroche et toute leur famille s'embarquèrent au pont Peyrin pour fuir ². Le 8 du même mois on commença de démolir le temple et les femmes et les filles qui voulurent s'y opposer furent emprisonnées. »

Lorsque les démolisseurs, en effet, commencèrent leur œuvre de destruction à Clairac, de fidèles huguenotes, affolées de douleur, pénétrèrent en foule dans le temple pour empêcher d'accomplir ce sacrilège. Informé du fait, Louvois écrivit le 24 novembre au cruel Boufflers : « Il eut été à désirer que M. du Saussey eut fait tirer par les dragons sur les femmes de la R. P. R. qui se sont jettées dans le temple lorsqu'on a commencé la démolition. » Il ajoute : « Sa Majesté a été surprise qu'il y ait encore une si grande quantité de huguenots dans cette ville ³. »

« Un nommé Méranger de Fernând — nous dit ensuite le Mémoire — qui travaillait à cette démolition tomba et se cassa la tête. Le 10 du même mois, on descendit la cloche et on la mit dans la chambre du Consistoire. Il était écrit autour de cette cloche : Cloche de l'Eglise réformée de Clairac. Elle était marquée par un soleil et pesait 1600 livres ⁴. En 1686, on

¹ Petit hameau à 5 kil. de Clairac.

² Le gouvernement eut la cruauté de retenir à Philipot deux de ses enfants au moment où il allait quitter la France. — Cf. *Liste des pasteurs de Clairac*.

³ *Dépôt de la guerre*, 757.

⁴ Autour du soleil, en exergue, était gravée la vieille devise : « Lux clareat. » — Louis XIV, par lettres patentes de sa main, en date du

s'empara du cimetière et on y planta une croix ¹. La même année, les jésuites firent bâtir, des matériaux du temple, l'Eglise des Capucins. Elle fut finie le 30 août 1688 et fut baptisée le 17 janvier 1689. »

A mesure que l'Etat se portait à des abus d'autorité de plus en plus criants contre les réformés, le clergé, initiateur du mouvement, ne gardait pas un repos inutile. A Clairac, le curé se souvient tout-à-coup qu'il a des « droits de prémices sur tous les fruits naissants et croissants dans la paroisse et dans ses annexes ². » Les habitants essaient alors de soutenir un procès contre le dit curé : peine inutile ! D'avance ils étaient condamnés. Le seigneur chanoine de l'abbaye, de son côté, ne laissant pas à d'autres le soin de s'occuper de ses intérêts temporels, décide qu'il vendra son vin au mois de mai et que les habitants ne seront autosés à vendre le leur qu'une fois sa provision épuisée ³.

En même temps on s'empare, sans autre forme de procès, des biens du Consistoire de Clairac. En voici l'état, dressé par l'intendant de Guyenne d'après les papiers trouvés dans la sacristie du temple et transmis au ministre pour être soumis directement au roi ⁴.

« Sommes exigibles : 8595 l. 3 s. et quelques intérêts. — Parties indécises : 551 l. Total 9,146 livres.

3 janvier 1687, fit don de cette cloche aux Jésuites d'Agen ; ceux-ci la vendirent au Chapitre de la Réole (*Arch. de Clairac* 2081 (BB. 3.) On l'appela longtemps dans le pays l'*Igounaoudo*, c'est-à-dire la Huguenote ; puis la Révolution française la fondit et la transforma en canon. Quant aux matériaux du temple ils furent donnés, en partie, à l'hôpital (*Invent. de 1774*. 8^e registre p. 1.)

¹ Cette croix fut faite avec les poutres du temple.

² *Arch. de Clairac* 2082 (BB. 4.)

³ *Ibid.*

⁴ ARCH. NAT. TT, 230.

Avis: employer ce qu'il faut pour les réparations de quelques églises de l'estendue de la juridiction de Clairac, savoir :

Pour l'église de Marsac : 482 l. -- Pour celle de Montbarbat : 451 l.

Pour celle de Sabrebosc : 217 l. — Somme totale, pour les réparations, 1150 l.

Du surplus des biens du dit Consistoire, une moitié pour partie du paiement des pensions de deux filles de l'Union chrestienne et pour le louage d'une maison pour elles où se fera l'instruction des nouvelles converties¹.

L'autre moitié, à l'ospital afin de le soutenir ; il est juste qu'ayant reçu une grande charge parce que l'on y reçoit les pauvres nouveaux convertis comme les anciens catholiques, il ait une partie des biens qui avoient été donnés soit pour le Consistoire ou pour les pauvres. »

Cette dernière demande ne fut pas accordée sans doute car nous trouvons dans les archives de la ville² une requête du syndic des pauvres à l'intendant Bazin de Besons, dans le but d'obtenir la réunion à l'hôpital des sommes dues au Consistoire, l'hôpital ayant maintenant à sa charge 100 à 120 familles pauvres, qui vivaient autrefois des aumônes faites par le Consistoire.

L'Edit du 22 octobre 1685 donnait quinze jours aux pasteurs qui voulaient s'exiler. Quant à ceux qui préféreraient l'abjuration, l'art. V de l'Edit leur offrait une

¹ Ces deux filles de l'Union chrétienne dirigèrent à Clairac deux couvents catholiques fondés pour recevoir les jeunes protestantes converties bon gré malgré: on leur donnait des demi-bourses. (*Arch. de Clairac* 2082, BB, 4).

² *Arch. de Clairac* 2209 (GG. 28). Pièce sans date mais antérieure à 1789.

pension d'un tiers plus forte que les appointements qu'ils touchaient en qualité de ministres et l'art. VI leur donnait des facilités extrêmes pour se faire recevoir avocats ou docteurs ès lois.

En regard de ces grands avantages proposés, on dressait l'horreur des persécutions. C'est ainsi que l'on défendit aux pasteurs d'emmener ceux de leurs enfants qui avaient atteint l'âge de 7 ans. On retint des familles entières et jusqu'à des petits encore au berceau! — « Perdre ses biens, c'était peu ; mais livrer ses enfants aux persécuteurs, aux ennemis de la foi protestante ! Le cœur se serre et s'indigne à la pensée d'un tel sacrifice... Grande et horrible tentation qui transformait l'hypocrisie en devoir. Ne valait-il pas mieux céder à la nécessité, feindre de se soumettre en prononçant ces trois mots « je me réunis » et fuir plus tard avec toute sa famille ? » — Non ! les ministres huguenots ne savaient pas transiger avec leur conscience ! Une cinquantaine de pasteurs seulement — sur plus de 800 — succombèrent dans un premier mouvement de stupéur et d'épouvante, mais ils revinrent presque tous à leur ancienne foi, déplorant toute leur vie, comme Pineton, un acte d'impardonnable faiblesse. Tous les autres restèrent fermes devant l'adversité... Oh ! comment ne pas être saisi de respect devant ces hommes qui ne reculèrent pas devant le plus douloureux des sacrifices pour rester fidèles à leurs convictions !

Les trois pasteurs de Clairac Pierre Brocas, Jean Loches et Jacques Philippot, sans hésiter, avaient pris le chemin de l'exil. Philippot, vénérable pasteur, eut une foi assez grande pour partir avec sa famille, en laissant en France deux enfants que l'atroce barbarie des édits royaux avait retenus pour les conver-

tir à la foi catholique, et des biens dont le revenu s'élevait à 1,100 livres ¹.

Parmi les fidèles, le sabre des dragons avait opéré d'innombrables conversions, bientôt suivies de remords et d'une amère douleur. Aussi, à peine, les missionnaires bottés s'étaient-ils éloignés que la foule courait au désert, dans les bois, dans les cavernes pour y chanter les Psaumes et entendre la parole divine. Les timides, les tièdes même, toujours si nombreux, se laissèrent entraîner aux assemblées. « En apprenant que les prétendus convertis recommençaient à célébrer leur culte, le roi, ses ministres et les jésuites en ressentirent des accès de colère qui ne respectaient plus rien. C'était de la frénésie. Peine de mort fut prononcée le 1^{er} juillet 1686 contre les pasteurs qui étaient revenus en France (pour consoler leurs frères) ; peine des galères perpétuelles contre ceux qui leur prêteraient secours, asile ou assistance quelconque ; récompense de 5,500 livres à qui prendrait ou ferait prendre un ministre ; enfin peine de mort contre ceux qui seraient surpris dans une assemblée. On se demande comment de la cour polie de Louis XIV a pu sortir cette loi qui aurait fait honte à des cannibales ². » Hélas ! lorsque les passions religieuses sont surexcitées elles conduisent fatalement à un sauvage fanatisme, mais il faut bien reconnaître que si les intendants, si la cour, si le clergé même se sont portés à de telles extrémités la faute en revient surtout à la majorité catholique qui n'eut ni le cœur ni le désir d'y porter obstacle.

Dans cet effondrement de la justice et des droits de

¹ ARCH. NAT. TT, 230.

² DE FÉLICE, *Hist. des Protestants de France* (Paris 1856), p. 423.

l'humanité, seule la voix des opprimés se fit entendre !
La Nation resta muette jusqu'au jour où, violemment
affranchie des entraves du despotisme, elle put enfin
élever la voix en faveur de la Justice et de la Liberté.

CHAPITRE IX

Le Désert

Nous arrivons à une époque, encore imprécise, de notre histoire protestante : celle qui sépare la Révocation des premières années du XVIII^e siècle. Mais plus on s'efforce de mettre en lumière cette période obscure et troublée, plus on arrive à cette conviction que partout à la fois, dans les Cévennes, dans le Dauphiné, dans la Guyenne, dans le Languedoc, il y eut des hommes d'admirable volonté, de fidèles serviteurs de Dieu risquant, à tout instant, les galères ou la mort pour apporter aux troupeaux dispersés la Parole de Dieu.

Dans la juridiction de Clairac nous relevons le nom d'un de ces prédicants, Dulong ou Dulond, cité par un nommé de Coquet, lieutenant principal d'Agen. Ce fonctionnaire ajoutait à sa charge l'espionnage des huguenots, ce qui lui procurait un double avantage : saisie des biens des inculpés, récompenses ou avancement pour un zèle aussi actif. « Il y a quelques jours, écrit-il à l'évêque d'Agen le 22 décembre 1699, « que je suis esté informé qu'un ministre nommé Dulon qu'on dit estre du Dofiné a resté l'espace de cinq ou six mois dans le village de Gabaches, paroisse de La Fite, juridiction de Clairac, caché dans la maison de Pierre Herbert, mon fermier, nouveau

convertit... Il paroist dans la procédure que led. Dulond ministre a fait durant son séjour chés mon fermier, dans le village de Gabaches et lieux circonvoisins quantité d'assemblées, on y a chanté les pseumes, on y a fait des prières et plusieurs presches, cinq ou six fois la saine cène et près de deux cens mariages. Il faust, s'il vous plaist, remarquer que ledit Dulong leur donnoit des billets, après quoy les fiancés alloient cohabiter ensemble, sans nulles scrupules, comme s'ils estoient mariés véritablement, ce qui a esté très exactement exécuté de leur part. Mais comme il estoit nécessaire de faire subsister led. ministre, il fut réglé qu'on establirait des questeurs qui aloient de maison en maison faire la levée des sommes pour sa subsistance. Led. Dulond¹ faisoit mesme des billets sur lesquels les questeurs recevoient l'argent². »

Quelques années après, Jules de Mascaron, évêque-comte d'Agen, faisait publier une « *Instruction familière pour les nouveaux réunis*, composée par feu M. Grimard, curé de Clairac³. » C'est un catéchisme avec demandes et réponses.

La terreur n'ayant produit que de piètres catholiques, on essaya de la persuasion ; mais, décidément, le terrain était trop mal préparé. L'horizon restait encore rouge de sang et les cœurs trop meurtris pour se donner sincèrement à l'Eglise romaine.

Quant au pouvoir, trois fois aveugle, il poursuivait toujours sa politique d'écrasement. Le 8 mars 1715, Louis XIV, aux portes du tombeau, signe un décret

¹ Le 7 mai 1700 il fut condamné par le Parlement de Bordeaux (*Arch. hospit. de Bordeaux*, B. 16).

² ARCH. NAT., G. 7, n° 138.

³ Agen, 1705.

par lequel « ceux qui auront refusé de recevoir les sacrements et déclaré qu'ils veulent persister ou mourir dans la R. P. R., seront passibles des peines suivantes : s'ils reviennent à la santé, ils seront condamnés à faire amende honorable et aux galères perpétuelles avec confiscation des biens.. S'ils meurent, ordonnons que le procès sera fait aux cadavres ou à leur mémoire... et qu'ils soient traînés sur la claie, jetés à la voirie et leurs biens confisqués. »

Le 14 mai 1724, Louis XV renouvela cet édit en l'aggravant encore. Les prédicants ou pasteurs étaient punis de mort « sans que ladite peine puisse à l'avenir être réputée comminatoire. » (Art. 2).

Comme toujours, ces mesures de rigueur allèrent à l'encontre du but poursuivi. Plus de huit cent mille Réformés, la fleur de l'Eglise, avaient déjà pris le chemin de l'exil, allant enrichir des patries moins barbares et plus hospitalières. Il ne restait plus en France que les faibles, les timorés ou les lâches. Un homme, un apôtre, avec ces pauvres éléments entreprit d'y reconstituer une Eglise protestante. Cet apôtre ce fut Antoine Court. Grâce à lui, quatre Synodes se tiennent successivement au Désert et l'Eglise renaît de ses ruines. Les assemblées religieuses sont convoquées, le fanatisme est combattu, la discipline rétablie, les consistoires, les anciens, les colloques, les synodes se réunissent et, malgré les échafauds et les gibets, de jeunes et héroïques prédicateurs sont instruits pour aller prêcher l'Evangile.

C'est à l'un d'eux dont le nom ne nous est malheureusement pas connu, qu'Antoine Court écrit, vers l'an 1726, ces quelques lignes :

« Je dois vous féliciter des heureux succès des travaux des six semaines. Je le fais aussi avec toute

l'effusion de cœur possible. Ils vont être le sujet d'un grand encouragement dans l'exercice d'un ministère pénible, plein de dangers, mais glorieux. Avec quelle satisfaction ne vois-je pas aussi le noble plan que vous proposez, quelle gloire pour vous si par des soins redoublés vous pouviez parvenir à remettre sur pied tant de belles Eglises qu'il y avait autrefois dans le canton... Encore les peuples qui habitent les villes et bourgs de Tonneins, Clairac, Castelmoron... s'égayeraient à la lumière de l'Evangile. » Et après avoir cité les Eglises du haut Agenais, il continue : « Quel malheur que les lumières soient presque éteintes dans tous ces lieux, quelle gloire donc pour le zélé et fidèle ministre qui y rallumerait le précieux flambeau de l'Evangile, qui y ressusciterait et enfanterait de nouveau au Seigneur tant d'Eglises où il était honoré et servi autrefois et aujourd'hui à peine se trouve-t-il quelqu'un qui fasse mémoire de son nom. Vous avez commencé, Monsieur et très honoré frère, de tenter une si noble entreprise. Vous avez besoin de beaucoup de prudence et de ménagement¹... » Et en effet, il n'était pas facile, en ce temps de troubles et de persécutions, de ramener les esprits faibles, craintifs ou indifférents au culte du vrai Dieu. Quel véritable courage, soutenu par de puissantes convictions, ne fallait-il pas avoir pour s'insurger contre l'autorité despotique d'un roi qui, au mépris du droit des gens et de la liberté de conscience, entachait son règne d'une suite de persécutions cruelles et raffinées ! Courage stupéfiant, héroïque, quand on songe que de l'année 1744 à 1752, plus de

¹ BULL. t. XXXI, p. 353. Antoine Court signe cette lettre d'un de ses pseudonymes : *Degoutrepac*.

800 personnes — et seulement dans le midi de la France — furent condamnées à *vie* pour ramer sur les galères royales : motif unique : « pour avoir été aux assemblées. »

Comment aussi ne pas rappeler le souvenir de ces admirables prisonnières de la tour de Constance dont l'une, Marie Durand, fut enfermée pendant trente-huit ans dans cette sombre prison pour avoir assisté à *une seule assemblée religieuse* ! Actes de despotisme devant lesquels on reste confondu !

La persécution avait ruiné l'Eglise de Clairac. Depuis longtemps il n'y avait plus de culte et cependant l'assimilation au catholicisme restait difficile. Dans plusieurs registres d'actes de décès du curé de St-Brice, terre de Clairac, allant des années 1708 à 1726, nous trouvons de nombreuses formules identiques à celles-ci : « Le 21 mars 1712 Jeanne Flouret m'a dénoncé la mort de Daniel Labordé laboureur âgé de 62 ans et comme il ne faisait aucun exercice de la religion catholique et qu'on ne m'a pas appelé durant la maladie je l'ai privé de sépulture ecclésiastique, en foi de quoi j'ai signé :
NEBOUT, curé »

Un parent du décédé adressait alors à « Monsieur le Juge ordinaire de Clairac » la pétition suivante : « Supplye humblement Jean Divollet, tisseran disant que Moïse Gendraut, son beau-frère est décédé ¹ et comme on n'a pas eu le temps d'appeler Monsieur le curé de St-Brice pour savoir s'il vouloit mourir dans la religion catholique, apostolique et romaine, cela fait que led. sieur curé ne prestant pas que le cadavre dud. Gendraut soit ensevely dans le simetière de l'E-

¹ On ajoute parfois : de mort subite... sans qu'à peine on l'ait vu mourir.

glise paroissiale dudit St-Brice, à cause de quoy le suppliant a recours à vostre Justice afin que ce considéré il vous plaize de vos grâces permettre au suppliant de faire ensevelir le cadavre dud. Gendraut dans un coing de son jardin où autre bien, sous les offres qu'il fait d'exécuter les ordonnances et édits de sa Majesté »

C'est ainsi que, dans la mort du moins, bon nombre d'habitants de notre région restaient fidèles au culte réformé. Mais l'absence de pasteurs favorisait grandement la tiédeur et l'indifférence. A vrai dire, le zèle ne se manifesta de nouveau qu'un peu avant le milieu du XVIII^e siècle. — De 1744 à 1749 deux ministres Gounon (dit Pradon) et Péliissier (dit Dubesset) firent de longues tournées dans l'Aunis, la Saintonge, le Périgord et l'Agenais. Malgré la courte durée de leur séjour leur œuvre ne fut pas vaine puisque le 28 février 1745 M. de Chabannes, évêque d'Agen, se rendit à Tonneins et à Clairac afin d'y prévenir des assemblées religieuses. Il fit un mandement à ce sujet le 6 mars 1745.

Mais il nous faut attendre la venue d'un autre pasteur, André Grenier de Barmont, pour constater vraiment la renaissance des Eglises de notre contrée. C'est à l'infatigable activité de ce fidèle ministre de Dieu que ces Eglises doivent aujourd'hui leur existence.

Dans le registre du consistoire ¹ contenant les « Actes originaux des colloques tenus dans l'Eglise réformée de Clairac sous la croix, en Agenois dans la haute Guyenne, depuis le quinzième du mois d'avril 1752 », nous lisons, en effet, en première page, sous forme

¹ Il a été déposé à la BIBL. DU PROTEST. FRANÇAIS (Paris).

de préliminaires : « Depuis la malheureuse et déplorable époque de la révocation de l'Edit de Nantes, en 1685, jusqu'au 7^e du mois de mars 1752, les Eglises réformées de Clairac, Laparade, Castelmoron, etc., et leurs annexes où Dieu par sa grâce a conservé plus de vingt mille protestants, ont été privées du doux privilège et de la consolation d'avoir des pasteurs et des consistoires ¹ ; pendant tout ce temps là, nous avons eu le malheur de n'avoir parmy nous aucun ordre établi, aucune forme de gouvernement ecclésiastique. Dieu, dont les compassions sont infinies, ayant malgré la violence et la persécution, pourveu de pasteurs les Eglises du Haut Quercy et autres, voisines de celles-ci, nous a fourni par ce moyen une occasion de rentrer en nous-mêmes, de déplorer notre sort et de mettre tout en œuvre pour jouir d'un si précieux avantage. C'est par suite d'un désir si juste et si louable que M. S. de L. ² l'un de nous fit un voyage dans le Haut-Quercy le mois de décembre 1751 du consentement d'un nombre des principaux de ces contrées pour solliciter justement au nom de Dieu Monsieur André Grenier de Barmont dit Dubosc, originaire du pays de Foix, alors et aujourd'hui pasteur de ce pays là d'avoir la bonté de se transporter au milieu de nous pour y établir le consistoire, y prêcher le saint évangile, etc.. Le dit pasteur touché de notre déplorable état... nous écrivit le 27 du mois de février 1752, de nous rendre dans son église pour le prendre et le conduire icy. Messieurs S. de L et J. C. furent députez pour en faire la conduite et ils arrivèrent dans ce quartier le 4 du mois de mars 1752 : le lendemain de

¹ Conseils presbytéraux d'autrefois.

² André Sageran de Lagrange.

son arrivée, le dit pasteur assembla douze personnes ayant bon témoignage et des plus zélées de ce pays : après les avoir examinées avec beaucoup de soin et leur avoir fait sentir la nécessité indispensable de dresser des consistoires il fut conclu d'un commun accord qu'on procéderait incessamment à l'élection des anciens et que pour cet effet, afin de faire les choses dans l'ordre, l'on consulterait l'église assemblée et que les anciens ne seraient élus qu'en vertu du consentement de ladite Eglise et en sa présence : ce qui a été fait. »

On établit alors 6 consistoires : Clairac, Fernant, Longueville, Laffitte, Marsac et Dimul ou Dimueil. Le 15 avril, l'Eglise s'assemble en colloque sous la présidence de Grenier de Barmont. En signe de repentance et de foi, on décide de célébrer, le 1^{er} juin, un jeûne général, (art 2). On supplie Grenier de Barmont, sur le point de rejoindre ses églises du Quercy, de revenir visiter l'Eglise en s'engageant à aller le chercher aux frais et dépens de la communauté, en gardant toutes les mesures de prudence possible.

« Rien n'étant plus scandaleux que la conduite de ces lâches protestants qui pour des considérations humaines, font célébrer leur mariage dans l'église romaine... l'assemblée ordonne qu'ils soient constamment suspendus du Saint Sacrement de la Sainte Cène (art. 6). En l'absence du pasteur les registres de Baptême et de Mariage seront tenus par deux secrétaires et soigneusement pris en double par un secrétaire général (art. 7-8)

« L'Eglise réformée de ces contrées venant pour ainsi dire de naître, vu la nécessité qu'il y a d'instruire et de fortifier le peuple pour qu'il soit en état de soutenir la persécution que l'ennemi suscite ordi-

nairement à l'église naissante n'ayant d'autre moyen pour arriver à ce but que celui de nous conduire avec toute la prudence et la circonspection imaginable... défend à tout consistoire et à chaque ancien, d'ajouter qui que ce soit à l'Eglise de son district, pendant l'absence du pasteur, sans avoir consulté tous les anciens de cet arrondissement qui seront à portée de cognoître ceux qu'on souhaitera d'admettre : s'ils ne sont pas admis d'un consentement unanime, ils le seront par la pluralité des suffrages et non autrement : tout consistoire et tout ancien qui contreviendra au présent article sera censuré par le pasteur en présence de deux anciens de l'Eglise la plus voisine (art. 9). »

On voit la forte organisation que Grenier de Barmont donnait à l'Eglise de Clairac. Ses efforts ne furent pas perdus. Nous lisons, en effet, dans une lettre des Eglises réformées de Clairac, Longueville, Lafitte, Marsac, Duras et Fernant à M. de Barmont, M[inistre] du Saint Ev[angile], en date du 20-juin 1752 :

« Monsieur et très honoré pasteur,

«..... Nous n'entreprendrons pas de vous décrire l'effet que produit dans tous les cœurs la touchante et pathétique lettre pastorale que vous avez eu la charité de nous adresser, et à toutes nos églises en général : l'expression ne saurait y atteindre. Nous vous dirons seulement que bien peu ont eu assez de fermeté pour en écouter la lecture sans en répandre des larmes en abondance : on a sangloté, on a poussé mille soupirs et fait autant de vœux pour vous et répétant sans cesse : « Le bon Dieu le conserve et le bon Dieu nous le ramène ! Puissions-nous pratiquer ce qu'il nous prescrit ! et finalement ces mêmes pa-

roles sont parties d'un chacun : « Assurez-le bien de mon respect et priez-le, au nom de Dieu, d'avoir la charité de revenir.

« C'est une chose merveilleuse que l'amendement qu'a opéré dans ces contrées le peu de séjour que vous y avez fait : et nous ne saurions assez déplorer le désordre et l'aveuglement dans lesquels nous avons vécu depuis l'affligeante et déplorable époque de la révocation de l'Edit de Nantes, non seulement par rapport aux connaissances de l'esprit, mais aussi par rapport aux dispositions du cœur. En général, nous pouvons dire que nous avons oublié l'Etre suprême ; les plus sages d'entre nous n'étaient occupés que de leurs champs, de leurs vignes, ou de leur commerce, lisant à peine, ou du moins à la hâte, quelques chapitres de l'Ecriture sainte, le dimanche matin. Contents de s'abstenir du culte de l'Eglise romaine, ils se croyaient glorieusement distingués et suffisamment autorisés à prendre la qualité de chrétiens réformés, vivant néanmoins dans l'irrégion et n'ayant, hélas ! la plupart de nous que trop souvent fléchi les genoux devant l'idole, dans certaines circonstances de notre vie.. Oh ! Seigneur, pardonne-nous !... Donne-nous la force et la volonté de dépouiller, de crucifier notre vieil homme, afin que nous puissions être revêtus du nouveau, créés selon Dieu, en justice et vraie sainteté.

« Telles sont, M[onsieur] et très honoré pasteur, les dispositions qui nous animent aujourd'hui ; comparez s'il vous plaît, notre état avec celui où nous étions précédemment et félicitez-vous d'avoir concouru, avec la grâce du Seigneur, à opérer un si précieux et si glorieux changement... Cependant, monsieur, quelque considérable que soit le bien que votre présence

a produit dans ces contrées, c'est peu de chose en comparaison de ce qu'il reste à faire... Personne ne connaît mieux que vous, M[onsieur], la nécessité pressante où nous sommes d'avoir un pasteur... Mais, M[onsieur], la divine providence vous ayant suscité pour rétablir l'ordre ecclésiastique dans ces contrées, dont il ne restait aucun vestige depuis près de 67 années ¹, vous y avez formé des Eglises, qui vous chérissent comme le restaurateur de la vertu et de la piété... Enfin nous vous demandons à Dieu et nous espérons qu'il disposera les esprits pour que vous nous soyez accordé, et qu'aussi il nous donnera la prudence et la sagesse nécessaire pour vous conserver sûrement, connaissant la disposition où nous sommes tous en général et chacun en particulier de perdre mille fois nos vies pour conserver la vôtre.

« Nous avons l'honneur d'être avec un profond respect, Monsieur, et très honoré pasteur, vos. etc. ². »

Pendant ce temps, Grenier de Barmont était loin de rester inactif. Le 6 décembre 1753, il augmente le nombre des anciens des Eglises de Dimeuil, Lafitte, Fernant et Marsac. D'une prodigieuse activité il fonde et organise du 4 septembre 1753 au 18 novembre de la même année neuf églises aux environs de Clairac ! Castelmoron, Grateloup, Saint-Gayran, Saint-Pierre, Saint-Vincent, Lacépède, Saint-Brice, Colleignes, Montbarbat, Tonneins-Dessus, Saint-Etienne de Gajousset ³.

Le 28 décembre de la même année se tint à Clairac ou plutôt aux environs un second colloque sous la présidence de Sicard, pasteur des Eglises du Haut

¹ C'est-à-dire depuis 1685.

² HUGUES : *Synodes du Désert*, t. II, p. 11-14.

³ *Registre du Consistoire de Clairac*, p. 15.

Languedoc. On y décide que le nombre des fidèles de chacune des assemblées qui se feront dans l'Eglise de Clairac ne saurait dépasser cinquante personnes afin de ne pas éveiller l'attention des catholiques ¹. On recommande avec instance de s'occuper des fidèles pauvres de la paroisse ². De plus, on fixe les honoraires du pasteur qui desservira ces Eglises à mille livres par année ³. Sicard profite de sa venue dans le pays pour rétablir les Eglises de Tonneins-Dessous, Laparade et Quitimon ⁴. L'Eglise s'organise donc définitivement.

Le 10 février 1754, nouveau colloque sous la présidence de Grenier de Barmont. De sérieuses précautions sont prises pour éviter la malveillance catholique. Les prochains colloques ne seront composés que de 18 députés outre les pasteurs. Chaque député devra présenter un acte à lui remis par son consistoire et conçu en ces termes : « Nous soussigné pasteurs (ou à défaut anciens) de l'Eglise réformée de tel endroit, assemblés en consistoire ce tant du moins mille sept cent tant, déclarons avoir élu à voix basse par la pluralité des suffrages, le sieur tel pour député du prochain colloque de ce district, priant Dieu qu'il l'éclaire de son Saint-Esprit ⁵. »

Grenier de Barmont, si précieux à ces Eglises de l'Agenais, sentit toute la nécessité de rester fidèle à ce champ de travail. Aussi, à cette même date de février 1754, écrit-il à Sicard : « On me prie de me rendre sans délai dans vos Eglises.... Mais le travail de

¹ *Registre du Consistoire de Clairac*, p. 10.

² » » » p. 11.

³ » » » p. 13.

⁴ » » » p. 13.

⁵ *Registre du Consistoire*, p. 20.

ce pays est pour le moins aussi grand que celluy du votre. Il y a présentement 18 Eglises sur pied qui renferment trente mille protestants. Elles ont à la tête 104 anciens. Les assemblées y sont sans nombre, aussi bien que les mariages ; tous petits et grands excepté cinq à six maisons sont dans le giron de l'Eglise. Les batêmes se multiplient tous les jours ce qui m'oblige à courir sans cesse. Il y a actuellement à Clairac sept archers à ce sujet, il y a plus d'un mois qu'ils n'en bougent pas du tout. Le lieutenant du procureur général et trois membres de la magistrature d'Agen viennent de partir dud. Clairac où ils sont restés une semaine pour faire des informations contre nos affaires et surtout contre les batêmes. Nous sommes en l'attente de quelque orage plus grand que celui qui gronde. Le pays serait perdu sy dans le cas présent le pasteur l'abandonnait... Que dirais-je du Montalbanais qui comprend près de trente mille protestans.. Voila donc un troupeau de près de soixante mille âmes que j'ai sur les bras... ¹ »

Devant de tels chiffres et un labeur si écrasant on reste confondu !

De Barmont, peu de temps après, prit de sévères mesures contre « les prosélites ou papistes qui embrassant la religion protestante, désireraient être anciens ou diacres de l'Eglise. Ils ne pourront être admis aux dites charges que 2 ans après leur conversion, et après une exacte recherche de leur foy et de leurs mœurs ². »

L'Eglise de Clairac prenait peu à peu une grande extension. Il fut décidé qu'elle serait libre, à l'avenir,

¹ *Registre du Consistoire*, p. 23-28.

² *Ibid.* p. 30.

de convoquer des réunions aussi populeuses qu'elle le trouverait bon pourvu qu'elle se conduisit selon sa prudence ordinaire ¹. C'est à partir de ce moment que se tinrent ces grandes assemblées dont le souvenir s'est perpétué longtemps parmi nous. Il est presque inutile de faire remarquer qu'en face de la persécution, qui désarmait fort peu, elles se tenaient non point dans la ville même mais en pleine campagne et dans des lieux cachés.

Un document de l'époque nous indique brièvement quelques unes de ces grandes assemblées du désert qui se tinrent près de Clairac :

« Aujourd'hui sezieme du mois d'avril 1754, Monsieur Grenier de Bermont M. du S. E. a commencé de prêcher au dezert dans la paroisse de Dimeuilh, terre de Clairac : il a commencé de distribuer la Sainte Cène le 16 avril 1754.

« Plus, il a prêché au Bois de l'Abbé le 21 avril 1754, dans la paroisse de Lafitte, terre de Clairac ; l'assemblée étoit d'environ vingt mille personnes, on occupait quinze cartonnats ² de terre. le 21 avril 1754.

« Plus il a prêché aux Gabachoux le 1^{er} may 1754, dans une pièce de terre appartenante à Monsieur Maleprède.

« Plus il a prêché à Saint-Vincens le 5 may 1754.

« Plus il a prêché aux Curguts, terre de Tonneins-Dessus : il y avait environ trente cinq mille personnes, le 3 juin 1754, il y avait des gens de Nérac, de Libos, Monflanquin, de Lavardac.

« Plus il a prêché au Bois de l'Abbé le 9 juin 1754.

¹ *Registre du Consistoire*, p. 38.

² Le cartonnat représente 12 ares 15 centiares, soit environ le huitième de l'hectare.

« Plus il a prêché au Bois de l'Abbé le 16 juin 1754¹. »

Le rédacteur de cette note nous semble avoir évalué trop largement le nombre des auditeurs. Il n'en reste pas moins vrai que ces assemblées durent être fort nombreuses. Par mesure de prudence elles se tenaient toujours au milieu de la nuit et jamais deux fois de suite dans le même endroit.

Des émissaires braves et dévoués allaient prévenir personnellement les anciens de chaque Eglise ; puis, la nuit venue, plusieurs des plus intrépides et des plus aguerris allaient chercher le pasteur, changeant de demeure chaque soir pour dérober sa trace ; et les fidèles, connaissant cependant le danger qui accompagnait partout ce ministre de Dieu, étaient fiers et regardaient comme un honneur de s'exposer avec lui aux peines ignominieuses qui frappaient l'hospitalité !

Puis, avec mille précautions, en déjouant à mesure les pièges des persécuteurs, des dragons, casernés à Clairac et aux alentours, on guidait le ministre de l'Evangile, le long des chemins couverts, jusqu'au lieu de l'assemblée : bois touffu ou plateau élevé d'un accès difficile.

D'après un témoin oculaire de notre région, M. Lagarde² nous donne les détails suivants sur ce culte au désert :

« Des piquets, reliés les uns aux autres par une corde, formaient une enceinte circulaire consacrée aux fidèles ; chaque piquet supportait une chandelle.

¹ BULL. t. VIII p. 377 et XXXVII p. 491. Tous les endroits désignés dans ces notes se trouvent dans un rayon de 2 à 6 kil. autour de Clairac. Aujourd'hui le Bois de l'Abbé est encore dans la paroisse de Lafitte, Dimeuilh et les Gabachoux dans celle de Clairac, St-Vincens dans celle de Lacépède et les Curguts dans celle de Tonneins.

² LAGARDE, *op. cit.*, p. 264.

La chaire était adossée à un arbre sur l'un des points de la circonférence. Chacun, à son tour, était chargé d'apporter et d'ajuster les pièces de bois qui formaient la chaire. Hors de l'enceinte et convenablement éloignés les uns des autres, étaient placés des hommes de confiance, chargés de surveiller les alentours et de signaler les dangers que pouvait courir l'assemblée. Si ces sentinelles apercevaient quelque espion, ils le saisissaient et le conduisaient dans l'enceinte où il était gardé à vue jusqu'à la fin du service.

« La lecture de la Parole de Dieu, la prière, la prédication, le chant des Psaumes, la sainte Cène, la bénédiction des mariages et la célébration des baptêmes occupaient presque toute la nuit. »

Oh ! dans ce décor sauvage ou ce cadre majestueux, sous la voûte étoilée ou sombre, dans ce calme impressionnant de la nuit, comme le cœur des fidèles devait vibrer et répondre aux accents du prédicateur ! Et ajoutons à cela le sentiment constant du danger couru, sentiment qui électrisait, galvanisait le cœur et l'âme, sentiment qui, hélas ! répondait bien à une réalité, car le 9 juin de cette année 1754, au Bois de l'Abbé, en plein culte, les dragons du roi se précipitèrent au milieu de l'assemblée et, la dispersant, arrêtèrent 44 fidèles qu'ils amenèrent prisonniers !

Le 8 avril 1754, Grenier de Barmont présida un colloque et, appréciant les bienfaits de la centralisation, il réunit les dix-huit églises en neuf paroisses¹. Ce-

¹ *Registre du Consistoire*, p. 50, voici ces 9 paroisses :

Castelmoron et Laparade — Marsac et Montbarbat. — Grateloup, St-Gayran et St-Pierre — Dimul et St-Etienne de Gajousset — Tonneins-Dessous et Tonneins-Dessus — Clairac et Fernant — Longueville, St-Brice et Colleignes — Lafitte et St-Vincens — Lacépède et Quitimon.

pendant les ennemis de la foi protestante veillaient. Vers la fin de cette même année 1754, les Réformés des environs de Clairac furent en butte à une vive persécution. Ils en furent d'autant plus éprouvés que leur cher pasteur, Grenier de Barmont, avait dû partir dès le mois de juillet. Malgré tout et pour résister à la persécution, le 8 décembre, un nouveau colloque, sous la présidence d'un ancien, se réunit. « Deux anciens de l'Eglise de Clairac et un ancien de l'Eglise de Fernant, députés par ces églises, ont donné connaissance que « les consuls dudit Clairac et des environs ont obligé les protestants de faire des fournitures aux dragons qui sont dans ce païs, tant en argent, maisons, ustensiles et autres choses et qu'ils viennent de faire arrêter par ces dragons, trois particuliers dans la vue de les engager à faire porter leurs enfants à l'Eglise romaine pour y être rebaptisés. » Le colloque engage les anciens à redoubler leurs soins et leurs exhortations auprès des fidèles afin de les maintenir dans le droit chemin.¹ »

Bien entendu, la persécution ne s'arrêtait pas là. Nous lisons, en effet, dans le journal de Paul Rabaut² : « On mande de Clairac que la nuit du 11 au 12 janvier dernier (1755), les dragons en garnison dans la dite ville et aux environs battirent la campagne et enlevèrent 17 personnes qui furent traduites en prison. Arrivés chez un nommé Bareire, métayer de M. le comte de Flamarins, ils arrêterent le dit Barreyre, âgé d'environ 60 ans et voulurent l'emmener sans lui donner le temps de s'habiller, quoiqu'il fit un froid excessif, ce qu'ils firent aussi à l'égard de plusieurs des autres

¹ *Registre du Consistoire*, p. 53.

² *Carnet B.* Cf. *BULL.* xxvii, p. 174.

prisonniers. Le fils faisant des instances pour qu'on relâchât son père, et qu'on le mit à sa place, un dragon tira un coup de fusil au fils et le tua. On eut la barbarie de ne pas permettre au père d'embrasser son fils expirant. M. le comte de Flamarins écrivit à l'officier de la troupe pour réclamer son métayer, mais l'officier ne daigna pas lire la lettre et la renvoya cachetée. M. le Comte, piqué de ce procédé, écrivit au ministre ce qui venoit de se passer. Le procureur général du parlement de Bordeaux a pris des informations là-dessus. Tous ces prisonniers ont été mis en liberté : 16 payèrent une amende et firent rebaptiser leurs enfants ; le 17^e ne fit ni l'un ni l'autre ; il fut pourtant élargi.

« On mande de Bordeaux que les 44 prisonniers qui avaient été arrêtés à l'occasion d'une assemblée tenue aux environs de Clairac, dans le mois de juin 1754, ont été mis en liberté le 27 février 1755. »

Ainsi les malheurs mêmes des protestants décidèrent quelquefois les juges à une clémence inusitée.

A cette première date du 11 au 12 janvier 1755 se rattache une longue et émouvante requête que les protestants de nos contrées adressèrent au roi. On est pénétré d'un profond respect, d'une admiration sans bornes en lisant ces lignes où nos pères, au milieu des persécutions d'une cruauté inouïe, se montrent, dans leur foi, irréductiblement fermes. En voici quelques extraits :

« Sire,

« Les sujets protestants des villes de Clairac, Tonneins, Castelmoron, Nérac et des environs, osent implorer la clémence de votre Majesté et porter aux pieds de son trône les plaintes, soumises et respec-

tueuses que leur arrache le poids des afflictions sous lesquelles ils gémissent... Les sinistres interprétations qu'on peut avoir données à leur conduite, les soupçons injurieux auxquels ils sont exposés les accablent bien plus que les sentiments de leurs maux. Daignez, Sire, écouter leurs justifications avec cette bonté qui fait l'essence de votre caractère et qui vous a fait préférer, aux titres les plus glorieux, celui de Roy bien-aimé. Les supplians habitent des contrées presque entièrement peuplées de religionnaires...» Bien qu'on admirât toujours dans le culte qu'ils rendent à leur Dieu « le bon ordre, la circonspection, la des-sence du culte divin », ils ont souffert la prison, l'exil, les amendes arbitraires qui les épuisent, « un régiment de dragons qui tuent, qui poignent les gens, qui saccagent, qui violentent le sexe et qui répandent par là l'effroi et la désolation dans le pays. Indépendamment de ces maux, le sénéchal d'Agen leur en prépare de nouveaux... Hélas ! Sire, quels doivent être les effets d'un pareil zèle ? Une longue expérience a déjà démontré qu'au milieu des plus cruelles épreuves, les religionnaires sont également inébranlables dans la fidélité qu'ils doivent à leur Dieu et à leur Roy... » Ils décrivent ensuite l'affreuse désolation du pays, « les arts négligés, le commerce interrompu, les champs incultes »... « S'il ne fallait, Sire, pour plaire à V. M. que l'affection la plus tendre, la fidélité la plus inviolable, le sacrifice entier de leurs biens et de leur vie, les religionnaires ne se trouveraient pas inférieurs aux plus favorisés de vos sujets. Leur douleur est inexprimable de ne pouvoir concilier ce qu'ils doivent à Dieu avec l'observation des édits qui leur prohibent tout exercice de leur religion... » « Les Réformés peuvent être dans l'erreur, mais

quand on le supposeroit, ils n'en seroient pas moins coupables aux yeux de Dieu s'ils négligeoient de luy rendre un culte qu'ils regardent comme essentiel et indispensable. » Et puis « des sujets infidèles à leur Dieu le seroient à son oint ; la crainte des chatiments ne les empêcheroit pas de commettre dans les ténèbres toutes sortes de crimes et d'injustices... Ils ne se sont point rendu coupables en contrevenant à des édits qu'ils ne pouvoient observer sans commettre un crime envers Dieu et tomber dans les horreurs de l'athéisme et de l'impiété ; hélas ! Sire, pourquoi faut-il que sur un article si important, l'obéissance qu'ils doivent à Dieu soit séparée de celle qu'ils doivent à V. M... ! Qu'elle daigne abatre le funeste mur de division que ses mains n'ont point élevé : leur soumission à ses volontés n'aura plus de borne. »

A côté de ces motifs spirituels « la conduite rigoureuse et inflexible du clergé par rapport aux mariages et aux baptêmes n'a pas peu contribué à faire naître les assemblées de religion... Les curés... convaincus par une triste expérience du peu d'effet de cette contrainte, refusent la bénédiction nuptiale à ceux mêmes d'entre les religionnaires qui peuvent se pretter à une si lâche dissimulation... » puis « s'éri-geant en juges souverains de la validité des mariages qu'ils avoient refusé de célébrer, ils ont affecté, en batisant les enfans qui en sont provenus, de les déclarer bâtarde et illégitimes. Cet abus de leur ministère a forcé la plupart des religionnaires à faire baptiser leurs enfans au désert pour ne pas laisser graver sur les registres publics des monumens d'infamie contre leur état et celui de leurs enfans. Ce sont là, Sire, les motifs spirituels et temporels qui ont porté les supplians à former des assemblées de

religion : bien loin qu'elles aient porté la moindre atteinte à la soumission et à la fidélité qu'ils doivent à V. M., ce devoir essentiel a toujours fait le principal objet des prédications qu'ils ont ouïes tout comme la conservation de votre sacrée personne, la prospérité de son règne, le bonheur de ses jours, ont fait l'objet de leurs plus ardentes prières. Ce glorieux témoignage ne pourroit leur être refusé par des personnes qui, étant préposées pour veiller à la tranquillité publique, sont parfaitement instruites de tout ce qui s'est passé aux assemblées de religion.

« Rassurés par leur innocence... les suppliants, Sire, ne peuvent s'empêcher d'étendre plus loin leurs humbles supplications... pénétrés de la plus vive douleur, ils vous conjurent de concilier enfin leurs devoirs envers Dieu et la personne sacrée de V. M. par quelques modifications à ses édits qui n'ont été rendus que sur des exposés peu sincères... l'équité l'exige, leur fidélité mérite cette récompense, le bien même de l'état le demande... mille troupes fugitives et désolées seroient arrêtées pour toujours près de leurs foyers; l'amour de la patrie, la beauté du climat ramèneraient ceux que le désespoir en auroit arrachés,... la marine, le commerce, l'agriculture, tous les arts fleuriroient plus que jamais,... quels établissements, quelles entreprises pourroient former des malheureux qu'un attachement invincible pour leur religion a exposés sans cesse à la perte de leurs biens et de leur liberté? Comment chercheront-ils à augmenter leur fortune s'ils ne peuvent laisser en France d'autre héritage à leurs enfants qu'un nom couvert d'opprobre et de misère?

« Les supplians, Sire, sont persuadés que si V. M. connoissoit toute l'étendue de leurs maux et le préju-

dice infini que les provinces en ressentent, elle ne tarderoit pas à y apporter les remèdes convenables. Pourquoi V. M. ne peut-elle lire dans les cœurs des religionnaires les sentimens qui les animent ? Tant d'attachement pour Dieu, tant d'amour et de fidélité pour le roy ne resteroient pas sans récompense. Quel que soit le succès de leurs vœux, ces sentimens seront la règle inviolable de leur conduite.

« Les supplians, Sire, seront prêts dans tous les temps à sacrifier leurs biens et leur vie pour le service de V. M. et ils ne cesseront jamais d'adresser au ciel les prières les plus ardentes pour la gloire et la prospérité de son règne ¹. »

Louis XV, trop occupé alors par ses maitresses, son Parc aux Cerfs et ces guerres désastreuses qui ruinèrent l'influence de notre pays, ne daigna pas même répondre. Désespérés, les protestants adressent quelques mois plus tard, le 25 mai 1755, une requête à M. le comte de Saint-Florentin, ministre d'Etat à Paris.

« Monseigneur,

« Les supplians au nombre de 450, tous habitans de la ville de Clairac ou des environs, sont obligés d'implorer de nouveau la protection de Votre Grandeur pour s'affranchir des poursuites rigoureuses que le sénéchal d'Agen exerce contre eux... » Cet officier qui a entendu « en témoins plus de 300 personnes sous prétexte de quelques assemblées de religion, vient de décerner 432 décrets de prise de corps contre autant de religionnaires. Par la même sentence, il a condamné quelques autres aux galères et des femmes

¹ C. f. BULLETIN, t. XXXI, p. 542 et sq.

a être rasées et enfermées. Les supplians effrayés d'un jugement si rigoureux ont été obligés de prendre la fuite et d'abandonner leurs femmes et leurs enfants pour se dérober aux suites d'une pareille procédure. » Ils rappellent les persécutions dont ils viennent d'être l'objet et ajoutent « on lève actuellement sur eux une somme de 21,000 livres en vertu d'un arrêt du Conseil du mois d'août dernier. Ces peines qui émanent directement de la volonté du souverain ne devraient pas leur laisser craindre que le sénéchal d'Agen cherchât à leur en infliger de nouvelles pour la même cause. Mais ce tribunal, jaloux de déployer toute sa sévérité, ferme les yeux sur celles dont il n'est pas l'auteur et semble goûter une cruelle satisfaction à les aggraver.

« Cet abus de son autorité blesse les règles de l'équité naturelle qui ne permet pas qu'on soit recherché deux fois pour le même fait : si cette considération ne pouvait retenir le sénéchal d'Agen, du moins l'intérêt général de la province et l'amour du bien public auroient dû réprimer son zèle. Les religionnaires qui sont l'objet de ses ardentcs poursuites sont tous des négociants, des artisans et des laboureurs : les uns mettent l'aisance dans la province par leur commerce et leur industrie, les autres fertilisent les terres que leurs bras cultivent : ils sont aujourd'hui dispersés et fugitifs et la province déjà épuisée d'habitans voit augmenter sa langueur et sa misère par cette nouvelle désertion. Soyez touché, Monseigneur, de la cruelle oppression où gémissent les supplians, que la justice de leur plainte vous en fasse excuser l'amertume. Daignez être leur protecteur auprès de leur souverain et obtenir un adoucissement à leur misère...¹ »

¹ *Registre du Consistoire*, p. 79-82.

Louis XV répondit enfin, mais ce fut par l'établissement à Clairac d'un subdélégué de l'intendant de Guyenne qui remplit ses fonctions de convertisseur avec un zèle vraiment digne d'une meilleure cause.

Nous avons vu que Grenier de Barmont avait dû quitter le pays dès juillet 1754. Il avait été signalé, en effet, à l'active vigilance du sénéchal d'Agen. Mais le fidèle ministre de Dieu put échapper à ses poursuites : tombé gravement malade par excès de fatigues, ayant eu, dans la suite, de sérieuses contestations avec quelques membres de l'église, il assigna à sa prodigieuse activité un nouveau champ de travail : le Bordelais, puis les Cévennes ; le sénéchal d'Agen, par contumace, l'avait condamné à mort.

Ce fut le pasteur Dugas qui, quelques mois après, vint provisoirement le remplacer. Comme Grenier de Barmont et comme tous ses successeurs, il quitta la contrée au bout d'un certain temps. Ces changements, en effet, étaient nécessaires car, dès que le pasteur, malgré toutes ses précautions et les déguisements qu'il pouvait prendre, était connu des ennemis de notre église, il ne lui restait plus qu'à s'éloigner.

Dugas, la même année, le 5 juillet 1755, tint un colloque et, continuant le système de centralisation de Grenier, il réduisit à six le nombre des paroisses ¹. Celles-ci, peu de temps après, adressèrent une lettre au synode des Hautes-Cévennes. En voici quelques passages :

¹ Les voici : Clairac, Fernant, Dimul, Marsac — Tonneins-Dessus et Saint-Etienne de Gajousset — Tonneins-Dessous, Grateloup, Fouillet et Saint-Germain — Castelmoron, Laparade et Montbarbat — Laffite, Quitimon et Lacépède — Longueville, Saint-Vincent, Colleignes et Saint-Brice — (*Reg. du Consist.* p. 85.

« Messieurs et très chers vénérables frères en
J.-C., N. S.,

« Notre état est si triste et si affligeant que nous croyons que vous n'en sauriez voir l'exposé sans en être ému de compassion : des églises établies par de simples particuliers depuis seulement environ le milieu de l'année 1751 qui n'ont joui du ministère sacré que par intervalle et en tout l'espace d'environ quinze mois à compter depuis mars 1752 jusqu'en juillet 1754, se sont démontrées jusqu'à former des assemblées de 20, 25 et 30 mille âmes et dont les registres de mariage et de baptême contiennent 597 des premiers et 190 des seconds : qui ont résisté à des secousses assez violentes de persécutions... se trouvent néanmoins à leur grand regret déstituées de pasteurs. » Ils racontent le séjour et le départ de Grenier de Barmont, dès juillet 1754, puis la démarche qu'ils firent auprès de M. Court notre représentant à Lausanne. Enfin M. Dugas arrive dans nos contrées : de suite il baptise soixante-trois enfants et peu après lorsque nous nous disposons à procurer le baptême à un grand nombre d'autres et à faire bénir une quantité de mariages dont quelques-uns attendent depuis 10 mois, nous avons la douleur de le voir partir. Se peut-il d'état plus triste !. » L'église termine en demandant instamment au Synode des Hautes-Cévennes de vouloir bien lui accorder M. Dugas¹.

Deux mois se passent ; l'église se réunit de nouveau le 13 septembre : c'est pour ouvrir une lettre qui la fixera sur la détermination de l'assemblée synodale. Le Synode répond qu'il compatit profondément aux

¹ *Registre du Consistoire* p. 89-91.

malheurs des églises de l'Agenais mais, qu'à leur grand regret, tout ce qu'ils peuvent faire c'est de leur accorder « un pasteur en prêt pour deux ans à commencer d'aujourd'hui (20 août 1755) M. François Viala. » « La conduite qu'il a toujours tenue parmi nous, ses mœurs exemplaires, sa doctrine pure, les témoignages qui lui sont rendus à tous ses égards par les églises du Haut-Languedoc où il a exercé son ministère pendant quatre ans consécutifs, tout nous assure qu'il répondra à votre attente et que ses travaux au milieu de vous y seront efficaces. »

« ROUX, CAVALIER et GABRIAC, pasteurs ¹. »

Ils le furent en effet car, trois ans plus tard, « le maire de Clairac se plaint vivement des progrès considérables que fait l'hérésie. Deux régiments de dragons ont été successivement envoyés à Clairac, mais les protestants persévèrent dans leur *obstination incroyable*. Le maire n'oublie pas de faire valoir ses services ; il termine sa mercuriale contre les protestants en demandant qu'il lui soit, à cause de son zèle, alloué une pension payable *sur les biens des fugitifs* ; péroraison digne de l'exorde ². »

A ces persécutions contre les personnes vinrent se mêler les condamnations contre les livres. En 1758, le parlement de Bordeaux, soucieux de se distinguer, fit une des plus belles exécutions qu'on eût vues depuis longtemps : en un bûcher il réunit six mille exemplaires du catéchisme d'Ostervald. Si les Conseillers eussent pris la peine de le lire, ils n'auraient sans doute pas déclaré pernicieux et séditieux un livre, simple abrégé du christianisme, écrit avec la plus

¹ *Registre du Consistoire*, p. 91.

² LAGARDE, *op. cit.* p. 269.

sage modération et où se trouvent à peine quelques lignes d'une timide controverse.

Peu de temps après, l'intendant de Guyenne adressait aux consuls de Clairac une lettre relative à des logements militaires « dont les frais doivent être seulement supportés par ceux qui n'ont pas fait baptiser leurs enfants à l'église ¹. » Cette obligation fut absolument ruineuse pour les réformés qui, malgré tout, restèrent fidèles à leur foi.

- En 1762 plusieurs membres des églises de Tonneins-Dessous, Saint-Germain, Puch, Monheurt, Grateloup et Nérac, mécontents de certaines décisions synodales prises malgré eux, firent choix d'un candidat au ministère évangélique et l'envoyèrent à Lausanne étudier la théologie. Il se nommait Dubois dit Laune. Ce pasteur entra en fonctions le 3 mai 1763, mais ses collègues refusèrent de le reconnaître. De là naquit un schisme déplorable qui dura de longues années et porta un tort immense au protestantisme dans notre région. Dubois resta pasteur indépendant jusqu'au 20 octobre 1785 ².

En accord avec la décision du synode des Hautes-Cévennes en date du 20 août 1755, le pasteur François Viala se rendit dans l'Agenais pour y desservir nos églises. Le 26 décembre il réunit le colloque et on prend la décision suivante :

« Art. 4. — Veu le travail immense dont un seul pasteur est surchargé pour la desserte de cet arrondissement et les engagements qu'ont pris M. Pierre Sicard dit Duval et François Rochette dit Dumont, de

¹ *Archives de Clairac* 2084 (BB, 6).

² *Registre du consistoire* p. 178 et sq.

desservir les églises de cette paroisse après leur consécration, il est convenu de demander l'un de ces Messieurs qui pourra venir desservir ce quartier conjointement avec le pasteur ordinaire ¹. »

Ce fut le pasteur Rochette qui fut désigné.

Quelques mois après, le 27 mars 1760, le colloque se rassemble de nouveau: art 2. « L'assemblée voulant établir les honoraires qui seront désormais alloués aux pasteurs, désirerait avoir les moyens nécessaires pour les continuer sur le pied qui a été établi cy-devant: mais n'y prévoyant presque point de possibilité pour y parvenir a prié Messieurs Viala et Rochette d'avoir égard à la pauvreté et à l'impuissance du païs et de se contenter de huit cent livres chacun par an ce que ces Messieurs ont bien voulu accepter ². »

Malgré leur situation difficile, les fidèles n'hésitèrent pas, deux ans après, à faire un réel sacrifice en faveur de leurs frères du Montalbanais en leur envoyant une somme de 1000 livres pour soulager leur misère ³.

Le pasteur Rochette, bientôt obligé de se dérober aux poursuites du sénéchal, fut remplacé par Lalande Dupuy qui, quatre ans après, eut comme collègue le pasteur Liard pendant que Viala allait faire un intérim dans le Périgord. Ils divisèrent les paroisses en deux quartiers qu'ils desservaient alternativement pendant six mois ⁴.

Cependant la dissension provoquée par le pasteur Dubois durait toujours. Au Synode de Saintonge.. et

¹ *Registre du Consistoire*, p. 161.

² *ibid.* p. 162.

³ *ibid.* p. 175.

⁴ *ibid.* p. 171 et 188.

Agenais, réuni du 18 au 21 mars 1763, le député de notre région demanda avec instance le ministère de M. Gabriac, aîné, pasteur dans les Hautes-Cévennes, « comme propre à faire cesser le schisme qui règne dans les Eglises de l'Agenais. » Gabriac partit. — Le 14 septembre de cette année, Court de Gébelin qui, après la clôture du Synode, avait entrepris un voyage dans le Midi de la France, traversa l'Agenais et trouva Gabriac qui y était arrivé depuis trois semaines ; « sans lui, dit Gébelin, ce pays serait abandonné : ainsi a-t-il beaucoup d'ouvrage ; il fait jusqu'à deux assemblées de communion dans un dimanche et quoi-que dans des maisons, il s'y rend jusqu'à 600 personnes. Il ne travaillait qu'en deça du Lot, vers Tonneins ¹... » Mais, rappelé dans les Cévennes au bout de trois mois, il quitta l'Agenais, et le Consistoire de Clairac lui écrit : « Je ne puis vous ajouter rien de plus désagréable que le mal que le sieur Dubois continue d'y faire : et malheureusement pour nous, n'avons-nous pu déterminer M. Gabriac à prolonger sa mission au milieu de nous. » Le Consistoire alors, de sa propre autorité, écrivit aux Eglises du Périgord en demandant leur appui pour faire cesser ce schisme déplorable². Rien n'y fit. L'année suivante Lalande Dupuy quitta l'Agenais et fut remplacé par le pasteur Dumas qui, avec Viala, servit les paroisses de Clairac et des environs pendant plus de trente années.

Devant l'indomptable énergie, la fidélité irréductible des réformés, le pouvoir finit par comprendre qu'on ne pouvait décidément pas espérer en venir à bout : aussi les mesures jadis prises contre eux furent mi-

¹ MSS RABAUT, III, B, p. 245.

² *Registre du Consistoire*, p. 189.

ses de moins en moins à exécution. Dès 1767, du moins dans l'Agenais, le culte se célébrait déjà dans des maisons communes, louées à cet effet. Plus de culte au désert ! Le sentiment religieux dut y perdre en intensité.....

En 1768, les consuls de Clairac adressent au procureur général du Parlement de Bordeaux un état des personnes qui sont aptes à remplir les fonctions de consuls : 29 catholiques dont 3 ecclésiastiques, 4 nobles, 4 militaires et 18 bourgeois ; en même temps ils osent proposer 45 religionnaires ! Et le procureur répond simplement, sans même s'indigner à cette proposition : « Les religionnaires ne peuvent être consuls¹. »

Voici une lettre écrite de Clairac le 25 janvier 1772, qui nous confirme dans cette assurance que, déjà un peu avant le dernier quart du XVIII^e siècle, le pouvoir, lassé de combattre le protestantisme, devint beaucoup plus réservé dans ses poursuites qui, d'ailleurs, lui coûtaient fort cher. L'auteur de la lettre c'est le subdélégué de l'intendant de Guyenne, venu à Clairac en 1755 pour réprimer l'hérésie. Il écrit avec une remarquable sérénité, comme un homme qui, depuis quel-

¹ *Arch. de Clairac*, 2085 (BB. 7).

La même année, les catholiques se sentant à l'étroit dans l'Eglise St-Pierre, construisent l'Eglise succursale de Longueville (*Arch. de Clairac* 2085 (BB, 7) ; moins de quarante ans après, la proportion se renverse, et ce sont les protestants qui, comme annexe, l'occupent depuis lors.

En cette même année 1768, le chanoine, seigneur abbé de Clairac, attire de nouveau notre attention. Il est en procès avec la jurade, par atavisme, sans doute. Cause : extrême négligence à payer sa contribution pour la nourriture des pauvres. Le parlement de Bordeaux, moins partial qu'au XVII^e siècle, condamne le chanoine à verser annuellement entre les mains du trésorier de l'hôpital la somme de 600 livres avec les arrérages depuis 29 ans ! (*Arch. de Clairac* 2085 (BB, 7).

que temps déjà, sait docilement se plier aux circonstances :

« J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 17 de ce mois, par laquelle vous me marquez que le ministre a été informé qu'il s'est tenu à Clairac plusieurs assemblées de protestants, et que Monsieur l'Intendant vous charge de me demander les noms des prédicants qui les ont provoquées.

« Les assemblées des protestants sont ici d'autant plus fréquentes qu'ils s'assemblent avec autant de sécurité que si la tolérance était déclarée : ils ont des maisons destinées pour leurs assemblées, des ministres pour leur prêcher, les marier, faire leurs baptêmes, les visiter dans leurs maladies et les exhorter à la mort, et ces ministres sont plus occupés de ces fonctions que nos prêtres.

« Il y en a deux ici à demeure depuis plusieurs années; l'un d'eux se nomme Dumas; il est marié depuis deux ans avec la demoiselle Barges de cette ville; l'autre se nomme Dumon, et il est marié avec la demoiselle Regie de Tonneins-dessus. Le premier habite dans le faubourg de Maubourguet, et le second dans le faubourg de Longueville de l'autre côté de la rivière. Dumas est plus estimé que Dumon.

BELLOC DE GAUZELLE.

« à Monsieur Duchesne¹ »

C'est ainsi que nous arrivons à l'Edit de tolérance de novembre 1787. Cet édit, obtenu grâce aux efforts de Rabaut Saint-Etienne, ne donna pas la liberté reli-

¹ *Archives de la Gironde. — Intendance. C. 52. — Pièce que nous a communiquée obligeamment M. le pasteur Victor Bordes.*

gieuse aux protestants français; il ne leur rendit ni leurs pasteurs ni leurs temples; il reconnut simplement leur existence civile; mais c'était beaucoup. En voici, d'ailleurs, un extrait. Contenant 37 articles, il débute par une introduction ¹ :

« .. Une assez longue expérience a démontré que les épreuves rigoureuses étaient insuffisantes pour les convertir (les protestants) : nous ne devons plus souffrir que nos lois les punissent inutilement du malheur de leur naissance, en les privant des droits que la nature ne cesse de réclamer en leur faveur... La religion catholique que nous avons le bonheur de professer, jouira seule, dans notre royaume, des droits et des honneurs du culte public, tandis que nos autres sujets non catholiques, privés de toute influence sur l'ordre établi dans nos Etats déclarés d'avance et à jamais incapables de faire corps dans notre royaume, soumis à la police ordinaire pour l'observation des fêtes, ne tiendront de la loi que ce que le droit naturel ne nous permet pas de leur refuser, de faire constater leur naissance, leur mariage et leur mort...

Art. I. —... Permettons à ceux de nos sujets qui professent une autre religion... d'exercer dans nos Etats leurs commerces, arts, métiers et professions sans que, sous prétexte de leur religion, ils puissent y être troublés ni inquiétés. Exceptons néanmoins des dites professions toutes les charges de judicature ayant provision de nous ou des seigneurs, les municipalités érigées en titre d'office et ayant fonctions de judicature et toutes les places qui donnent le droit d'enseignement public.

¹ Cf., l'imprimé officiel de l'époque.

Art. III. — N'entendons néanmoins que ceux qui professent une religion différente de la religion catholique, puissent se regarder comme formant dans notre royaume un corps, une communauté ou une société particulière, ni qu'ils puissent, à ce titre, former en nom collectif une demande, donner aucune procuration, prendre aucune délibération, faire aucune acquisition, ni aucun acte quelconque. »

Le 29 janvier 1788 l'édit est enregistré au parlement. Louis XVI, deux jours auparavant, avait écrit à cette assemblée ces quelques lignes qui précisent encore la portée de ce décret ¹ :

« L'Edit concernant mes sujets non catholiques se borne à donner dans mon royaume un état civil à ceux qui ne professent pas la vraie religion... c'est là son seul objet. Avant la révocation de l'édit de Nantes, les protestants avaient une existence religieuse, mon édit ne leur en donne aucune : les protestants n'y sont pas même nommés... Je me propose d'abroger les lois pénales contre les protestants que la justice et l'humanité réprouvent, mais puisque dans mon édit il n'est pas question des Protestants puisque mon intention est qu'il n'y ait qu'un culte public dans mon royaume, il faut bien qu'il reste un code pénal à cet égard. »

On sent dans cette dernière phrase la pression du clergé qui déplorait les concessions faites. En 1789, suivant toujours la même politique d'écrasement, il demanda en aveugle l'annulation de cet édit, ne voulant jamais comprendre qu'il put exister dans le monde une autre autorité que la sienne.

Mais, grâce à Dieu, la justice et la vérité ont eu le

¹ Cf. à la suite de l'imprimé officiel.

dernier mot ! Après trois siècles de persécutions, évoquant l'image sombre des exils, des cachots, des galères royales... Après trois siècles de souffrances et de luttes, mais de luttes glorieuses et de douleurs bénies, de souffrances qui trempent le caractère et élèvent l'homme à la hauteur de la mission divine qu'il doit remplir, les Huguenots de France, infimes quant au nombre mais grands par leur foi, ont triomphé. Puissent les descendants de ceux de l'Agénais et les fidèles de l'Eglise de Clairac, non oublieux du passé, pratiquer en leur cœur le culte pieux du souvenir !

APPENDICE

ESSAI D'UNE

Liste des Pasteurs de Clairac

DEPUIS LES ORIGINES JUSQU'A LA RÉVOLUTION FRANÇAISE*

1530. — **Gérard Roussel** est nommé abbé commendataire de l'abbaye de Clairac¹. Sans y faire de longs séjours, il put néanmoins y passer assez de temps pour faire connaître au vicaire général, Aymerici, son représentant à Clairac, les principes de la Réforme. Roussel fut nommé en 1542² évêque d'Oloron ; il meurt tué par un fanatique en 1555 et non en 1560³.

1555. — **Aymerici**, religieux bénédictin, vicaire général de Roussel. A la mort de ce dernier, embrasse

¹ Cf. SCHMIDT, *op. cit.*, p. 79, — *Lettres de Marguerite de Navarre* (Ed. Génin), p. 267. — *Le Musée des Protestants célèbres* (t. II, p. 1 et 89) prétend tout à fait à tort que c'est Lefèvre qui fut fait abbé de Clairac et, dans la suite, évêque d'Oloron.

² Et non en 1536 comme l'indique SCHMIDT, *op. cit.*, p. 113. — Cf. *GALLIA CHRISTIANA* (*nova* t. II, p. 941).

³ Comme le croient MM. HAAG, art. *Roussel* et la *GALLIA CHRISTIANA*, cf. *Bulletin*, t. XII, p. 344-345 et, dans cette étude, la fin du chapitre sur Roussel.

* Nous avons utilisé la liste (des origines à 1685) de M. le D^r P. Larrat donnée dans le *Bulletin*, t. XII, p. 346 en la rectifiant et en la complétant d'après de nouveaux documents : nous ajoutons, en plus, des notes explicatives sur chaque pasteur.

décidément le parti de la Réforme et en devient le propagateur dans la province d'Agenais. Il fut le premier pasteur de Clairac et entra en fonctions en 1555 (LAGARDE, *op. cit.*, p. 51-52).

1560. — **Bertrand Ricotier**. Exerça à Clairac un fidèle ministère d'environ soixante ans et mourut dans sa 95^e année, le 27 juillet 1620 (*Bulletin*, t. VI, p. 414). Il assista au colloque d'Agenais tenu à Clairac le 4 mars 1578 et à celui de Tonneins, le 5 mars 1596. Il fut suspendu pour deux mois en cette même année 1596 parce qu'il avait contrevenu aux prescriptions de la Discipline (ARCH. NAT., TT, 330). En quoi ? Nous n'avons pu éclaircir ce point. Cf. aussi ARCH. NAT., TT, 235 et 241 et *Arch. de Clairac*, 2108 (CC, 19) qui en cette année 1596, le citent comme pasteur de Clairac. Il est au synode de la Basse Guyenne tenu à Nérac le 16 septembre 1598. Il figure comme pasteur de Clairac, avec son fils Moïse, dans la liste générale des pasteurs dressée en 1603. Toujours comme ministre de Clairac, il assiste en tant que député de la Basse Guyenne, au synode national tenu à Privas, le 23 mai 1612 (ARCH. NAT., TT, 235) et se trouve sur les deux listes générales dressées en 1617 et en 1620.

1567. — **Olivier le Vilain** (*Bulletin*, t. IX, p. 294). Il se trouve sur la « Liste des pasteurs envoyés aux Eglises de France », dressée par Nicolas Colladon, pasteur à Genève, secrétaire de la Compagnie, d'après les registres de cette Compagnie (*Bulletin*, t. XLVI, p. 451). Il part en 1592 (*Arch. de Clairac*, 2108 (CC, 19).

1592. — **Moïse Ricotier** (*Bulletin*, t. XXV, p. 548). Il naquit à Clairac, fit ses études à Genève où l'on

trouve encore son nom sur le registre d'immatriculation à l'année 1584 (« Moses Ricoterius Clera-censis vasco theol. stud. » — GABEREL, *Livre du Recteur*, p. 37) et y soutint une thèse « De consubstantione ». Il assista à l'assemblée politique de tous les colloques du Haut-Agenais, tenue à Clairac le mardi 14 août 1594 (*Archives de Clairac*, 2079, E, registre I, f° 71). Il assista aussi le 1^{er} juin 1597, toujours en tant que pasteur de Clairac, au colloque du Haut-Agenais tenu à Grateloup (AYMON, *op. cit.*, t. V, p. just. 86), au synode de Basse Guyenne tenu à Miremont en 1597 (ARCH. NAT., TT, 241), fut député de Clairac au XVII^e synode national tenu à Gap du 1^{er} au 30 octobre 1603 et au XX^e synode tenu à Privas du 23 mai au 4 juillet 1612 (AYMON, *op. cit.*, t. I, p. 289, 396 et 432). Il figure enfin comme pasteur de Clairac dans les listes générales dressées en 1603, 1617, 1620 et 1626 (AYMON, *op. cit.*, t. II, p. 423).

1613. — **Fabières**. Lettre de M. Ricotier datée de Clairac et du 23 mai 1604, recommandant à la Compagnie des pasteurs de Genève « M. Fabières qui se dédie au Saint Ministère ayant parachevé heureusement ses cours à Bordeaux en ce qui concerne les études ez sciences humaines. Il est fils d'un père fort chrestien et honorable et fort riche, résolu d'employer tous ses moyens pour le rendre organe d'élite à maintenir la vraye et salutaire religion de J. C. » (*Biblioth. de Genève*, Lettres et pièces diverses, carton 5). En 1613, il est nommé pasteur à Clairac et figure comme tel dans les listes générales dressées en 1620 et 1626 (AYMON, *op. cit.*, t. II, p. 225. Cf. aussi *Arch. de Clairac*, 2111 (CC, 22).

1621. — **Lafargue** (Jean de). Il figure comme pasteur de Duras dans les listes générales dressées en 1617 et en 1620. Puis vient pasteur à Clairac et après le siège de cette ville en 1621 est condamné par Louis XIII à être pendu (BENOÎT, *op. cit.*, t. II, p. 373. — HAAG, *op. cit.*, t. VIII, p. 236. — *Mercuré français*, t. VII, p. 646).

1635. — **Costebadie** (Jean). Il naquit à Tonneins, fit ses études à Genève (« Iohannes Costebadius Thonnensis theol. candid. 4 nov. 1614. » — GABEREL, *op. cit.*, p. 81). D'abord pasteur à Lalinde (Périgord), il est député comme pasteur de Clairac au synode tenu à Montpazier en 1635 (*Arch. de Clairac*, 2114, CC, 25), puis figure comme seul pasteur de Clairac dans la liste générale de 1637 (AYMON, *op. cit.*, t. I, p. 300. — HAAG, *op. cit.*, p. just. p. 347) et avec Terson dans celle de 1660 (*Bulletin*, t. XV, p. 521). Il publia Deux sermons (Charent., 1641, in-18) et un recueil d'Epigrammata (Salm., 1655, in-4°). Cf. HAAG, *op. cit.*, t. IV, p. 70 et *Bulletin*, t. XXXV, p. 232).

1639. — **La Fite de Solon**. Nous n'avons presque aucun renseignement sur ce pasteur. Nous le trouvons néanmoins mentionné comme pasteur de Clairac dans les Archives de la ville en 1640 et 1652 (*Arch. de Clairac*, 2115, CC, 26 et 2116, CC, 27).

1655. — **Ricotier** (Jean), que nous croyons pouvoir identifier avec Jean Ricotier, de Bordeaux, élève de l'Académie de Saumur, où il soutint sous la présidence d'Amyraut une thèse : « De voluntate Dei ». Nous le trouvons pasteur de Clairac en 1655 (*Bulletin*, t. XII, p. 15), il fut ensuite nommé à Bordeaux vers 1657 et député en 1660 au synode

de Loudun (AYMON, *op. cit.*, t. II, p. 713). Il dut quitter la France en 1685 et y laisser un enfant (ARCH. NAT., TT, 230).

1657. — **Terson** (Pierre). Pasteur à Clairac en 1657 (*Arch. de Clairac*, 2080 BB, 2) et *Bulletin*, t. XXXI, p. 354. Il est cité dans la liste générale de 1660 (*Bulletin*, t. XV, p. 521) et assiste au synode de la Basse Guyenne tenu à Clairac le 2 novembre 1661. Il fut arrêté après la révocation de l'édit de Nantes et mis en prison (*Bulletin*, t. XXVIII, p. 72).

1657. — **Lafargue** (V). Pasteur à Clairac en 1657 (*Bibl. du Prot.* Dossier sur Clairac, pièce 5). C'est peut-être le petit-fils de Jean de Lafargue pendu en 1621. En 1683, il était pasteur à Lacépède (ARCH. NAT., TT, 241).

1659. — **Daneau** (*Lambert* et non Benoist). Petit-fils de Lambert Daneau, rigide calviniste et professeur remarquable de l'Académie d'Orthez. Fit ses études à Genève en 1640 : en juillet 1652, il est second pasteur de Lyon, puis va à Castres et, en 1659, vient comme pasteur à Clairac (*Bull.*, t. XII, p. 486 et 346) : il revint plus tard à Castres, en 1684 est pasteur à Pau et se réfugia en Hollande à la révocation de l'édit de Nantes (*Butl. de l'Hist. des Egl. vallones*, t. I, p. 107).

1659. — **Philippot** (Jacques). Né en 1629 à Clairac, est étudiant en théologie à Montauban où il soutient deux thèses en 1647. Il figure comme pasteur de Laffite dans la liste générale dressée en 1660 : c'est par erreur, car il venait d'être nommé à Clairac (*Bull.*, t. XXXI, p. 354). Il assiste, comme pasteur de Clairac à plusieurs synodes de la Basse Guyenne, à celui de Nérac, le 10 septembre 1671, à celui de

1674, à celui de Casteljaloux, le 5 octobre 1678, enfin à celui de Clairac, le 6 septembre 1679 dont il est nommé modérateur (ARCH. NAT., TT, 241). En 1685, il quitte la France (ARCH. NAT., TT, 287). Le *Bull. de l'Hist. des Egl. vallones* (t. I, p. 112) nous dit « Jacques Philippot, ministre de Clairac, âgé d'environ 57 ans, est à Amsterdam avec sa femme Sibille Ricottier, âgée d'environ 44 ans, avec 9 enfants, dont 2 sont encore en France ». Il est resté deux enfants dont on croit qu'il y en a un au service. Les biens qu'il a laissés sont du revenu de 1,100 livres » (ARCH. NAT., TT, 230). Il prêche à Rotterdam en 1688 (*Bull.*, t. V, p. 372) et meurt en 1705.

1665. — **Dufour**. En 1666, sur la décision du Synode tenu à Nérac le 17 sept. 1665, il impose les mains en même temps que Philippot à Pierre Brocas qui devient, dès cette date, leur collègue à Clairac.

En 1675 il partit pour l'étranger et fut remplacé par Jean Loches (Art. 52 des *Actes du Synode de Clairac* du 6 sept. 1679).

1675. — **Loches** (Jean). Naquit à Clairac en 1638. En l'an 1666 il est mentionné comme étudiant en théol. à Genève dans GABEREL, *op. cit* p. 150. Est consacré par Philippot et Testas (*Actes du Synode de Nérac* du 10 sept. 1671, art. 77). En 1675, est nommé à Clairac (*Bull.*, t. XII, p. 15 et *Actes du Synode de Clairac* du 6 sept. 1679). Il quitte l'église en 1683 (*Actes du Synode de 1683*, art. 36), avec sa femme et deux enfants, âgé l'un de cinq ans, l'autre de trois, se réfugie en Hollande en 1686 (*Bull.*, t. VII, p. 432 et ARCH. NAT., TT. 287); la même année, le 23 juin est nommé pasteur

extraordinaire à Rotterdam. Il fut enseveli le 9 déc. 1717, à l'âge de 79 ans (*Bull. de l'Hist. des Egl. Vallones*, t. I, p. 138).

1665. — **Brocas** (Pierre). « Le sieur Pierre Brocas estudiant en théol., natif de Clairac, s'est présenté à la Compagnie et demande d'être admis à la proposition, produisant des attestations de l'académie de Saumur et du Consistoire dudit lieu qui témoignent de sa dilligence en l'estude de la théologie et de sa bonne vie et mœurs. — Sur quoy lad. compagnie luy accordant sa demande luy a donné pour proposer au colloque le verset 12 du Pseaume second (Art. 4 des *Actes du Synode de Nérac* du 17 sept. 1665). — Le s^r Brocas ayant fait sa proposition latine, texte luy a esté donné pour sa proposition françoise au 16^e verset du I ch. de l'espître aux Romains (Art. 26 des Actes du même Synode). — M. Brocas s'estant présenté à la compagnie et rendu sa proposition françoise sur le texte qui luy avait esté donné, lad. compagnie après y avoir remarqué de beaux dons que Dieu luy a despartis et recognu qu'il a utillement employé du temps en l'estude de la théologie, en a resté fort édifiée, pour raison de quoi elle l'a admis à l'examen (Art. 42 des Actes de ce même Synode). — Messieurs les commissaires nommés par le Sinode pour l'examen du proposant ont rapporté qu'ils ont trouvé le s^r Brocas digne d'être admis au ministère après l'avoir examiné tant aux langues grecque et hébraïque qu'en philosophie et en théologie. Sur quoy lad. compagnie a ordonné qu'il sera receu au saint ministère (Art. 58 des Actes du même Synode). — Il est envoyé à Clairac (Art. 59 des Actes du même Synode) et

assiste comme pasteur de cette ville, au Synode de la Basse Guyenne de 1666, du 29 oct. 1670 (Monflanquin), du 19 sept. 1674 (Tonneins), du 3 nov. 1677 (Bergerac), du 6 sept. 1679 (Clairac), du 3 déc. 1681 (S^{te} Foy). D'après *Bull.*, t. XIII, p. 317, il fut condamné en 1682 à l'exil perpétuel mais ne quitte la France qu'en 1685 (ARCH. NAT. TT, 287), avec sa femme et deux de ses enfants, âgés l'un de cinq ans, l'autre de quinze mois.

Il ne faut pas confondre ce Pierre Brocas avec un pasteur du même nom et du même prénom, desservant l'église de Casteljaloux presque à la même époque.

PÉRIODE DU DÉSERT ¹

Dulon (1699).

Gounon, dit *Pradon* { de 1744 à 1749.
Pélicissier dit *Dubesset* }

Grenier de Barmont dit *Jean de l'Hoirie* et *Dubosc*,
de 1752 à juil. 1754.

Dugas, du 29 mai au 18 oct. 1755.

Viala, du 20 août 1755 au 22 oct. 1787.

François Rochette, dit *Dumon*, du 19 avril 1760 à
mars 1772.

Lalande Dupuy, du 1^{er} mai 1762 au 22 fév. 1764.

Liard, du 16 janvier au 21 décembre 1764.

Dumas, de 1765 à 1791.

¹ Sur les pasteurs suivants, nous ne donnons pas d'indications biographiques car on les trouvera réunies dans le beau livre de M. HUGUES : *Les Synodes du Désert* (Paris 1891). Les dates que nous indiquons nous ont été exclusivement fournies par les signatures des pasteurs dans les registres des baptêmes et des mariages (*Archives de Clairac*).

Silva Blachon, de 1776, à 1778.

Crebessac Bellerive (Jean-Jacques), du 24 fév.
1779 au 8 juil. 1790.

Ces pasteurs, nommés à Clairac, firent de longs et nombreux échanges, rendus obligatoires par la persécution, avec leurs collègues des régions voisines¹.

¹ Voici le nom de ces collègues et la durée de leur interim :

Renouveau, « pasteur des Eglises du Monflanquin », du 20 fév. au 18 juil. 1762, et du 24 juillet au 17 août 1764. —

Pierre Sicard, dit Duval, du 3 fév. au 10 août 1763.

Dupuy, aîné, du 22 fév. au 30 avril 1764.

Renateau, « ministre du St-Evangile à Monflanquin » du 9 fév. au 10 mars 1765, du 11 août 1767 au 16 mars 1769, du 1^{er} août 1772 au 18 sept. 1776.

Alard, « pasteur de l'Eglise de Bergerac » du 13 au 27 oct. 1771 et du 28 mai au 29 juin 1772.

Marche, du 6 juil. au 20 sept. 1772.

Gleize, dit Clarens, du 17 mars 1776, au 3 déc. 1780.

Paul Blachon, « pasteur de l'Eglise de Tonneins » le 15 juin et le 25 oct. 1777.

Sabatier-Delille, du 11 oct. 1781 au 18 oct. 1784. —

Vu :

Le Président de la soutenance,

ED. VAUCHER.

Vu :

Le Doyen,

A. Sabatier.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE.

A. — <i>Sources imprimées</i>	5
B. — <i>Sources manuscrites</i>	8
<i>Plan du siège de la ville en 1621.</i>	
Chapitre I. — Clairac et son abbaye au xvi ^e siècle.	9
Chapitre II. — Gérard Roussel.	17
Chapitre III. — Les guerres de religion. — Le synode de 1560. — Le siège de 1574.	29
Chapitre IV. — Période de l'Edit de Nantes.	54
Chapitre V. — Le siège de 1621 — L'année 1622 — Réoccupation et chute de la ville.	75
Chapitre VI. — Clairac et la Fronde dans l'Agenais.	101
Chapitre VII. — L'Abbaye et la Communauté. — Le synode de 1679.	115
Chapitre VIII. — La révocation de l'Edit de Nantes.	126
Chapitre IX. — Le désert.	139
<i>Appendice.</i> (Essai d'une liste des pasteurs de Clairac des origines à la Révolution française)	173

CAHORS, IMPRIMERIE A. COUESLANT.

